

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Bulletin officiel

TEXTES ÉMIS EN JUILLET ET AOÛT 2007

Directrice de la publication : Martine Marigeaud
Rédactrice en chef : Marie-Liesse Baudrez
Secrétariat de rédaction : Centre de documentation juridique et administrative
Mission de la coordination documentaire
Contact : Véronique Van Temsche
Contact abonnement : Ernestine Gomis

Imprimerie du ministère de la Culture
et de la Communication

Ministère de la Culture et de la Communication
Direction de l'administration générale
Sous-direction des affaires financières et générales
Centre de documentation juridique et administrative
182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1. Tél : 01.40.15.38.29.

Abonnement annuel : 50 €

ISSN : 1295-8670

SOMMAIRE

Mesures de publication et de signalisation

Cabinet de la ministre

- Page 7 Décision du 5 juillet 2007 portant désignation de la personne responsable de l'accès aux documents administratifs et des questions relatives à la réutilisation des informations au ministère de la Culture et de la Communication.

Direction des Archives de France

- Page 7 Instruction interministérielle n° 2007/012 du 14 août 2007 relative à la conservation du dossier médical.

Direction de l'architecture et du patrimoine

- Page 10 Arrêté n° 023 du 6 juillet 2007 portant classement parmi les monuments historiques du fort Dauphin à Briançon (Hautes-Alpes).
- Page 11 Arrêté n° 024 du 12 juillet 2007 portant classement parmi les monuments historiques de la halle à Villereal (Lot-et-Garonne).
- Page 11 Arrêté n° 025 du 18 juillet 2007 portant classement au titre des monuments historiques, en totalité, du domaine du château d'Écouen sis à Écouen (Val-d'Oise).
- Page 12 Arrêté n° 026 du 18 juillet 2007 portant classement au titre des monuments historiques des vestiges archéologiques du site de la Villasse à Vaison-la-Romaine (Vaucluse).
- Page 12 Arrêté n° 027 du 18 juillet 2007 portant classement au titre des monuments historiques de l'ancien palais épiscopal de son parc et de ses murs de clôture à Saint-Papoul (Aude).
- Page 13 Arrêté n° 028 du 25 juillet 2007 portant classement au titre des monuments historiques des jardins du château La Roque à Saint-Germain-de-la-Rivière (Gironde).
- Page 14 Arrêté n° 029 du 26 juillet 2007 portant classement au titre des monuments historiques de certaines parties de l'ancien domaine prioral de La Charité-sur-Loire (Nièvre).
- Page 17 Circulaire n° 2007/010 du 30 juillet 2007 relative aux modalités d'attribution des bourses sur critères sociaux aux étudiants des Écoles nationales supérieures d'architecture.
- Page 34 Arrêté n° 030 du 6 août 2007 portant classement au titre des monuments historiques de la chapelle des Pénitents Blancs à Aigues-Mortes (Gard).

- Page 34 Arrêté n° 031 du 6 août 2007 portant classement au titre des monuments historiques de l'église Notre-Dame-du-Hamel (Oise).
- Page 35 Arrêté n° 032 du 6 août 2007 portant classement au titre des monuments historiques du château de la Salvétat-Saint-Gilles (Haute-Garonne).
- Page 36 Arrêté n° 033 du 9 août 2007 portant classement au titre des monuments historiques de l'église du prieuré Saint-Étienne-d'Allichamps, à Bruère-Allichamps (Cher).
- Page 36 Arrêté n° 034 du 30 août 2007 portant classement au titre des monuments historiques de la maison romane et de la maison en pan de bois adossé du 17, rue de Sénarmont, à Dreux (Eure-et-Loir).
- Page 38 Circulaire n° 2007-50 du 31 août 2007 relative aux conditions d'application du décret n° 2007-452 du 25 mars 2007 relatif aux secteurs sauvegardés.

Direction des musées de France

- Page 39 Arrêté du 21 août 2007 portant nomination de membres de la Commission nationale d'évaluation (M^{me} Marie-Hélène Joly).
- Page 40 Arrêté du 21 août 2007 portant nomination de membres de la Commission nationale d'évaluation (M. Christophe Vital et M^{me} Estelle Fresneau).

Centre national de la cinématographie

- Page 40 Décision du 17 juillet 2007 relative à la composition de la Commission du patrimoine cinématographique.
- Page 40 Décision du 17 juillet 2007 portant nomination du président et des personnalités qualifiées de la Commission du patrimoine cinématographique.

Centre des monuments nationaux

- Page 41 Décision n° DAF/SJ/160-2007 du 3 juillet 2007 portant délégation de signature.

Institut national de recherches archéologiques préventives

- Page 42 Décision n° 2007/DG-029 du 10 juillet 2007 portant délégation de signature au directeur interrégional Grand Est-Nord de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP) et à ses principaux collaborateurs.
- Page 44 Décision n° 2007/DG-066 du 16 août 2007 portant délégation de signature au directeur interrégional Rhône-Alpes-Auvergne de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP) et à ses principaux collaborateurs.

Musée du Louvre

- Page 45 Décision n° DFJ/2007/09 du 11 juin 2007 modifiant la décision n° DFJ/2007/03 portant délégation de signature.
- Page 45 Décision n° DFJ/2007/10 du 27 juillet 2007 portant intérim de M. Didier Selles, administrateur général de l'établissement public du musée du Louvre.

Page 46 Décision n° DFJ/2007/11 du 16 août 2007 instituant une régie d'avances auprès du département des antiquités orientales du musée du Louvre en vue d'une campagne de fouilles en Syrie.

Page 47 Décision n° DFJ/2007/12 du 16 août 2007 nommant un régisseur d'avances auprès du département des antiquités orientales du musée du Louvre en vue d'une campagne de fouilles en Syrie.

École du Louvre

Page 47 Décision du 13 août 2007 portant délégation de signature.

Musée et domaine national de Versailles

Page 48 Décision du 5 juillet 2007 portant désignation d'un représentant du président de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles.

Page 48 Décision n° 2007-7 du 9 juillet 2007 portant délégations de signature.

Page 49 Décision n° 2007-8 du 10 août 2007 portant délégations de signature.

Documents signalés

Page 50 Direction des Archives de France

Mesures d'information

Page 51 **Relevé de textes parus au *Journal officiel***

Page 64 **Réponses aux questions écrites**
(Assemblée nationale et Sénat)

Divers

Page 65 Annexe de l'arrêté du 2 juillet 2007 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au *JO n° 159* du 11 juillet 2007) (Beaune).

Page 67 Annexe de l'arrêté du 2 juillet 2007 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au *J.O n° 159* du 11 juillet 2007) (Clamecy).

Page 68 Annexe de l'arrêté du 2 juillet 2007 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au *JO n° 167* du 21 juillet 2007) (Brive-la-Gaillarde).

Page 68 Annexe de l'arrêté du 12 juillet 2007 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au *J.O n° 207* du 7 septembre 2007) (Honfleur).

Page 69	Annexe de l'arrêté du 12 juillet 2007 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au <i>J.O n° 207</i> du 7 septembre 2007) (Lisieux).
Page 70	Annexe de l'arrêté du 24 août 2007 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au <i>J.O n° 207</i> du 7 septembre 2007) (Louviers).
Page 71	Extrait : Institut national de recherches archéologiques préventives : Marchés publics de fournitures courantes et services - août 2007 (fourniture d'un service de messagerie électronique).
Page 75	Règlement de visite des Galeries nationales du Grand Palais.
Page 79	Déroptions au délai vidéo.
Page 81	Bulletin d'abonnement.

Mesures de publication et de signalisation

CABINET DE LA MINISTRE

Décision du 5 juillet 2007 portant désignation de la personne responsable de l'accès aux documents administratifs et des questions relatives à la réutilisation des informations au ministère de la Culture et de la Communication.

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le décret n° 2005-1755 du 30 décembre 2005 relatif à la liberté d'accès aux documents administratifs et à la réutilisation des informations publiques, pris pour application de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978, notamment son article 42,

Décide :

Art. 1^{er}. - M^{me} Marie-Liesse Baudrez, administratrice civile hors classe, est nommée en qualité de personne responsable de l'accès aux documents administratifs et des questions relatives à la réutilisation des informations publiques.

Art. 2. - La directrice de l'administration générale est chargée de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La ministre de la Culture et de la Communication,
Christine Albanel

DIRECTION DES ARCHIVES DE FRANCE

Instruction interministérielle n° 2007/012 du 14 août 2007 relative à la conservation du dossier médical.

La directrice des Archives de France
du ministère de la Culture et de la Communication
à

Mesdames et messieurs les préfets (Archives départementales),

La directrice de l'hospitalisation et de l'organisation des soins
du ministère de la Santé et des Solidarités

à

Mesdames et messieurs les directeurs des agences régionales de l'hospitalisation

Mesdames et messieurs les directeurs départementaux des affaires sanitaires et sociales (pour diffusion)

Mesdames et messieurs les directeurs d'établissements de santé

Autres n° d'enregistrement :

- n° DHOS/E1/DAFDPAI/2007/322

- n° DAF/DPACI/RES/2007/014

Textes de référence :

- Code de la santé publique et notamment son article R. 1112-7,

- Directive européenne n° 2005/61/CE du 30 septembre 2005 portant application de la directive 2002/98/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences en matière de traçabilité et la notification des réactions et incidents indésirables graves,

- Décret n° 2006-6 du 4 janvier 2006 relatif à l'hébergement des données de santé à caractère personnel et modifiant le Code de la santé publique (dispositions réglementaires),

- Arrêté interministériel du 11 mars 1968 portant règlement des archives hospitalières.

Sommaire

1. Dispositions générales du dispositif prévu par le décret du 4 janvier 2006

2. Les conditions de conservation des dossiers médicaux

2.1. Les nouveaux délais de conservation des dossiers médicaux

2.1.1. Cette durée de conservation répond aux exigences médicales

2.1.2. Cette durée de conservation connaît des aménagements

2.1.2.1. Prolongation du délai au bénéfice des personnes mineures

2.1.2.2. Minoration du délai en cas de décès du patient

2.1.2.3. Suspension du délai en cas de procédure en cours

2.1.3. Délais plus contraignants

2.2. Les conditions d'élimination

2.2.1. Règles communes à l'ensemble des établissements de santé

2.2.2. Règles particulières aux dossiers médicaux présentant le caractère d'archives publiques

2.2.3. Date d'entrée en vigueur du dispositif

Le décret n° 2006-6 du 4 janvier 2006 relatif à l'hébergement des données de santé à caractère personnel et modifiant le Code de la santé publique (partie réglementaire), paru au *Journal officiel* de la République française du 5 janvier 2006, définit, dans son article 1^{er}, les conditions d'agrément des hébergeurs de données de santé à caractère personnel. Son article 2 modifie sensiblement les conditions de conservation du dossier médical telles qu'elles avaient été définies dans le règlement des archives hospitalières pris par l'arrêté interministériel précité du 11 mars 1968, notamment en ce qui concerne les délais de conservation du dossier médical.

1. Dispositions générales du dispositif prévu par le décret du 4 janvier 2006

Le décret a été pris pour l'application des dispositions de l'article L. 1111-8 du Code de la santé publique permettant aux professionnels de santé ou aux personnes concernées de déposer des données de santé à caractère personnel, recueillies ou produites à l'occasion des activités de prévention, de diagnostic ou de soins, auprès des personnes physiques ou morales agréées à cet effet.

L'hébergement de données nécessite d'abord l'accord de la personne concernée. L'article 1^{er} du décret du 4 janvier 2006 introduit dans le Code de la santé publique les articles R. 1111-9 à R. 1111-16 qui fixent les conditions d'agrément des hébergeurs de données de santé à caractère personnel.

Ce dispositif ne s'applique pas aux archives papier. L'article L. 1111-8 du Code de la santé publique ne concerne que les données de santé à caractère personnel conservées sous forme électronique.

L'agrément est délivré par le ministre de la Santé qui se prononce après avis de la Commission nationale de

l'informatique et des libertés et du comité d'agrément placé auprès de lui. Le directeur des Archives de France et le directeur de l'hospitalisation et de l'organisation des soins, notamment, participent à ce comité avec voix consultative. Le ministre de la Santé dispose d'un délai de deux mois suivant l'avis du comité d'agrément pour se prononcer ; à l'issue de ce délai, son silence vaut décision de rejet. Le décret énumère les conditions de l'agrément (article R. 1111-10), la composition du comité d'agrément (article R. 1111-11), les éléments qui doivent composer le dossier de demande d'agrément (articles R. 1111-12 et R. 1111-13), les dispositifs adoptés par les hébergeurs en matière de confidentialité et de sécurité qui doivent être indiqués à l'appui de la demande d'agrément (article R. 1111-14), la durée de l'agrément délivré aux hébergeurs de données de santé (article R. 1111-15), les conditions du retrait de l'agrément (article R. 1111-16).

2. Les conditions de conservation des dossiers médicaux

L'article 2 du décret du 4 janvier 2006, qui modifie l'article R. 1112-7 du Code de la santé publique pour y introduire des dispositions relatives aux conditions de conservation et d'élimination des dossiers médicaux, s'applique aux données électroniques comme aux dossiers « papier ».

2.1. Les nouveaux délais de conservation des dossiers médicaux

Aux termes de l'article R. 1112-7 du Code de la santé publique, le dossier médical constitué dans l'établissement de santé doit être conservé pendant vingt ans à compter de la date du dernier séjour ou de la dernière consultation externe du patient dans l'établissement.¹

Les dispositions de l'article R. 1112-7 obligent à conserver l'ensemble des informations relatives à un même patient, quelle que soit la date à laquelle elles ont été constituées ou recueillies par l'établissement de santé, tant que le dernier passage de ce patient ne remonte pas à plus de vingt ans.

¹ Pour mémoire, l'arrêté interministériel du 11 mars 1968 prévoyait une durée « ordinaire » de conservation des dossiers médicaux de vingt ans, prolongée jusqu'à 70 ans pour les dossiers concernant certaines pathologies (maladies chroniques, pédiatrie, stomatologie, neurologie) et de durée indéterminée pour les « dossiers d'affections de nature héréditaire susceptibles d'avoir des répercussions pathologiques ou traumatisantes sur la descendance ».

Ces nouvelles règles de conservation ont pris effet à compter du 5 janvier 2007. Les établissements de santé doivent les porter à la connaissance des usagers. L'article R. 1112-9 du Code de la santé publique dispose à cet égard que *« les conditions d'accès aux informations de santé mentionnées à l'article L. 1111-7 ainsi que leur durée de conservation et les modalités de cette conservation sont mentionnées dans le livret d'accueil prévu à l'article L. 1112-2. Ces informations sont également fournies au patient reçu en consultation externe ou accueilli au service des urgences. »*

2.1.1. Cette durée de conservation répond aux exigences médicales

D'une part en effet, il est probable que des informations de santé qui n'ont pas été réactivées depuis vingt ans ou davantage sont soit sans lien avec l'état actuel du patient, soit devenues obsolètes compte tenu de l'évolution des techniques médicales.

D'autre part, les délais définis à l'article R. 1112-7 du Code de la santé publique constituent des durées minimales. Il revient donc à chaque établissement d'apprécier au cas par cas si, en raison de l'intérêt qu'elles présentent encore à l'issue de ce délai, tout ou partie des informations médicales relatives à un même patient doivent être conservées plus longtemps ou si elles peuvent être éliminées (cf. infra, paragraphe 2.2). Chaque établissement peut élaborer une politique de conservation plus contraignante en fonction des pathologies concernées.

Par ailleurs, lorsqu'un patient change d'établissement de santé, le nouvel établissement qui le prend en charge peut toujours, sauf opposition du patient dûment averti (cf. article L. 1110-4 du Code de la santé publique), se faire communiquer une copie de tout ou partie de son dossier médical constitué dans l'établissement précédent. Cette communication ne proroge pas les délais de conservation dans l'établissement d'origine. En revanche, l'établissement qui aura recueilli ces informations devra les conserver pendant vingt ans au moins après le dernier passage du patient en son sein.

2.1.2. Cette durée de conservation connaît des aménagements

L'article R. 1112-7 du Code de la santé publique prévoit divers aménagements des durées de conservation des dossiers médicaux.

Par ailleurs, il est rappelé que l'article L. 1142-28 du Code de la santé publique prévoit à cet égard que *« les actions tendant à mettre en cause la responsabilité*

des professionnels de santé ou des établissements de santé publics ou privés à l'occasion d'actes de prévention, de diagnostic ou de soins se prescrivent par dix ans à compter de la consolidation du dommage ».

Ainsi, le point de départ de la prescription est constitué par la date de consolidation du dommage, la responsabilité médicale peut ne pas se trouver prescrite à l'issue d'un délai de vingt ans suivant le dernier passage du patient victime d'un dommage.

2.1.2.1. Prolongation du délai au bénéfice des personnes mineures

Lorsque cette conservation de vingt années s'achève avant le vingt-huitième anniversaire du patient, la conservation du dossier est prorogée jusqu'à cette date. Cette prorogation, qui tient compte du fait que les délais de prescription ne courent pas en ce qui concerne les personnes mineures, est destinée à garantir aux patients un délai minimum de dix ans à compter de leur majorité.

2.1.2.2. Minoration du délai en cas de décès du patient

Si la personne titulaire du dossier décède moins de dix ans après son dernier passage dans l'établissement, le dossier doit être conservé pendant une durée de dix ans à compter de la date de son décès. En effet, compte tenu des dispositions précitées de l'article L. 1142-28 du Code de la santé publique, aucune action tendant à engager la responsabilité médicale ne peut plus être intentée à l'expiration de ce délai.

2.1.2.3. Suspension du délai en cas de procédure en cours

Les délais de conservation sont suspendus par l'introduction de tout recours gracieux ou contentieux tendant à mettre en cause la responsabilité médicale de l'établissement de santé ou des professionnels de santé.

2.1.3. Délais plus contraignants

La mention des actes transfusionnels pratiqués et, le cas échéant, la copie de la fiche d'incident transfusionnel qui doivent figurer dans le dossier médical en vertu du 1) du 1° de l'article R. 1112-2 du Code de la santé publique doivent y être conservées pendant une durée de trente ans conformément aux termes de l'article 4 de la directive européenne précitée du 30 septembre 2005.

Il est donc recommandé aux établissements de santé de réserver un classement particulier à ces informations s'ils souhaitent pouvoir éliminer les autres éléments du

dossier médical à l'issue du délai de droit commun sans avoir à procéder à de longues opérations de tri.

2.2. Les conditions d'élimination

2.2.1. Règles communes à l'ensemble des établissements de santé

À l'issue des délais de conservation mentionnés ci-dessus, le dossier peut être éliminé et la décision en revient au directeur de l'établissement après avis du médecin responsable de l'information médicale mentionné à l'article L. 6113-7 du Code de la santé publique. Ce médecin devra donc être consulté par l'établissement de santé sur l'opportunité de fixer des durées de conservation excédant vingt ans pour certaines catégories de dossiers.

2.2.2. Règles particulières aux dossiers médicaux présentant le caractère d'archives publiques

Les dispositions susmentionnées s'appliquent à l'ensemble des établissements de santé. Toutefois, dans les établissements publics de santé et les établissements privés de santé participant à l'exécution du service public hospitalier, l'élimination des dossiers médicaux est toujours subordonnée au visa du directeur des archives départementales territorialement compétent, qui peut choisir de conserver certains dossiers à titre définitif afin de documenter la recherche.

2.2.3. Modalité de délivrance des visas d'élimination

Il appartiendra aux directeurs d'archives départementales de veiller tout particulièrement aux conditions de délivrance des visas d'élimination et de définir exactement les données dont ils souhaiteraient assurer la conservation définitive pour des raisons d'intérêt scientifique, statistique ou historique, en étroite liaison avec l'établissement de santé concerné.

2.2.3. Date d'entrée en vigueur du dispositif

Ces dispositions sont applicables depuis le 5 janvier 2007 dans les mêmes conditions à tous les dossiers médicaux, y compris ceux ouverts avant cette date.

Les dispositions de l'arrêté interministériel du 11 mars 1968 contraires à celles du décret n° 2006-6 du 4 janvier 2006 sont abrogées à compter de cette même date.

Pour la directrice de l'hospitalisation
et de l'organisation des soins empêchée :
Le chef de service,
Luc Allaire
La directrice des Archives de France,
Martine de Boisdeffre

DIRECTION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

Arrêté n° 023 du 6 juillet 2007 portant classement parmi les monuments historiques du fort Dauphin à Briançon (Hautes-Alpes).

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur en date du 15 mars 2007 ;

La Commission supérieure des monuments historiques entendue en sa séance du 18 juin 2007 ;

Vu l'adhésion au classement donnée par le conseil municipal de Briançon, propriétaire, en date du 2 juin 2007 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation du fort Dauphin à Briançon (Hautes-Alpes) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de sa place dans le système défensif de la ville de Briançon conçu par Vauban et son homogénéité, constituant un témoin rare de l'architecture militaire de la première moitié du 18^e siècle,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est classé parmi les monuments historiques, en totalité, le fort Dauphin à Briançon (Hautes-Alpes) situé chemin du Fort Dauphin, figurant au cadastre, section B sous le n° 555, d'une contenance de 3ha 80a 35ca et appartenant à la commune de Briançon.

Celle-ci en est propriétaire par acte administratif passé le 16 juillet 2004 et publié au bureau des hypothèques de Gap (Hautes-Alpes), le 3 août 2004, volume 2004P, n° 7130.

Art. 2. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 3. - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour la ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrêté n° 024 du 12 juillet 2007 portant classement parmi les monuments historiques de la halle à Villeréal (Lot-et-Garonne).

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 décembre 1928 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques de la halle de Villeréal (Lot-et-Garonne) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de la région Aquitaine entendue en date du 8 décembre 2005 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 19 mars 2007 ;

Vu la délibération du 21 juin 2001 du conseil municipal de la commune de Villeréal (Lot-et-Garonne), propriétaire, portant adhésion au classement ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de la halle de Villeréal (Lot-et-Garonne) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en tant qu'elle constitue un témoignage important, daté et bien conservé, d'édifice de ce type dans la région,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est classée au titre des monuments historiques la halle de Villeréal (Lot-et-Garonne) située sur la parcelle n° 341 d'une contenance de 5a 33ca ; l'ensemble figure au cadastre section AB et appartient à la commune de Villeréal (Lot-et-Garonne), n° SIREN 214 703 241, depuis une date antérieure au 1^{er} janvier 1956.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté susvisé du 14 décembre 1928.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département, et au maire de la commune propriétaire, qui seront responsables de son exécution.

Pour la ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrêté n° 025 du 18 juillet 2007 portant classement au titre des monuments historiques, en totalité, du domaine du château d'Écouen sis à Écouen (Val-d'Oise).

La ministre de la Culture et de la communication,

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu la mention du château d'Écouen (Val-d'Oise) sur la liste des monuments historiques de 1862, validée par la publication au *Journal officiel* du 18 avril 1914 ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites entendue en sa séance du 14 juin 2005 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 27 avril 2006 ;

Vu l'adhésion au classement donnée le 26 mai 2005 par le Grand Chancelier de la Légion d'Honneur ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation du domaine du château d'Écouen présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de la très grande qualité de cet ensemble, constitué du château dessiné par Jean Bullant, et du parc aménagé par Jules Hardouin-Mansart,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est classé au titre des monuments historiques, en totalité, le domaine du château d'Écouen, à savoir : la totalité des sols et des constructions, sis à Écouen (Val-d'Oise), situé sur les

parcelles n^{os} 1, 2, 3, 4, 5, 6, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 49, 139, 140, 194, 195, 203, 204, d'une contenance respective de 14ha 46a 70ca, 16a 9ca, 1ha 31a 68ca, 72a 3ca, 28a 83ca, 2a 17ca, 15a 83ca, 22a 35ca, 46a 97ca, 19a 15ca, 15ca, 8a 5ca, 2a 18ca, 7a 65ca, 1ha 10a 93ca, 27a 78ca, 2ha 43a 77ca, 8a 37ca, 94a 11ca, 10a 95ca, 25ca, 25ca, 1ha 33a 20ca, 4a 30ca, figurant au cadastre section AI et appartenant à la Grande Chancellerie de la Légion d'honneur, identifiée au SIREN sous le n^o 18 00000 10000 17, numéro régulièrement certifié au vu de ses statuts, ayant son siège social 1, rue de Solférino à Paris (7^e) et pour représentant responsable le général d'armée Jean-Pierre Kelche. Cette dernière en est propriétaire depuis une date antérieure au 1^{er} janvier 1956.

Les parcelles précitées sont grevées d'un bail emphytéotique au profit de l'État par actes des 30 juin 1972 et 11 juillet 1972 passés devant M^e Jean-Marie Bellet, notaire à Paris et publié le 11 août 1972 au 2^e bureau des hypothèques de Pontoise (Val-d'Oise), volume 5861, n^o 14.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue en ce qui concerne le château d'Écouen à la mention relative à cet édifice, figurant sur la liste des immeubles classés parmi les monuments historiques publiée au *Journal officiel* du 18 avril 1914.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du Val-d'Oise, au maire d'Écouen, et au propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour la ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrêté n^o 026 du 18 juillet 2007 portant classement au titre des monuments historiques des vestiges archéologiques du site de la Villasse à Vaison-la-Romaine (Vaucluse).

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n^o 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n^o 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu le décret n^o 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites en date du 15 mars 2007 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 21 mai 2007 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation des vestiges archéologiques du site de la Villasse à Vaison-la-Romaine (Vaucluse) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public, s'agissant d'une importante réserve archéologique des I^{er}-IV^e siècles de notre ère,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est classé en totalité le site de la Villasse à Vaison-la-Romaine (Vaucluse) situé sur les parcelles n^{os} 71 et 319, d'une contenance de 4 957 m², et n^{os} 78 et 79, d'une contenance de 6 306 m² figurant au cadastre section AO et appartenant à l'État depuis 1943.

Art. 2. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 3. - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune et au ministre de la Culture affectataire, intéressés, qui seront responsables chacun en ce qui le concerne de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrêté n^o 027 du 18 juillet 2007 portant classement au titre des monuments historiques de l'ancien palais épiscopal de son parc et de ses murs de clôture à Saint-Papoul (Aude).

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n^o 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n^o 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu le décret n^o 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu l'arrêté en date du 17 mars 1943 portant inscription au titre des monuments historiques du château et de son parc ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites en date du 20 mars 2007 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 18 juin 2007 ;

Vu la lettre d'adhésion au classement de l'Association lauragaise pour l'éducation de la jeunesse (ALEJ), propriétaire, en date du 21 juillet 2006 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de l'ancien palais épiscopal de Saint-Papoul (Aude) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de l'intérêt de cette ancienne résidence des abbés puis des évêques de Saint-Papoul, notamment pour ses parties médiévales et ses gypseries du XVIII^e siècle,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est classé l'ancien palais épiscopal de Saint-Papoul (Aude) ainsi que son parc et ses murs de clôture situé place Monseigneur-de-Langle sur les parcelles n^{os} 244, 1146, 247 à 254, 1178 d'une contenance respective de 40a 15ca, 6a 41ca, 1ha 29a 67ca, 2a 80ca, 10ca, 1ha 2a 71ca, 23a 50ca, 1ha 65a 60ca, 91a 10ca, 48a, 11a, figurant au cadastre section D et appartenant à l'Association lauragaise pour l'éducation de la jeunesse (ALEJ) ayant son siège social à la mairie de Saint-Papoul et pour président M. Michel Tautil demeurant chemin du Carla à Saint-Papoul (Aude) par acte du 4 décembre 1959 passé chez M^e Delcos notaire à Perpignan, publié au bureau des hypothèques de Carcassonne (Aude), le 7 mars 1960, volume 2795, n^o 63.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue en ce qui concerne les parties classées à l'arrêté d'inscription au titre des monuments historiques du 17 mars 1943 susvisé.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département, au maire et à l'association propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrêté n^o 028 du 25 juillet 2007 portant classement au titre des monuments historiques des jardins du château La Roque à Saint-Germain-de-la-Rivière (Gironde).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n^o 99-78 du 5 février 1999 modifié, relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n^o 2004-822 du 18 août 2004 ;

Vu le décret n^o 2007-487 du 30 mars 2007 ;

Vu l'arrêté en date du 28 septembre 2006 portant inscription au titre des monuments historiques du château La Roque, à Saint-Germain-de-la-Rivière (Gironde) ; avec ses communs et ses dépendances, les jardins, terrasses, le belvédère, le nymphée et les différentes pièces d'eau ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de la région Aquitaine entendue en date du 2 mars 2006 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 9 novembre 2006 ;

Vu l'adhésion au classement donnée par M. Hubert Dumas de la Roque et M^{me} Dumas de la Roque Claude, propriétaires, en date des 27 et 30 octobre 2006 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de la totalité des jardins du château de La Roque à Saint-Germain-de-la-Rivière (Gironde), présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de la rareté et de la qualité de cet ensemble du XVIII^e siècle, marqué par des terrasses, belvédère et jardins d'eau, des promenades et aménagements paysagers du XIX^e siècle et formant une unité cohérente,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont classés au titre des monuments historiques, les jardins du château de la Roque à Saint-Germain-de-la-Rivière (Gironde) y compris les parcelles boisées, les terrasses, les aménagements hydrauliques, le pavillon de l'orangerie, et le belvédère. L'ensemble figure au cadastre section A.

Suivant acte de donation-partage reçu par M^e Vien-Graciet, notaire à Libourne, enregistré à Libourne (Gironde) les 27 et 30 décembre 1999, publié au bureau des hypothèques de Libourne, le 23 mars 2000, volume 2000P, n^o 2314 et le 9 juin 2000, volume 2000P, n^o 4366, la nu-propriété est partagée entre :

* M^{me} Claude, Jacqueline, Thérèse Dumas de la Roque, encadreur, demeurant à Bordeaux (Gironde) 41, rue Fragonard, née à Saint-Germain-de-la-Rivière (Gironde), le 11 mars 1950, divorcée en premières noces de M. Moine Gilbert, Claude, Constant, pour :

- le vivier et les jardins d'eau situés sur les parcelles :

n° 89 d'une contenance de 0ha 7a 54ca,

n° 675 d'une contenance de 0ha 71a 79ca,

- la terrasse du logis bas, à l'exclusion du bâtiment, située sur la parcelle :

n° 679 d'une contenance de 0ha 11a 77ca,

- ainsi que les parcelles :

n° 92 d'une contenance de 0ha 10a 24ca,

n° 669 d'une contenance de 0ha 0a 49ca,

n° 673 d'une contenance de 0ha 8a 9ca,

* M. Dumas de la Roque Hubert, Marie, François, né le 14 mars 1954 à Saint-Germain-de-la-Rivière (Gironde), viculteur, marié à M^{me} Bonnard Marie-Christine, Françoise, demeurant à Bettignac à Saint-Germain-de-la-Rivière (Gironde), pour :

- les terrasses du château, à l'exclusion des bâtiments, situées sur les parcelles :

n° 672 d'une contenance de 0ha 31a 58ca,

n° 678 d'une contenance de 0ha 31a 69ca,

- les terrasses intermédiaires situés sur les parcelles :

n° 87 d'une contenance de 0ha 43a 50ca,

n° 677 d'une contenance de 0ha 1a 9ca,

- le belvédère XVIII^e appelé aussi péristyle situé sur la parcelle :

n° 681 d'une contenance de 0ha 0a 93ca,

- le pavillon XVIII^e appelé aussi orangerie situé sur la parcelle :

n° 683 d'une contenance de 0ha 0a 27ca,

- le château d'eau XIX^e situé sur la parcelle :

n° 682 d'une contenance de 0ha 0a 10ca,

- les parties boisées situées sur les parcelles :

n° 81 d'une contenance de 0ha 40a 14ca

n° 82 d'une contenance de 0ha 21a 51ca,

n° 83 d'une contenance de 2ha 62a 65ca,

n° 84 d'une contenance de 0ha 16a 74ca,

n° 87 d'une contenance de 0ha 43a 50ca,

n° 676 d'une contenance de 0ha 15a 14ca,

n° 667 d'une contenance de 4ha 82a 91ca,

avec moitié indivise des parcelles à usage d'allée commune cadastrée :

n° 668 d'une contenance de 0ha 0a 92ca,

n° 671 d'une contenance de 0ha 1a 31ca,

n° 674 d'une contenance de 0ha 1a 33ca,

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté d'inscription au titre des monuments historiques susvisé du 28 septembre 2006.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au secrétaire général de la préfecture de Gironde, au maire de la commune et au propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour la ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrêté n° 029 du 26 juillet 2007 portant classement au titre des monuments historiques de certaines parties de l'ancien domaine prioral de La-Charité-sur-Loire (Nièvre).

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu la liste de 1840 portant mention de l'église priorale Sainte-Croix, validée par la publication au *Journal officiel* du 18 avril 1914 ;

Vu l'arrêté du 24 août 1927 portant inscription au titre des monuments historiques des restes de l'ancienne église Sainte-Croix (collatéral nord), 7, 9 et 11, place Sainte-Croix ;

Vu les arrêtés du 6 novembre 1929 portant inscription au titre des monuments historiques du logis du prieur (XVIII^e siècle), de l'entrée du prieuré et de la salle capitulaire ;

Vu l'arrêté du 7 janvier 1946 portant inscription au titre des monuments historiques de la rampe de fer forgé située dans le corps de bâtiment de l'ancien prieuré (XVIII^e siècle) ;

Vu l'arrêté du 9 juin 1971 portant inscription au titre des monuments historiques, de l'ancien réfectoire des moines, de l'ancienne salle à manger du prieur avec son décor, et des façades et toitures du bâtiment les abritant ;

Vu l'arrêté en date du 27 octobre 1971 portant inscription au titre des monuments historiques des

façades et toitures ainsi que de l'escalier du logis du prieur au ^{xv}^e siècle (correspondant au 4 et 6, cour du Château) ;

Vu l'arrêté en date du 7 septembre 1979 portant classement au titre des monuments historiques des vestiges de l'ancienne église clunisienne et de la chapelle, au lieu dit « La ville » ;

Vu l'arrêté en date du 20 octobre 2000 portant inscription au titre des monuments historiques de l'ancien cellier, de la porterie, des sols du prieuré et des vestiges de l'ancienne église Saint-Laurent (nef), des vestiges de l'ancienne église priorale Sainte-Croix (collatéral sud) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de la région de Bourgogne en date du 20 octobre 1999 ;

La Commission supérieure des monuments historiques entendue en sa séance du 20 novembre 2000 ;

Vu la délibération en date du 14 juin 2001 du conseil municipal de la commune de La-Charité-sur-Loire (Nièvre), propriétaire, portant adhésion au classement ;

Vu l'accord au classement de la parcelle n° 141 donné le 9 janvier 2004 par M. Delayance Serge, propriétaire ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que le domaine prioral de La-Charité-sur-Loire (Nièvre) présente au point de vue de l'art et de l'histoire un intérêt public en raison de l'importance exceptionnelle dans l'histoire de la Chrétienté au Moyen Âge de ce site monastique dépendant de Cluny, dont l'emprise médiévale est encore lisible dans le tissu urbain actuel et en raison de la qualité architecturale des vestiges du ^{xi}^e au ^{xiii}^e siècle et des divers bâtiments élevés par les prieurs à diverses époques jusqu'au ^{xviii}^e siècle et le caractère de réserve archéologique des sols,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont classées au titre des monuments historiques en totalité les parties suivantes de l'ancien domaine prioral de La-Charité-sur-Loire (Nièvre) :

- les bâtiments correspondant au collatéral sud de l'église priorale,
- les vestiges de l'ancienne église clunisienne Saint-Laurent,
- le bâtiment abritant la salle capitulaire ainsi que le passage Mérimée,
- le bâtiment des anciennes cuisines,
- l'ancienne infirmerie des moines,
- les galeries est et nord du cloître,
- le bâtiment abritant le logis du prieur au ^{xviii}^e siècle, ainsi que le réfectoire et le dortoir des moines,
- l'ancien cellier des moines,

- la porterie,

- les sols du cloître, de la cour du château, de la cour du prieuré et le sol des parcelles sur lesquelles sont implantées toutes les composantes du prieuré, du ^{ix}^e au ^{xviii}^e siècle,

situées sur les parcelles n^{os} 80 (1a 37ca) 108 (5a 72ca) 109 (8a 43ca) 111 (12a 07ca), 124 (64ca) 125 (2a 35ca) 126 (1a 20ca), 131 (1a 06ca) 138 (47ca) 139 (24ca) 140 (21ca) 141 (82ca) 142 (48ca) 149 (28ca) 150 (50ca) 162 (16a 46ca) 163 (64ca) 164 (60ca) 165 (15a 50ca) 171 (2a 20ca) 172 (16a 76ca) 188 (95ca) 444 (22a 67ca) 519 (1ha 33a 4ca) 591 (90ca) 592 (2a 27ca) 615 (9a 56ca), de la section AW et appartenant :

* Pour les parcelles n^{os} 109, 111, 163, 164, 165, 171 et 519, à la commune, par acte passé antérieurement au 1^{er} janvier 1956.

Il faut noter que la commune est identifiée au répertoire des entreprises sous le n° SIREN 215800590.

* Pour la parcelle n° 80, à la commune, par acte passé le 29 juin 1983 devant M^e Gauthier, notaire à La-Charité-sur-Loire (Nièvre) et publié au bureau des hypothèques de Cosne-Cours-sur-Loire (Nièvre), le 21 juillet 1983, volume 3295, n° 53.

* Pour la parcelle n° 108, à la commune, cette parcelle formant les lots n^{os} 1 et 2 de l'état descriptif de division - pour le lot n° 1 d'une contenance de 23ca et pour le lot n° 2 d'une contenance de 5a 49ca, par acte passé le 1^{er} octobre 1975 devant M^e Gauthier, notaire à La-Charité-sur-Loire (Nièvre) et publié au bureau des hypothèques de Cosne-Cours-sur-Loire (Nièvre), le 28 octobre 1975, volume 2822, n° 34.

* Pour la parcelle n° 124, à la commune par acte passé le 23 janvier 2004 devant M^e Gauthier, notaire à La-Charité-sur-Loire (Nièvre) et publié au bureau des hypothèques de Cosne-Cours-sur-Loire (Nièvre), le 22 mars 2004, volume 2004P, n° 637.

* Pour la parcelle n° 125, à la commune par acte passé le 14 mai 1981 devant M^e Gauthier, notaire à La-Charité-sur-Loire (Nièvre) et publié au bureau des hypothèques de Cosne-Cours-sur-Loire (Nièvre), le 22 juin 1981, volume 3158, n^{os} 17 et 18.

* Pour la parcelle n° 126, à la commune par acte passé le 25 janvier 1978 devant M^e Gauthier, notaire à La-Charité-sur-Loire (Nièvre) et publié au bureau des hypothèques de Cosne-Cours-sur-Loire (Nièvre), le 3 février 1978, volume 2948, n° 31.

* Pour la parcelle n° 131, à la commune, par acte passé le 6 janvier 1965 devant M^e Bardu, notaire à

La-Charité-sur-Loire (Nièvre) et publié au bureau des hypothèques de Cosne-Cours-sur-Loire (Nièvre), le 20 janvier 1965, volume 2268, n° 40, cette parcelle formant les lots n° 1 et 2 de l'état descriptif de division par acte passé le 5 novembre 1981 devant M^e Gauthier, notaire à La-Charité-sur-Loire (Nièvre) et publié au bureau des hypothèques de Cosne-Cours-sur-Loire (Nièvre), le 18 novembre 1981, volume 3186, n° 27 et par acte rectificatif de vente passé le 5 novembre 1981 devant M^e Gauthier, notaire à La-Charité-sur-Loire (Nièvre) et publié au bureau des hypothèques de Cosne-Cours-sur-Loire (Nièvre), le 18 novembre 1981, volume 3186, n° 28 pour le lot n° 2 et n° 29 pour le lot n° 1.

* Pour la parcelle n° 138, à la commune par acte passé le 17 décembre 1980 devant M^e Bardu, notaire à La-Charité-sur-Loire (Nièvre) et publié au bureau des hypothèques de Cosne-Cours-sur-Loire (Nièvre), le 9 janvier 1981, volume 3130, n° 13.

* Pour la parcelle n° 139, à la commune par acte passé le 4 décembre 1981 devant M^e Gauthier, notaire à La-Charité-sur-Loire (Nièvre) et publié au bureau des hypothèques de Cosne-Cours-sur-Loire (Nièvre), le 14 décembre 1981, volume 3192, n° 18.

* Pour la parcelle n° 140, à la commune par acte passé le 27 novembre 1981 devant M^e Gauthier, notaire à La-Charité-sur-Loire (Nièvre) et publié au bureau des hypothèques de Cosne-Cours-sur-Loire (Nièvre), le 7 décembre 1981, volume 3191, n° 15.

* Pour la parcelle n° 141, appartenant à M. Delayance Serge, né le 14 janvier 1963 à La-Charité-sur-Loire (Nièvre), célibataire, demeurant 4, rue de l'Église à Roquetaillade (Aude), médecin. L'usufruit revient à M. Delayance Jacques, Marcel, né le 16 février 1923 à La-Charité-sur-Loire (Nièvre), retraité, par acte passé le 15 novembre 1967 devant M^e Bardu, notaire associé à La-Charité-sur-Loire (Nièvre) et publié au bureau des hypothèques de Cosne-Cours-sur-Loire (Nièvre), le 4 décembre 1967, volume 2388, n° 33.

L'intéressé en est propriétaire par acte passé le 25 juillet 1992 devant M^e Bardu, notaire associé à La-Charité-sur-Loire (Nièvre) et publié au bureau des hypothèques de Cosne-Cours-sur-Loire (Nièvre), le 7 octobre 1992, volume 1992P, n° 2135.

* Pour la parcelle n° 142, à la commune par acte passé le 6 octobre 1962 devant M^e Chabert, notaire à La-Charité-sur-Loire (Nièvre) et publié au bureau des hypothèques de Cosne-Cours-sur-Loire (Nièvre), le 15 octobre 1962, volume 2181, n° 25.

* Pour la parcelle n° 149, à la commune par acte passé le 30 décembre 1971 devant M^e Bardu, notaire à La-

Charité-sur-Loire (Nièvre) et publié au bureau des hypothèques de Cosne-Cours-sur-Loire (Nièvre), le 13 janvier 1972, volume 2614, n° 56.

* Pour la parcelle n° 150, à la commune par acte passé le 30 décembre 1971 devant M^e Gauthier, notaire à La-Charité-sur-Loire (Nièvre) et publié au bureau des hypothèques de Cosne-Cours-sur-Loire (Nièvre), le 13 janvier 1972, volume 2614, n° 54.

* Pour la parcelle n° 162, à la commune par acte passé les 21 et 22 janvier 1986 devant M^e Gauthier, notaire à La-Charité-sur-Loire (Nièvre) et publié au bureau des hypothèques de Cosne-Cours-sur-Loire (Nièvre), le 3 février 1986, volume 3464, n° 39.

* Pour la parcelle n° 172, à la commune par acte passé le 31 mars 1960 devant M^e Chabert, notaire à La-Charité-sur-Loire (Nièvre) et publié au bureau des hypothèques de Cosne-Cours-sur-Loire (Nièvre), le 1^{er} juin 1960, volume 2115, n° 61.

* Pour la parcelle n° 188, à la commune par actes passés les 16 novembre et 30 décembre 1994 devant M^e Métayer, notaire à Nevers (Nièvre) et publiés au bureau des hypothèques de Cosne-Cours-sur-Loire (Nièvre), le 11 janvier 1995, volume 1995P, n° 68.

* Pour la parcelle n° 444 :

- pour le lot n° 1 appartenant à la commune par acte passé le 31 mars 1993 devant M^e Gauthier, notaire à La-Charité-sur-Loire (Nièvre) et publié au bureau des hypothèques de Cosne-Cours-sur-Loire (Nièvre), le 9 avril 1993, volume 1993P, n° 950 ;

- pour le lot n° 2 appartenant à la commune par acte passé le 10 janvier 1990 devant M^e Gauthier, notaire à La-Charité-sur-Loire (Nièvre) et publié au bureau des hypothèques de Cosne-Cours-sur-Loire (Nièvre), le 26 janvier 1990, volume 1990P, n° 267.

Cet immeuble a fait l'objet d'un état descriptif de division établi le 21 juillet 1977 par M^e Bardu, notaire à La-Charité-sur-Loire (Nièvre) et publié au bureau des hypothèques de Cosne-Cours-sur-Loire (Nièvre), le 5 août 1977, volume 2917, n° 41.

* Pour la parcelle n° 591, à la commune par acte passé les 30 et 31 octobre 1997 devant M^e Gauthier, notaire à La-Charité-sur-Loire (Nièvre) et M^e Tournat, notaire à Nevers (Nièvre) et publié au bureau des hypothèques de Cosne-Cours-sur-Loire (Nièvre), le 15 décembre 1997, volume 1997P, n° 3070 et par acte passé les 16 novembre et 30 décembre 1994 devant M^e Métayer, notaire à Nevers (Nièvre) et publié au bureau des hypothèques de Cosne-Cours-sur-Loire (Nièvre), le 11 janvier 1995, volume 1995P, n° 68. Cette parcelle est issue de la division de la parcelle n° 186 de la section AW.

* Pour la parcelle n° 592, à la commune par acte passé le 31 octobre 1997 devant M^e Gauthier, notaire à La-Charité-sur-Loire (Nièvre) et publié au bureau des hypothèques de Cosne-Cours-sur-Loire (Nièvre), le 15 décembre 1997, volume 1997P, n° 3070 ; cette parcelle est issue de la division de la parcelle n° 186 de la section AW pour une contenance de 18a 30ca résultant d'un procès-verbal d'arpentage établi par M. Philippe Coqblin, géomètre à La-Charité-sur-Loire (Nièvre). Elle forme le lot n° 1 de l'état descriptif de division par acte reçu les 16 novembre et 30 décembre 1994 par M^{es} Métayer et Lecomte, notaires à Nevers (Nièvre) et publié au bureau des hypothèques de Cosne-Cours-sur-Loire (Nièvre), le 11 janvier 1995, volume 1995P, n° 68.

* Pour la parcelle n° 615, à la commune par acte passé le 3 mars 2006 devant M^e Gauthier, notaire à La-Charité-sur-Loire (Nièvre) et publié au bureau des hypothèques de Cosne-Cours-sur-Loire (Nièvre), le 22 mars 2006, volume 2006P, n° 730. Cette parcelle est issue de la division de la parcelle n° 593 de la section AW pour une contenance de 14a 86ca, résultant d'un procès-verbal d'arpentage n° 1315B établi par M. Philippe Coqblin, géomètre expert à Nevers (Nièvre) en date du 6 novembre 2004 et vérifié par le service du cadastre de Nevers (Nièvre), le 31 décembre 2004.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue en totalité aux arrêtés d'inscription susvisés du 6 novembre 1929, du 7 janvier 1946, du 9 juin 1971 et du 20 octobre 2000, ainsi qu'à l'arrêté de classement du 7 septembre 1979 également susvisé ; il complète en ce qui concerne l'église priorale la mention relative à cet édifice, figurant sur la liste des immeubles classés parmi les monuments historiques publiée au *Journal officiel* du 18 avril 1914, complète également l'arrêté du 24 août 1927 portant inscription au titre des monuments historiques des restes de l'ancienne église Sainte-Croix (collatéral nord), 7, 9 et 11, place Sainte-Croix, ainsi que l'arrêté en date du 27 octobre 1971 portant inscription au titre des monuments historiques des façades et toitures ainsi que de l'escalier du logis du prieur au ^{xv}^e siècle.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation des immeubles classés.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune et aux propriétaires, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour la ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Circulaire n° 2007/010 du 30 juillet 2007 relative aux modalités d'attribution des bourses sur critères sociaux aux étudiants des Écoles nationales supérieures d'architecture.

Sommaire 2007 - 2008

La présente circulaire annule et remplace la circulaire relative aux modalités d'attribution des bourses sur critères sociaux aux étudiants des Écoles nationales supérieures d'architecture, de l'année universitaire 2006-2007, n° 2006/011 du 28 septembre 2006.

Les modalités d'attribution des bourses sur critères sociaux des Écoles nationales supérieures d'architecture font l'objet de dispositions se référant à la circulaire du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche n° 2007-066 du 20 mars 2007 relative aux modalités d'attribution des bourses d'enseignement supérieur sur critères sociaux pour l'année universitaire 2007/2008.

La bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux est accordée à l'étudiant confronté à des difficultés matérielles ne lui permettant pas d'entreprendre ou de poursuivre des études supérieures. Elle constitue une aide complémentaire à celle de la famille. À ce titre, elle ne peut se substituer à l'obligation alimentaire telle que définie par les dispositions des articles 203 et 371-2 du Code civil qui imposent aux parents d'assurer l'entretien de leurs enfants, même majeurs, tant que ces derniers ne sont pas en mesure de subvenir à leurs propres besoins.

Les revenus de la famille ainsi que le nombre de points de charge, dont la nature est définie dans la présente circulaire, sont pris en compte pour déterminer le taux de la bourse fixé en application d'un barème national. Le maintien de la bourse est soumis à des conditions de progression, d'assiduité aux cours et de présence aux examens.

Elles prennent en compte les dispositions du nouveau cursus d'études défini par le décret n° 2005-734 du 30 juin 2005 (*JO* du 1^{er} juillet 2005) et ses arrêtés d'application du 20 juillet 2005.

La possibilité d'attribuer des bourses sur critères sociaux s'applique :

- aux étudiants préparant un diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence ou un diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master,
- aux étudiants n'ayant pas obtenu une bourse sur critères universitaires et préparant un master de recherche, un master professionnel, un diplôme de spécialisation et d'approfondissement (DSA), un

diplôme propre aux Écoles nationales supérieures d'architecture (DPEA) ou un diplôme d'architecte conférant le grade de master avec mention recherche.

Par ailleurs, afin de simplifier le dispositif, les modalités d'attribution des bourses sur critères sociaux aux étudiants inscrits dans les formations autres que celles définies pour le premier et le deuxième cycles du nouveau cursus et pour l'année menant encore au DPLG sont regroupées au sein d'un même chapitre. Elles renvoient à celles s'appliquant au nouveau cursus et à l'année de DPLG.

Comme les années précédentes, le ministère de la Culture et de la Communication n'a pas souhaité étendre aux étudiants en architecture le principe de l'allocation d'études mis en place par le ministère de l'Éducation nationale. Cependant, pour vous permettre de prendre en compte les situations exceptionnelles pouvant donner droit à une bourse, une possibilité d'appréciation au cas par cas vous est offerte par le A-2.1.3. de la présente circulaire.

A - Conditions requises pour l'obtention d'une bourse sur critères sociaux

A-1. - Conditions à remplir pour toute demande d'attribution

A-1.1. - Conditions de nationalité

A-1.1.1. - Conditions générales

A-1.1.2. - Étudiants bénéficiant du statut de réfugié

A-1.1.3. - Étudiants ressortissants de l'Union européenne

A-1.1.4. - Étudiants non ressortissants de l'Union européenne

A-1.1.5. - Étudiants andorrans de formation française

A-1.2. - Conditions de diplôme

A-1.3. - Conditions d'âge

A-1.4. - Exclusions

A-1.4.1. - Agents titulaires

A-1.4.2. - Étudiants en détention

A-1.4.3. - Étudiants inscrits à l'Agence nationale pour l'emploi

A-1.4.4. - Étudiants en formation ou sous contrat d'apprentissage

A-2. - Critères d'attribution des bourses sur critères sociaux

A-2.1. - Critères sociaux

A-2.1.1. - Ressources à prendre en compte

A-2.1.1.1. - Cas général

A-2.1.1.2. - Cas particuliers

A-2.1.1.3. - En ce qui concerne la situation des parents

A-2.1.2. - Charges à prendre en compte

A-2.1.2.1. - Charges de l'étudiant

A-2.1.2.2. - Charges de la famille

A-2.1.3. - Situations particulières

A-2.2. - Critères liés aux études

A-2.2.1. - Études ouvrant droit à bourses sur critères sociaux

A-2.2.2. - Rythme normal de progression

A-2.2.2.1. - Modalités d'attribution pour les cursus du diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence et diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master

A-2.2.2.2. - Modalités d'attribution pour le cycle menant au diplôme d'architecte DPLG

A-2.2.2.3. - Modalités d'attribution pour les formations menant aux autres diplômes que ceux traités en A-2.2.1. et A-2.2.2.

A-2.2.3. - Situations exceptionnelles ouvrant droit à bourses sur critères sociaux

A-2.3. - Critères d'assiduité

B - Modalités d'attribution des bourses sur critères sociaux

B-1. - Information des familles

B-1.1. -

B-1.2. -

B-1.3. -

B-1.4. -

B-1.5. -

Modalités d'information des familles

B-2. - Demande et attribution des bourses**B.2.1. - Date limite****B-2.2. - Lieu de dépôt des dossiers****B-2.3. - Commission locale des bourses****B-2.4. - Révision de la décision ou examen d'une demande après la réunion de la commission locale*****B-2.4.1. - Modification du montant de la bourse en cours d'année universitaire******B-2.4.2. - Non-présentation aux examens******B-2.4.3. - Demande présentée après la réunion de la commission locale*****B-2.5. - Montant des bourses*****B-2.5.1. - Compléments de bourses******B-2.5.1.1. - Étudiantes reprenant leurs études après une maternité******B-2.5.1.2. - Autres cas :***

A) Étudiants inscrits dans un établissement de France continentale dont les parents résident en Corse

B) Étudiants en cure ou post-cure

B-2.5.2. - Maintien de la bourse pour un quatrième terme à certains étudiants***B-2.5.3. - Étudiants des Écoles nationales supérieures d'architecture de la région Île-de-France*****B-3. - Recours****B-3.1 - Procédure****B-3.2 - Commission nationale****B-3.3 - Décisions**

A - Conditions requises pour l'obtention d'une bourse sur critères sociaux

Les bourses sur critères sociaux sont destinées à permettre à leurs bénéficiaires d'entreprendre à la fin de leurs études secondaires, ou peu de temps après, des études supérieures auxquelles, sans cette aide, ils auraient été contraints de renoncer en raison de leur situation sociale.

Durant les premier et deuxième cycles des études d'architecture, les étudiants qui remplissent les conditions requises pour l'attribution d'une bourse sur critères sociaux peuvent l'obtenir pour une durée égale à celle du cycle d'études ou le cas échéant, à celle

nécessaire à l'obtention de l'ensemble du diplôme sanctionnant la fin du cycle.

Durant le troisième cycle conduisant encore cette année au diplôme d'architecte diplômé par le Gouvernement (DPLG), la bourse sur critères sociaux est attribuée pour une année universitaire. Pour obtenir son renouvellement, l'étudiant doit accéder à un niveau supérieur à celui précédemment atteint.

Une bourse sur critères sociaux « à taux zéro » est maintenue par référence au barème national fixé par arrêté interministériel pour les étudiants des établissements d'enseignement supérieur relevant du ministère de l'Éducation nationale. Elle a pour effet d'exonérer ses bénéficiaires des droits d'inscription et de sécurité sociale étudiante.

Dans tous les cas de figure, les candidats doivent remplir les conditions générales de recevabilité relatives à la nationalité, aux diplômes, à l'âge et aux études poursuivies définies ci-dessous.

Cette aide est accordée par période d'une année universitaire après examen d'un dossier de candidature qui doit être déposé au cours du troisième trimestre de l'année universitaire précédente, avant la date limite précisée chaque année par l'établissement.

Ainsi chaque année, tous les dossiers de demande d'attribution ou de renouvellement sont examinés.

Par ailleurs une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux ne peut être cumulée avec une bourse sur critères universitaires, une bourse de mérite, un prêt d'honneur à l'exception d'une bourse sur critères sociaux à l'échelon « zéro », une bourse d'un autre département ministériel, ou une bourse d'un gouvernement étranger.

En revanche, les aides versées dans le cadre des programmes ERASMUS et SOCRATES peuvent être cumulées avec une bourse au titre de l'accord européen précité (bourse accordée par l'État français) ou avec des bourses de mobilité.

A-1. - Conditions à remplir pour toute demande d'attribution**A-1.1. - Conditions de nationalité****A-1.1.1. - Conditions générales**

Les bourses sur critères sociaux sont réservées aux étudiants de nationalité française.

Toutefois, des dérogations à ce principe sont possibles pour les situations suivantes qui permettent aux étudiants de bénéficier de ces aides. Elles concernent :

A-1.1.2. - Les étudiants titulaires de la carte de réfugié délivrée par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides en application de la Convention de Genève ou la carte de résident délivrée conformément aux dispositions du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

A-1.1.3. - Les étudiants possédant la nationalité d'un État membre de l'Union européenne, en application des articles 39 et 40 du Traité du 25 mars 1957 modifié instituant la Communauté européenne, des articles 7 et 12 du règlement européen n° 1612/68 du 15 octobre 1968. Actuellement 25 États :

Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni, République tchèque, Slovaquie, Slovénie, Suède.

Et 3 pays de l'Espace économique européen : Islande, Liechtenstein, Norvège.

+ Suisse : étudiants originaires de la confédération suisse (accord CE/conf suisse du 21 juin 1999)

Ceux-ci peuvent bénéficier d'une bourse dans les cas suivants :

- soit s'ils ont précédemment occupé à temps plein ou à temps partiel un emploi permanent en France, au cours de l'année de référence, pourvu qu'il s'agisse d'activités réelles et effectives, non saisonnières ou non occasionnelles, que celles-ci aient été exercées en qualité de salariés ou de non-salariés,
- soit si leur père, leur mère ou leur tuteur légal a perçu des revenus en France, au cours de l'année de référence.

Cette condition de détention de la qualité de travailleur communautaire ou d'enfant de travailleur communautaire n'est pas exigée pour l'étudiant qui atteste d'un certain degré d'intégration dans la société française. Le degré d'intégration est apprécié notamment au vu de la durée du séjour, de la scolarité suivie en France ou encore des liens familiaux en France.

Cette condition n'est en tout état de cause pas exigée si l'étudiant justifie de 5 ans de résidence régulière ininterrompue en France (article 24 de la directive 2004/38/CE du 29 avril 2004).

A-1.1.4. - Les étudiants de nationalité étrangère bénéficiant d'une carte de séjour temporaire ou d'une carte de résident délivrée en application du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et dont le foyer fiscal de rattachement (père ou mère ou tuteur légal et autres enfants à charge) est situé en France depuis au moins deux ans (avis

d'imposition de l'année civile de référence, soit n-2, établi en France). Cette dernière condition est appréciée au 1^{er} octobre de l'année de la demande de bourse.

Dans le cas d'un étudiant marié à un conjoint français ou étranger disposant de ressources mensuelles régulières supérieures au SMIC, une bourse sur critères sociaux peut être attribuée si le ménage réside en France depuis plus de deux ans et qu'il a établi une déclaration fiscale distincte de celle des parents de l'étudiant.

A-1.1.5. - Les étudiants andorrans de formation française

Les étudiants cités aux paragraphes A-1.1.1., A-1.1.2., A-1.1.3., A-1.1.4. et A-1.1.5. doivent par ailleurs remplir les conditions générales d'attribution de ces bourses définies par la présente circulaire et notamment celles attribuées sur critères sociaux (cf. § A-2.1.) retenus pour les étudiants français dont la famille réside sur le territoire national.

A-1.2. - Conditions de diplôme

Lors de la première demande d'attribution d'une bourse sur critères sociaux, les candidats devront justifier à la rentrée universitaire, soit de la possession du baccalauréat, soit d'une attestation de succès à un diplôme d'accès aux études universitaires, soit d'un titre français ou étranger admis en dispense ou en équivalence du baccalauréat en application d'une réglementation nationale, soit de la validation de leurs études, expériences professionnelles ou acquis personnels en vue de l'accès à ce niveau d'études, en application de l'article 9 du décret n° 2005-739 du 30 juin 2005 relatif aux études d'architecture et l'article 3 de l'arrêté relatif aux cycles de formation des études d'architecture conduisant au diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence et au diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master.

A-1.3. - Conditions d'âge

Lors de la première demande d'attribution d'une bourse sur critères sociaux, les étudiants doivent être âgés de moins de 26 ans au premier octobre de l'année universitaire pour laquelle la bourse est demandée.

Cette limite d'âge n'est pas opposable aux étudiants handicapés atteints d'une incapacité permanente reconnue par la commission des droits et de l'autonomie des handicapés institutionnelle chargée de la reconnaissance du handicap.

Cette limite d'âge est reculée de deux ans pour les candidats entrés dans une école d'architecture par la procédure de validation des études citée ci-dessus.

Par ailleurs, elle est également reculée de la durée du volontariat dans les armées ou au volontariat civil, telle que prévue aux articles L. 121.1 et 122.3 du Code du service national. Pour les étudiantes, elle est reculée d'un an par enfant élevé.

Ces deux derniers cas de recul de limite d'âge ne sont pas cumulables avec le précédent.

À compter de l'âge de 26 ans, les étudiants boursiers ne doivent pas interrompre leurs études pour pouvoir continuer à bénéficier d'une bourse. Pour l'application de cette disposition, la période du service national volontaire ou une maternité n'est pas considérée comme une interruption d'études, pas plus que les interruptions supérieures à une année universitaire dues à des difficultés personnelles (raisons graves de santé) ou familiales (décès ou maladie grave notamment) attestées par un avis des services médicaux ou sociaux de l'établissement.

A-1.4. - Exclusions

Sont exclus du régime des bourses sur critères sociaux :

A-1.4.1. - Les agents titulaires des fonctions publiques de l'État, des collectivités territoriales ou hospitalière, même en disponibilité ou en congé sans traitement ou en sursis de première affectation.

A-1.4.2. - Les personnes en détention pénale sauf celles placées en régime de semi-liberté.

A-1.4.3. - Les personnes inscrites à l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) comme demandeurs d'emploi ou bénéficiaires d'aides à l'insertion et/ou à la formation professionnelle.

A-1.4.4. - Les personnes rémunérées sous contrat d'apprentissage ou de qualification ou en congé individuel de formation.

A-2. - Critères d'attribution des bourses sur critères sociaux

A-2.1. - Critères sociaux

Ces critères s'appliquent à tous les candidats boursiers remplissant les conditions générales définies au paragraphe A-1.

L'article 203 du Code civil et la jurisprudence de la Cour de cassation imposent aux parents d'assurer l'entretien de leurs enfants, même majeurs, tant que ceux-ci ne peuvent subvenir à leurs propres besoins. Les bourses sur critères sociaux n'ont donc pas pour objet de se substituer à cette obligation mais constituent une aide complémentaire à celle de la famille.

Un étudiant majeur ne saurait donc obtenir une bourse indépendamment de la situation de ses parents, qu'il établisse ou non une déclaration personnelle de revenus.

En conséquence, les bourses sur critères sociaux sont attribuées en fonction des ressources et des charges parentales appréciées au regard du barème national fixé par arrêté interministériel pour les étudiants des établissements d'enseignement supérieur relevant du ministère de l'Éducation nationale.

A-2.1.1. - Ressources à prendre en compte

A-2.1.1.1. - Cas général

Les ressources retenues sont celles se rapportant à la seule année de référence (n-2 par rapport à l'année de dépôt de la demande) qui figurent à la ligne « revenu brut global » ou « déficit brut global » du ou des avis fiscaux (d'imposition, de non-imposition ou de non-mise en recouvrement, de restitution ou de dégrèvement) détenus par la famille lors du dépôt de la demande de bourse sur critères sociaux effectuée par l'étudiant. Si l'étudiant n'est pas rattaché au foyer fiscal de ses parents, son revenu brut global doit être pris en compte, déduction faite, le cas échéant, de la pension alimentaire versée par ses parents.

Il est tenu compte de la totalité des revenus du foyer fiscal auquel l'étudiant est rattaché, même dans le cas d'un parent remarié.

A-2.1.1.2. - Cas particuliers

A) Revenus perçus à l'étranger

Cas de l'étudiant français ou ressortissant d'un État membre de l'Union européenne ou d'un autre État partie à l'Espace économique européen ou de la confédération suisse dont les parents résident et/ou travaillent à l'étranger.

Pour l'étudiant français, le consulat de France doit transmettre, à titre confidentiel, les éléments permettant d'évaluer les ressources et les charges familiales, et notamment une appréciation sur le niveau des revenus compte tenu du coût de la vie locale.

L'étudiant européen dont les parents ne résident pas sur le territoire français doit présenter toutes les pièces nécessaires à l'examen de son droit à bourse : soit un avis fiscal ou un document assimilé portant sur l'année n-2, soit, en l'absence d'un tel document, les fiches de salaire du père et de la mère ou du tuteur légal portant sur les trois derniers mois de l'année n-2.

Les ressources ainsi obtenues, transposées éventuellement en euros et après réintégration du

montant de l'impôt payé lorsque celui-ci est directement prélevé à la source, constituent le « revenu brut global » de la famille qui doit être pris en compte comme celui retenu en France.

Sont également pris en compte les revenus perçus à l'étranger ou dans les territoires d'outre-mer et qui ne figurent pas à la ligne précitée de l'avis fiscal selon les modalités prévues ci-dessous.

Lorsque l'un ou les deux parents résident et/ou travaillent à l'étranger et y perçoivent des revenus, le consulat de France doit vous communiquer, à titre confidentiel, les éléments vous permettant d'évaluer les ressources et les charges familiales, et notamment une appréciation sur le niveau des revenus compte tenu du coût de la vie locale. Les ressources ainsi obtenues, transposées en euros, et après réintégration du montant de l'impôt payé lorsque celui-ci est directement prélevé à la source, constituent le « revenu brut global » de la famille qui doit être pris en compte comme celui retenu en France et, le cas échéant, ajouté à ce dernier.

Les candidats de nationalité étrangère visés au A-1.1., doivent joindre à leur dossier de candidature une attestation sur l'honneur du ou des parents ou du tuteur légal les ayant à charge indiquant si des revenus sont perçus à l'étranger et, dans l'affirmative, leur montant en euros. Dans ce cas, ces revenus sont ajoutés au « revenu brut global » figurant sur l'avis fiscal établi en France.

B) Étudiants dont les parents sont séparés ou divorcés ou sont considérés comme parents isolés

En cas de séparation de fait ou de corps dûment justifiée ou de divorce, les revenus retenus ne concernent que le parent ayant à charge le candidat, sous réserve qu'un jugement prévoit pour l'autre parent l'obligation du versement d'une pension alimentaire. Dans le cas du versement volontaire d'une pension alimentaire, cette dernière doit être déduite du revenu brut global du conjoint qui la verse. En l'absence d'un tel jugement, les ressources des deux parents sont prises en compte, ces derniers étant soumis à l'obligation d'entretien en application du Code civil.

Cependant, dans le cas de l'étudiant majeur ne figurant pas sur le jugement de divorce, il convient de retenir les ressources du parent qui a la charge fiscale de l'étudiant ou de celui (ou ceux) qui lui verse(nt) directement une pension alimentaire.

Toutefois, dans les situations dûment constatées par une évaluation sociale, dans lesquelles l'un des parents se trouve dans l'incapacité de remplir l'obligation telle

qu'elle est définie par le Code civil (article 203), il pourra être accordé une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux, à titre dérogatoire, sur la seule prise en considération des revenus du foyer ayant dans les faits la charge de l'étudiant.

De même, dans les cas où, en l'absence de la mention du versement d'une pension alimentaire dans le jugement de divorce, les ex-conjoints peuvent attester du fait, dûment constaté et fiscalement reconnu, que chacun d'entre eux a la charge d'un de leurs enfants au moins, il sera possible, à titre dérogatoire, d'examiner le droit à bourse sur la base du seul revenu du foyer fiscal concerné.

En cas de remariage, lorsque le nouveau conjoint prend fiscalement à charge un ou des enfants étudiants issus du premier mariage de son conjoint, le droit à bourse de ces étudiants doit être examiné en fonction des ressources de ce nouveau couple constitué selon les modalités prévues ci-dessus au cas général. En ce qui concerne les points de charge à attribuer, voir ci-dessous le paragraphe A-2.1.2.2. A).

Lorsque le pacte civil de solidarité ou l'union libre concerne les deux parents de l'étudiant, les revenus des deux parents sont pris en compte. Si l'un des deux membres du couple n'est pas un des parents de l'étudiant le droit à bourse doit être apprécié selon les modalités de prise en charge de l'étudiant sur le plan fiscal.

Conformément à l'art. 524-2 du Code de la sécurité sociale, sont considérés comme parents isolés les personnes veuves, divorcées, séparées, abandonnées ou célibataires qui assument seules la charge effective et permanente d'un ou plusieurs enfants résidant en France. Sur la déclaration fiscale du foyer, la situation de parent isolé est identifiée par la lettre « I »

C) Prise en compte d'une année de référence plus récente que n-2

À titre dérogatoire, et dans les situations limitativement énumérées ci-après, les revenus de l'année civile écoulée, voire ceux de l'année civile en cours, peuvent être retenus après prise en considération de l'évolution du coût de la vie durant cette (ces) année (s), mesurée ou prévue par l'INSEE (cf. Annexe I) afin de les comparer à ceux de l'année de référence :

- en cas de diminution durable et notable des ressources familiales résultant de maladie, décès, chômage, retraite, divorce, séparation de fait ou séparation de corps dûment constatée par la juridiction judiciaire ou lorsque la situation personnelle de l'étudiant et/ou de son conjoint est prise en compte à la suite d'un événement récent (mariage, naissance) ;

- en cas de diminution des ressources consécutive à une mise en disponibilité, un travail à temps partiel, à une réduction du temps de travail durable, ou à un congé sans traitement (congé parental par exemple).

D) Cas particuliers pour lesquels la situation des parents ou du tuteur légal n'est pas retenue

* Étudiant marié ou ayant conclu un pacte civil de solidarité en application de la loi n° 99-944 du 15 novembre 1999 relative au pacte civil de solidarité, dont le conjoint ou le partenaire dispose de ressources mensuelles régulières supérieures à 90% du SMIC. Les intéressés doivent avoir établi une déclaration fiscale distincte de celle des parents ou du tuteur légal (cf. A-1.1.3.). Cette situation concerne les étudiants français ou étrangers résidant en France depuis au moins deux ans.

Lorsqu'une bourse a été attribuée en fonction des revenus du couple ou du conjoint ou du partenaire du candidat boursier, et qu'entre temps, ceux-ci ont diminué voire disparu notamment en cas de départ comme volontaire civil ou volontaire dans les armées, de séparation dûment constatée par la juridiction judiciaire, de divorce ou de veuvage, celle-ci continuera à lui être allouée jusqu'à la fin de l'année universitaire.

* Étudiant ayant lui-même un ou plusieurs enfants à charge fiscalement et qui ne figure plus sur la déclaration de revenus de ses parents ou du tuteur légal.

* Étudiant âgé de 18 à 21 ans bénéficiaire des prestations d'aide sociale versées par les services de l'aide sociale à l'enfance (cf. titres II et III du Code de la famille et de l'aide sociale) ou âgé de plus de 21 ans et ancien bénéficiaire de ces mêmes prestations.

* Étudiant orphelin de père et/ou de mère : prise en compte des revenus personnels s'ils existent ou du foyer fiscal auquel il est rattaché.

* L'étudiant titulaire d'une carte de réfugié délivrée par l'Office français des réfugiés et d'apatrides (OFPRA) : prise en compte des revenus personnels s'ils existent ou de ceux du foyer fiscal auquel il est rattaché.

A-2.1.2. - Charges à prendre en compte

La liste des situations ouvrant droit à des points de charge (cf. Annexe II) est fixée par référence au barème national fixé par arrêté interministériel pour les étudiants des établissements d'enseignement supérieur relevant du ministère de l'Éducation nationale. Ces situations sont appréciées selon les indications fournies par l'étudiant lors du dépôt de sa candidature. Toute modification de sa situation ou de

celle de sa famille entre la date de dépôt de la demande et le début de l'année universitaire entraîne une révision du dossier.

A-2.1.2.1. - Charges de l'étudiant

A) Points afférents à l'éloignement du domicile habituel

Le domicile habituel de l'étudiant est celui de sa famille. Lorsque la bourse est attribuée en fonction des ressources du candidat ou de son conjoint, c'est son domicile qui sert de référence, étant précisé que lorsque l'étudiant vient d'un département ou d'un territoire d'outre-mer afin de poursuivre ses études en métropole, les parents ou le candidat (ou son conjoint) doivent résider en outre-mer. Les modalités d'appréciation de la distance relèvent de la compétence de la commission locale des bourses.

Les étudiants accomplissant une partie de leur cursus dans un des pays membres de l'Union européenne dans le cadre d'une convention avec leur école d'origine bénéficient à ce titre du nombre maximum de points de charge relatifs à l'éloignement.

B) Points attribués en faveur du candidat boursier atteint d'une incapacité permanente

Cette incapacité doit avoir été reconnue, selon l'âge de l'intéressé, par la commission institutionnelle chargée de la reconnaissance du handicap.

Le montant des points sera majoré si ce handicap nécessite la présence d'une tierce personne.

C) L'attribution du point en faveur du candidat boursier pupille de la Nation ou bénéficiaire d'une protection particulière résulte des dispositions prévues par :

- le décret n° 79-845 du 26 novembre 1979, pris pour l'application de la loi n° 77-1408 du 23 décembre 1977 accordant une protection particulière aux enfants de militaires tués ou blessés accidentellement en temps de paix ;

- le décret n° 81-328 du 3 avril 1981 accordant une protection particulière aux enfants de magistrats, fonctionnaires civils et agents de l'État ;

- le décret n° 82-337 du 8 avril 1982 accordant une protection particulière aux enfants des personnels employés par les collectivités locales.

D) Pour l'attribution du point au titre de chaque enfant à charge du candidat

Lorsque l'étudiant est rattaché fiscalement à ses parents ou au tuteur légal, le point s'ajoute à leurs charges. Dans le cas d'indépendance de l'étudiant, ce point s'ajoute soit à ses propres charges soit à celles du ménage.

E) L'attribution du point en faveur du candidat marié ou ayant conclu un pacte civil de solidarité, au titre du ménage, est réservé au candidat boursier marié dont le conjoint dispose de ressources mensuelles régulières supérieures au SMIC et dont le ménage a établi une déclaration fiscale distincte de celle des parents.

Il est à noter que dans ce cas aucun point de charge de la famille parentale ne peut être pris en compte.

A-2.1.2.2. - Charges de la famille

A) Sont considérés à charge

Les enfants rattachés fiscalement aux parents ou au tuteur légal même ceux issus de précédent(s) mariage(s) et qui ne disposent d'aucun revenu ou seulement de ressources mensuelles régulières inférieures au SMIC (il faut remarquer qu'une déclaration fiscale séparée d'un enfant conduit donc à ne plus le considérer à charge). Le rattachement fiscal est celui de l'année de référence n-2 prise en compte pour l'examen du droit à bourse ou les années suivantes en cas de naissance ou de mariage.

Des points particuliers sont attribués pour chaque enfant à charge étudiant dans l'enseignement supérieur à l'exclusion du candidat boursier. Pour l'attribution de ces points, la notion d'enseignement supérieur recouvre l'ensemble des formations supérieures dispensées à plein temps (même si la possession du baccalauréat n'est pas exigée pour l'admission) et ouvrant droit au régime de la sécurité sociale étudiante, à l'exclusion des études par correspondance, sauf raisons médicales graves. Ces formations relèvent, soit du ministère chargé de l'enseignement supérieur, soit d'un autre département ministériel.

Ces points de charge sont également attribués au titre de chaque enfant à charge, étudiant dans l'enseignement supérieur à l'étranger (à l'exclusion du candidat boursier).

Un point supplémentaire particulier est attribué dans le cas où le père ou la mère du candidat boursier élève seul un ou plusieurs enfants, même si une pension alimentaire est versée par l'autre parent pour l'entretien de l'enfant. Il en est de même pour le candidat boursier qui élève seul un ou plusieurs enfants, dans le cas particulier où la situation de ses parents n'est pas prise en compte.

A-2.1.3. - Situations particulières

À titre exceptionnel la commission locale peut examiner les situations d'étudiants qui n'ont pu être prises en compte par la réglementation citée ci-dessus. Il s'agit en particulier des étudiants :

- élevés par des grands-parents sans décision judiciaire,
- dont les parents sont en situation de surendettement, de faillite, de dépôt de bilan,
- dont les parents doivent faire face à des situations exceptionnelles comme par exemple une baisse de revenus à la suite de catastrophes naturelles ou en raison de la conjoncture économique notamment pour les professions agricoles,
- de difficultés particulières non décrites ci-dessus,
- de rupture familiale avec leurs parents ; cette situation doit être attestée à partir d'un dossier préparé par les services sociaux, et comprenant au minimum des documents officiels attestant d'un domicile séparé et d'une déclaration fiscale indépendante,
- en cas d'âge limite dépassé pour l'attribution d'une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux, sous réserve que les intéressés soient titulaires du diplôme de deuxième cycle des études d'architecture, inscrits en troisième cycle DPLG et ne bénéficient pas, par ailleurs, d'autres aides (ex. des allocations de chômage ou le revenu minimum d'insertion, etc.).

Par ailleurs, les intéressés doivent remplir les conditions générales d'attribution des bourses sur critères sociaux définies notamment aux paragraphes A-1. et A-2.2.1. de la présente circulaire.

Ces cas particuliers sont traités dans les conditions prévues au paragraphe B.

A-2.2. - Critères liés aux études

Les bourses sur critères sociaux sont attribuées par le ministère de la Culture et de la Communication aux étudiants inscrits dans une École nationale supérieure d'architecture :

- suivant les premier, deuxième et troisième cycles des études et au troisième cycle conduisant au diplôme d'architecte diplômé par le Gouvernement (DPLG), en formation initiale ;
- préparant un diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence ou un diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master ;
- quand les étudiants sont inscrits en master professionnel, master de recherche, diplôme propre aux écoles d'architecture (DPEA), diplôme de spécialisation et d'approfondissement (DSA), diplôme d'architecte conférant le grade de master avec mention recherche, ils n'ont droit à des bourses sur critères sociaux que s'ils n'ont pas obtenu de bourses sur critères universitaires (cf. A-2.2.2.3.).

Dans le cadre de la nouvelle réglementation des études d'architecture fixée par décret du 30 juin 2005 précité, le diplôme de premier cycle d'études en architecture

s'obtient en trois ans. Le diplôme de deuxième cycle, diplôme d'État d'architecte s'obtient en deux ans. Pour la dernière année 2006-2007, le diplôme de troisième cycle conduisant au diplôme d'architecte DPLG s'obtient au bout d'un an supplémentaire. L'architecte diplômé d'État s'inscrit immédiatement ou plus tardivement en HMO.

Les études doivent être suivies à titre principal et à temps plein selon un rythme normal de progression.

Une bourse sur critères sociaux ne peut être accordée, au niveau des premier et deuxième cycles, à des étudiants ayant précédemment suivi des études de troisième cycle ou ayant précédemment bénéficié du nombre maximal de bourses prévu dans le cycle d'études concerné. Il en est de même pour ceux qui sont titulaires d'un diplôme à finalité professionnelle de niveau bac+4 ou bac+5 s'inscrivant dans une école d'architecture à un niveau inférieur ou équivalent.

A-2.2.1. - Études ouvrant droit à une bourse sur critères sociaux

Les candidats boursiers doivent être régulièrement inscrits dans une École nationale supérieure d'architecture publique française ou poursuivre leurs études d'architecture commencées en France dans un établissement public d'enseignement supérieur de l'architecture d'un État membre du Conseil de l'Europe en application de l'accord européen signé et ratifié par la France le 11 septembre 1970.

Les étudiants originaires des territoires d'outre-mer (TOM) venant poursuivre des études d'architecture en métropole peuvent bénéficier des bourses d'enseignement supérieur sur critères sociaux conformément aux dispositions du décret n° 88-1012 du 28 octobre 1988, « portant application aux territoires d'outre-mer du régime des bourses d'enseignement supérieur et des prêts d'honneur du ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports » et du décret n° 89-733 du 11 octobre 1989 modifié par le décret n° 89-733 du 2 juin 2000 « portant réglementation des bourses d'enseignement supérieur accordées par le ministère des Départements et Territoires d'outre-mer à certaines catégories d'étudiants des territoires d'outre-mer ».

Les étudiants poursuivant leurs études d'architecture dans un pays membre du Conseil de l'Europe doivent remplir les conditions suivantes :

- conditions générales fixées aux § A-2.1., A-2.2.2. et A-2.2.3.,
- posséder la nationalité française (en application de l'article 3 de l'accord européen cité ci-dessus), ou être originaires de l'Union européenne ou d'un État partie

à l'Espace économique européen (EEE). Pour ces derniers, les parents doivent résider, travailler ou avoir travaillé en France et continuer à pourvoir à l'entretien de leurs enfants. Ainsi, le droit à une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux pour ces étudiants originaires de l'Union européenne ou à l'Espace économique européen (EEE) doit être apprécié en fonction des dispositions définies au § A-2.1.1.,

- être titulaires du baccalauréat français ou européen ou franco-allemand ou de tout baccalauréat homologué ou déclaré valable de plein droit sur le territoire de la République française, ou avoir déjà suivi des études supérieures en France, quel que soit le ministère de tutelle,

- avoir déjà commencé des études supérieures en architecture en France,

- être inscrits dans un établissement public d'enseignement supérieur chargé de l'enseignement de l'architecture en vue de l'obtention de l'un des diplômes visés à l'arrêté du 20 février 1990 « fixant la liste des diplômes, certificats et autres titres du domaine de l'architecture délivrés par les États membres de la Communauté économique européenne et permettant l'inscription à un tableau régional d'architectes », modifié (diplôme admis en équivalence du diplôme DPLG).

Le certificat d'inscription doit expressément mentionner l'année ou le semestre d'études suivi ainsi que l'intitulé exact du diplôme préparé.

Chaque trimestre, le candidat doit adresser à son école d'architecture d'origine un certificat d'assiduité.

Cette aide ne peut être cumulée avec une bourse d'études accordée par le pays d'accueil ou avec un salaire perçu à l'étranger.

La décision d'attribution est prise, sur proposition de la commission locale des bourses de l'école d'architecture où ont été commencées les études d'architecture, par l'autorité investie du pouvoir d'attribuer les bourses. Cette école sera chargée d'instruire le dossier et de préparer la décision. Le mandatement sera fait par la préfecture qui est ordonnateur secondaire de ces dépenses pour l'école.

A-2.2.2. - Rythme normal de progression

A-2.2.2.1. - Modalités d'attribution pour les cursus du diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence et du diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master

A) Le principe de la « bourse par cycle » pour les premier et deuxième cycles des études d'architecture défini par le décret n° 2005-734 du 30 juin 2005

1) Durant les premier et deuxième cycles, les étudiants qui remplissent les conditions requises pour l'attribution d'une bourse sur critères sociaux peuvent obtenir une bourse pour une durée égale à celle du cycle d'études, soit trois ans pour le premier cycle et deux ans pour le deuxième cycle.

Afin de conserver la notion de progression dans les études telle que retenue dans les principes d'attribution des bourses d'enseignement supérieur sur critères sociaux :

- Le 3^e droit ne peut être accordé que si l'étudiant a validé au moins 60 crédits européens, 2 semestres ou 1 année.
- Le 4^e ou le 5^e droit ne peut être accordé que si l'étudiant a validé au moins 120 crédits européens, 4 semestres ou 2 années.
- Le 6^e droit ne peut être accordé que si l'étudiant a validé au moins 180 crédits européens, 6 semestres ou 3 années.

L'établissement doit être en mesure de communiquer une information sur la validation de la formation au plus tard en septembre afin de ne pas retarder l'examen des dossiers permettant d'apprécier le droit à bourse par les commissions locales de bourses.

Les 7 droits ouverts se répartissent dans le cadre de deux cycles distincts :

- a) Le cycle « licence » ainsi que tout autre cursus d'une durée égale ne peuvent donner lieu à plus de 5 droits à bourse. 5 droits sont également ouverts dans les cas de réorientation entre cursus d'une durée inférieure ou égale à celle du cycle de la « licence ».
- b) Au-delà du cursus licence ou de tout autre cursus d'une durée égale les droits se répartissent comme suit :
 - 3 droits si l'étudiant a utilisé moins de 5 droits ;
 - 2 droits si l'étudiant a utilisé 5 droits.

Les étudiants doivent être chaque année éligibles à une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux.

2) En cas d'échec ou de réorientation ne permettant pas d'achever le premier cycle en trois ans ou le deuxième cycle en deux ans, les étudiants remplissant les critères sociaux peuvent obtenir le maintien de cette aide durant deux années universitaires de plus que ce qu'implique le cursus normal de 3 ans pour le premier cycle et de 2 ans pour le deuxième cycle, soit sept ans au lieu de cinq ans au total, après vérification de leur assiduité aux travaux dirigés et de leur présence aux examens par le jury.

Le maximum autorisé est toutefois fixé à 5 droits pour l'obtention du diplôme de 1^{er} cycle conférant le grade de licence, un droit couvrant deux semestres consécutifs

Ainsi, si un étudiant épuise ces 5 droits pour obtenir le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence, il lui reste 2 droits dans le cadre de la préparation du diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master.

S'il en utilise 4, il peut bénéficier de 3 droits pour obtenir le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master.

Enfin s'il en utilise 3, il ne peut, néanmoins, prétendre à plus de 3 droits pour obtenir le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master.

Afin de conserver la notion de progression dans les études telle que retenue dans les principes d'attribution des bourses d'enseignement supérieur sur critères sociaux, le 3^e droit à bourse est accordé si l'étudiant a validé 60 crédits européens, 2 semestres ou 1 année et le 5^e droit dans le cas de la validation de 120 crédits européens. Le 6^e droit à bourse sera accordé si l'étudiant a validé 180 crédits, 6 semestres ou 3 ans, son diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence ou un diplôme de niveau comparable.

Un étudiant titulaire d'un diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence ou d'un diplôme de niveau comparable peut bénéficier des droits à bourse non utilisés pour préparer un nouveau diplôme dans la limite de 5 droits. De même, un étudiant titulaire d'un diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master ou d'un diplôme de niveau comparable peut bénéficier des droits à bourse non utilisés pour préparer un nouveau diplôme dans la limite des 7 droits ouverts. La demande doit être accompagnée d'un avis pédagogique motivé du responsable de l'établissement explicitant la cohérence et la complémentarité du projet de formation. Dans le cas d'un changement d'établissement, l'avis devra être fourni à la fois par le responsable de l'établissement d'origine et par celui de l'établissement d'accueil.

Pour ceux qui n'ont obtenu aucune note supérieure à la moyenne lors de la première année d'études ou après leur réorientation, ce maintien ne pourra être accordé que sur avis individuel du président de la commission locale des bourses. Il est souhaitable que cet avis soit émis sur proposition des jurys qui siègent à la fin du premier niveau et à la fin du premier cycle, selon l'année où l'étudiant est positionné.

Un étudiant ayant validé la première année du cycle master mais ne pouvant accéder en 2^e année peut utiliser un droit à bourse pour préparer un diplôme de niveau inférieur à finalité professionnelle.

3) En cas de réorientation, l'étudiant déjà boursier titulaire d'un diplôme national de l'enseignement supérieur obtenu en deux ans pourra obtenir en premier cycle le maintien d'une seule bourse sur critères sociaux pour une seule année universitaire. Néanmoins, à titre exceptionnel, le maintien d'une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux peut être accordé, après avis favorable circonstancié de la commission locale, à un étudiant qui a épuisé son droit à bourse dans le premier cycle (trois ans aidés) et accède à la rentrée 2007 en deuxième année de ce premier cycle.

4) Les étudiants titulaires d'un diplôme d'enseignement supérieur leur permettant d'accéder dans l'une des deux années du deuxième cycle pourront bénéficier pendant ce cycle d'une bourse pour une seule année universitaire.

B) Le principe de la bourse de 2^e cycle dans le cadre du cursus réglementé par le décret du 27 novembre 1997

1) Durant le deuxième cycle, les étudiants qui remplissent les conditions requises pour l'attribution d'une bourse sur critères sociaux peuvent obtenir une bourse pour une durée égale à celle du cycle d'études, soit deux ans.

Les étudiants doivent être chaque année éligibles à une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux.

2) En cas d'échec ou de réorientation ne permettant pas d'achever le deuxième cycle en deux ans, les étudiants remplissant les critères sociaux pourront obtenir le maintien de cette aide durant une année universitaire (soit trois ans maximum) après vérification de leur assiduité aux travaux dirigés et de leur présence aux examens par le jury.

Toutefois, pour ceux qui n'ont obtenu aucune note supérieure à la moyenne lors de la première année d'études ou après leur réorientation, ce maintien ne pourra être accordé que sur avis individuel du président de la commission locale des bourses. Il est souhaitable que cet avis soit émis sur proposition des jurys qui siègent à la fin du premier niveau et à la fin du premier cycle, selon l'année où l'étudiant est positionné.

3) Les étudiants titulaires d'un diplôme d'enseignement supérieur leur permettant d'accéder dans l'une des deux années du deuxième cycle pourront bénéficier pendant

ce cycle d'une bourse pour une seule année universitaire.

C) Cas particuliers

1) Les étudiants handicapés reconnus par la commission institutionnelle chargée de la reconnaissance du handicap et les sportifs de haut niveau peuvent bénéficier d'une bourse sur critères sociaux durant cinq ans au maximum pour la préparation du premier cycle d'architecture et de quatre ans au maximum pour la préparation d'un deuxième cycle d'architecture.

2) Les étudiants se trouvant en premier et deuxième cycles en situation d'échec consécutif à la fin d'un volontariat, à des circonstances personnelles (maternité, raisons graves de santé) ou familiales (décès notamment), attestées par un avis des services médicaux ou sociaux de l'établissement, pourront obtenir le maintien de leur bourse durant une année universitaire. Cette disposition s'applique également aux étudiants qui ont précédemment bénéficié des dispositions prévues au paragraphe A) 2) ci-dessus.

D) Licences professionnelles

Les étudiants qui ont obtenu le diplôme de fin de premier cycle des études d'architecture et ceux qui ont validé les deux premières années du cycle sanctionné par le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence et qui préparent une licence professionnelle peuvent bénéficier d'une bourse sur critères sociaux durant cette année qui constitue une troisième année d'études supérieures permettant l'entrée dans la vie active.

A-2.2.2.2. - Modalités d'attribution pour le cycle menant au diplôme d'architecte DPLG

La bourse sur critères sociaux est attribuée pour une année universitaire que le cycle soit d'un an (pour ceux titulaires du diplôme d'État d'architecte) ou de deux ans.

Dans le cas d'un cycle en deux ans pour obtenir un renouvellement, l'étudiant qui remplit les conditions générales d'attribution des bourses sur critères sociaux doit accéder à un niveau supérieur à celui précédemment atteint.

Dans ce cadre il convient de considérer que les étudiants qui sont autorisés à suivre les enseignements de l'année supérieure d'études quelle que soit l'organisation du contenu de ce cycle et à se présenter aux examens correspondants, même s'ils n'ont pas satisfait à toutes les épreuves de fin de première année, remplissent les conditions requises pour l'attribution d'une bourse.

A-2.2.2.3. - Modalités d'attribution pour les formations menant aux autres diplômes que ceux traités en A-2.2.2.1. et A-2.2.2.2.

Peuvent obtenir une bourse sur critères sociaux conformément aux dispositions fixées par arrêté du ministère chargé de l'enseignement supérieur, les étudiants qui n'ont pas obtenu de bourses sur critères universitaires (voir circulaire spécifique) suivant les études conduisant soit :

- à un master de recherche ;
- à un master professionnel ;
- à un DPEA ;
- au diplôme d'État d'architecte mention recherche ;
- à un DSA

Cette bourse est accordée :

- pour les 3^e et 4^e semestres des masters professionnels et de recherche et du parcours recherche du diplôme d'État d'architecte mention recherche ;
- pour la durée normale des autres formations, qui peut dépasser un an pour le DPEA et les DSA ;

Elle peut, toutefois, être attribuée ou renouvelée pour une année supplémentaire dans les conditions suivantes :

- en ce qui concerne la préparation d'un master de recherche ou du diplôme d'État d'architecte valant grade de master avec mention recherche, lorsque les étudiants ont obtenu l'autorisation d'allonger leur scolarité au titre d'un mandat électif telle que prévue à l'article 2 de l'arrêté du 25 avril 2002 relatif aux études doctorales ;
- aux étudiants souffrant d'un handicap reconnu par la commission institutionnelle chargée de la reconnaissance du handicap,
- aux étudiants qui, pour des raisons graves attestées par un avis des services universitaires médicaux et sociaux, ont dû interrompre leur année de formation,
- aux sportifs de haut niveau.

Sous réserve de ces dispositions, sont exclus du droit à bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux les candidats qui ont déjà bénéficié :

- d'une bourse d'agrégation,
- d'une bourse de service public,
- d'une allocation de recherche,
- d'une bourse sur critères universitaires ou d'enseignement supérieur sur critères sociaux pour préparer :
 - . un master de recherche,
 - . un master professionnel,
 - . un DPEA,

- . un diplôme d'État d'architecte mention recherche,
- . un DSA.

A-2.2.3. - Situations exceptionnelles ouvrant droit à bourses sur critères sociaux

En cas de non-progression (redoublement) ou de réorientation ne permettant pas la poursuite d'études à un niveau supérieur, une bourse peut être accordée de façon très ponctuelle et circonstanciée à la suite d'importantes difficultés personnelles (maternité, raison grave de santé telle que traitement médical contraignant, hospitalisation, handicap, etc...) ou familiales (décès, etc...).

Dans ce cas, pour bénéficier d'une bourse sur critères sociaux, l'étudiant doit avoir obtenu deux années de bourses au maximum au cours du deuxième cycle.

Dans le cas des étudiants handicapés et des sportifs de haut niveau, un redoublement pourra être accepté, leur laissant la possibilité de bénéficier d'une bourse d'une année supplémentaire pour la préparation du diplôme.

À titre dérogatoire, il est possible d'attribuer, aux étudiants qui n'ont pu achever leur année menant au diplôme d'architecte DPLG, une bourse pour un trimestre supplémentaire. Pour pouvoir en bénéficier les étudiants doivent :

- être en situation de progression par rapport à l'année universitaire précédente,
- avoir bénéficié de deux bourses au maximum en deuxième cycle.

A-2.3. - Critères d'assiduité

L'attribution d'une bourse est destinée à faciliter la poursuite de ses études à son bénéficiaire, qui doit y consacrer la majeure partie de son temps.

En application des dispositions du décret n° 51-445 du 16 avril 1951, l'étudiant bénéficiaire d'une bourse doit être inscrit et assidu aux cours, travaux pratiques ou dirigés et réaliser les stages obligatoires intégrés à la formation et rendre tous les devoirs prévus. En ce qui concerne la présence aux examens, le candidat titulaire d'une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux doit se présenter aux examens et concours correspondant à ses études.

Le non-respect de l'une des obligations précitées entraîne le reversement des sommes indûment perçues.

L'inscription et l'assiduité aux cours, travaux pratiques et travaux dirigés et aux stages obligatoires prévus par la réglementation doivent être vérifiés. Le candidat boursier doit également s'engager à se présenter aux examens correspondant à sa scolarité.

L'établissement est en droit de demander l'interruption du versement de la bourse en cas de non-assiduité. Toutefois, avant d'engager les procédures relatives à l'émission d'un ordre de reversement de tout ou partie de la bourse, il appartient à l'établissement d'informer l'étudiant afin qu'il puisse fournir d'éventuelles informations complémentaires.

Deux dérogations sont toutefois prévues :

* Lorsqu'un étudiant titulaire d'une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux doit interrompre ses études au cours de l'année universitaire pour des raisons médicales graves (traitement médical, hospitalisation), il est tenu d'informer les services de gestion des bourses et de leur transmettre toutes les pièces justificatives nécessaires. Dans ce cas, l'interruption d'études ne suspend pas le paiement de la bourse pendant la période considérée.

Par ailleurs, les étudiants titulaires d'une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux, inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur français et qui suivent parallèlement des études à l'étranger ou effectuent un stage intégré à leur cursus (quel que soit le pays d'accueil), doivent obtenir des autorités pédagogiques une dispense d'assiduité et l'autorisation de se présenter aux examens de fin d'année, pour conserver le bénéfice de leur bourse.

Pour obtenir le paiement de leur bourse, les étudiants qui suivent des études dans un État membre du Conseil de l'Europe doivent adresser un certificat d'inscription mentionnant expressément l'année ou le semestre d'études suivies ainsi que l'intitulé exact du diplôme préparé et remplir les conditions générales définies dans la présente circulaire.

* Lorsque, pour raisons médicales graves (traitement médical contraignant, hospitalisation, handicap), un étudiant ne pourra être assidu ou se présenter aux examens.

La possibilité est offerte à l'étudiant en architecture de suivre à temps complet un stage obligatoire rémunéré intégré dans son cursus ou d'exercer une activité professionnelle en complément de l'aide de l'État, à condition que cette activité ne vienne pas compromettre son nécessaire assiduité aux enseignements prévus par les arrêtés pris pour l'application du décret du 30 juin 2005 relatif aux études d'architecture.

B - Modalités d'attribution des bourses sur critères sociaux

Les bourses sur critères sociaux sont attribuées par période d'une année universitaire. Chaque année, un

nouveau dossier de candidature doit être déposé au cours du troisième trimestre de l'année universitaire précédente, avant la date limite indiquée par l'établissement.

B-1. - Information des familles

B-1.1. - À leur demande, le candidat boursier et sa famille peuvent être informés par l'établissement sur l'aide qu'ils pourront éventuellement obtenir pour l'année universitaire suivante, ainsi que de la date limite du dépôt des dossiers.

Dans cet objectif, le dossier de demande de bourse fait l'objet d'un premier examen en vue d'informer le candidat boursier et sa famille sur ses droits. Cette information doit être la plus complète possible et faire apparaître les éléments alors déjà pris en compte.

B-1.2. - Le candidat devra être avisé que, le cas échéant, d'autres éléments d'information qu'il pourrait être amené à fournir, seront susceptibles de modifier cette décision à la suite de son inscription à la rentrée universitaire.

B-1.3. - Toutefois, ce n'est qu'après l'inscription du candidat boursier, les résultats des examens de fin d'année universitaire, et la tenue de la commission locale de bourses que la véritable décision, soit d'attribuer une bourse en déterminant le montant, soit de refuser cette aide, interviendra. Toute décision prise par l'autorité investie du pouvoir d'attribuer les aides en cause devra faire l'objet d'une notification aux candidats.

B-1.4. - Les candidats non retenus seront informés des voies de recours qui leur sont offertes.

B-1.5. - En application de la loi n° 79-587 du 11 juillet 1979 modifiée relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public (décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers, de la circulaire du Premier ministre du 28 septembre 1987), les décisions suivantes devront être obligatoirement motivées :

- refus d'attribution d'une bourse sur critères sociaux,
- retrait ou réduction d'une bourse sur critères sociaux.

Préalablement à ces décisions, les étudiants devront pouvoir présenter des observations écrites ou être reçus sur leur demande.

B-2. - Demande et attribution des bourses

La demande devra être déposée auprès de l'école d'architecture qui instruira le dossier et qui appréciera sa recevabilité.

B-2.1. - Date limite

La date limite de dépôt des dossiers de demande de bourse sur critères sociaux est celle qui figure sur le formulaire de demande d'attribution ou de renouvellement de bourse sur critères sociaux. Un dossier même incomplet devra être accepté et le candidat sera invité à fournir le plus rapidement possible les renseignements et documents manquants.

En outre la plus large information sur cette date limite devra être assurée par l'établissement d'enseignement de l'architecture auprès des étudiants, futurs étudiants et leur famille, afin d'éviter les dépôts tardifs.

Il conviendra au directeur de l'établissement d'apprécier, au-delà de cette date limite, la recevabilité des demandes tardives de bourse en fonction des justificatifs apportés par l'étudiant. Il devra notamment tenir compte des éventuelles conséquences qu'entraînerait une décision de rejet de dossiers tardifs sur la poursuite des études supérieures des candidats.

En cas de changement durable et notable de la situation de l'étudiant (mariage, divorce) ou de sa famille (divorce, décès, chômage, retraite, maladie) après la date limite, la demande de bourse sur critères sociaux devra être examinée quelle que soit sa date de dépôt. La situation de l'étudiant devra être attestée par une enquête sociale. L'examen de la demande fera l'objet d'une procédure allégée (cf. ci-dessous § B-2.4.3.).

Les dossiers parvenus après la date limite fixée par l'école ne peuvent faire l'objet d'une prise en compte que pour les deuxième et troisième trimestres et à condition d'être remis à l'école au plus tard le 30 novembre.

B-2.2. - Lieu de dépôt des dossiers

Les dossiers devront être examinés par l'établissement où ils ont été déposés. Sur justification d'inscription du candidat dans un autre établissement, l'école d'origine transmettra le dossier complet à l'établissement d'accueil qui devra alors faire figurer le nom du boursier sur son arrêté. Les deux écoles se mettront d'accord sur les modalités du transfert.

B-2.3. - Commission locale des bourses

La phase terminale d'examen des demandes de bourses sur critères sociaux se situe le plus généralement après les résultats des examens de fin d'année universitaire qui conditionnent le nouveau niveau d'études.

En cas d'échec ou de réorientation sans inscription à un niveau supérieur d'études le candidat devra être expressément invité à fournir les explications

nécessaires en vue d'un nouvel examen du dossier pour permettre l'appréciation du caractère exceptionnel de sa situation.

La commission locale des bourses sera consultée avant toute décision d'attribution ou de non-attribution d'une bourse, prise par l'autorité investie du pouvoir d'attribuer les aides en cause.

Si la décision est moins favorable que l'information donnée au mois de juillet, elle devra être clairement et explicitement motivée par écrit.

Cette commission comprend :

A) des membres de droit :

- le directeur de l'établissement (président) ou son représentant ;
- le ou la responsable de la gestion des bourses sur critères sociaux au sein de l'établissement ;
- le directeur départemental des impôts ou son représentant ;
- deux étudiants nommés pour une année scolaire et deux enseignants nommés pour deux ans par le conseil d'administration, ou leurs suppléants ;
- une assistante sociale.

B) des membres qu'il appartient au directeur de l'établissement de désigner :

- un représentant du rectorat ;
- des personnels enseignants.

C) à titre consultatif :

- le directeur du centre régional des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) ou son représentant ;
- toute personne qu'il vous paraîtra utile d'inviter appartenant notamment aux services régionaux ou locaux de l'action sanitaire ou sociale, des impôts et de l'agriculture.

B-2.4. - Révision de la décision ou examen d'une demande après la réunion de la commission locale**B-2.4.1. - Modification du montant de la bourse en cours d'année universitaire**

Après le dépôt de sa demande de bourse, le candidat a la possibilité de signaler par lettre tout changement affectant sa situation personnelle, familiale ou financière entraînant une modification des points de charge et une baisse du montant des ressources prises en compte pour l'attribution de la bourse.

Dans le cas d'un tel changement de situation, il appartient au directeur de l'établissement de proposer la modification de la décision d'attribution d'une bourse.

B-2.4.2. - En cas de non-assiduité ou lorsque l'étudiant boursier ne se présente pas, sans raison valable, aux examens correspondant à sa scolarité, un projet d'ordre de reversement d'une partie ou de la totalité de la bourse pourra être établi par les soins du directeur de l'établissement.

B-2.4.3. - En cas de changement durable et notable de la situation de l'étudiant en cours d'année universitaire (cf. § B-2.1.), une demande tardive présentée après la réunion de la commission locale des bourses est examinée par une commission *ad hoc* réunie par le directeur de l'établissement. Elle est transmise, accompagnée d'un avis motivé de cette commission, à l'autorité investie du pouvoir d'attribution des bourses sur critères sociaux.

B-2.5. - Montant des bourses sur critères sociaux

Le montant (échelon) de la bourse attribuée est déterminé en fonction des critères sociaux retenus.

Le barème des ressources et le taux annuel des bourses sur critères sociaux par échelon sont ceux de l'enseignement supérieur fixé chaque année par arrêté interministériel publié au *Journal officiel* de la République française.

En application du barème national, un échelon « zéro » est attribué à certains étudiants. Cet échelon « zéro » permet à son bénéficiaire d'être exonéré des droits d'inscription et de sécurité sociale étudiante.

En outre, des dispositions particulières sont prévues dans certaines situations.

B-2.5.1. - Compléments de bourse

B-2.5.1.1. - Étudiantes reprenant leurs études après un congé de maternité

Le complément de bourse est accordé au cours de l'année universitaire qui suit le congé de maternité.

Pour bénéficier de cet avantage, l'étudiante devra remplir les conditions suivantes :

- A) être boursière, sans qu'il soit nécessaire de l'avoir été avant le congé de maternité ;
- B) avoir dû, soit retarder le début de ses études supérieures, soit les interrompre à l'issue d'une année universitaire couronnée de succès ;
- C) s'être inscrite ou réinscrite dans l'enseignement supérieur au plus tard à la première rentrée universitaire ayant suivi le congé de maternité.

B-2.5.1.2. - Autres cas

- A) Étudiants inscrits dans un établissement de France continentale dont les parents résident en Corse ;

- B) Étudiants ayant séjourné dans un établissement de cure ou de post-cure.

Les compléments de bourses prévus aux paragraphes B-2.5.1.1. et B-2.5.1.2. ne sont pas cumulables entre eux.

B-2.5.2. - Maintien de la bourse pour un quatrième terme à certains étudiants

Le maintien du paiement de la bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux pendant les grandes vacances universitaires (quatrième terme) est réservé aux étudiants titulaires d'une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux. Sont exclus de cette aide les étudiants titulaires d'une bourse à échelon « zéro » et ceux inscrits en dernière année d'un cursus conduisant à la délivrance d'un diplôme sanctionnant une formation à bac+5 ou plus, listé au § A-2.2. Les dispositions relatives au maintien du paiement de la bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux s'appliquent aux étudiants qui n'ont pas achevé leurs études au 1^{er} juillet de l'année universitaire au titre de laquelle ils ont obtenu cette bourse.

Cette disposition concerne :

A) les étudiants boursiers en métropole à la charge de leurs parents ou de leur tuteur légal lorsque ceux-ci résident dans un département d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion), ou dans une collectivité d'outre-mer (Polynésie française, îles Wallis et Futuna, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, Nouvelle-Calédonie.)

B) les étudiants boursiers français à la charge de leurs parents ou de leur tuteur légal lorsque ceux-ci résident à l'étranger (à l'exception des États membres de l'Union européenne et des pays riverains de la Méditerranée : Croatie, Yougoslavie, Albanie, Turquie, Liban, Israël, Syrie, Jordanie, Égypte, Libye, Maroc, Algérie, Tunisie).

C) les étudiants boursiers pupilles de l'État et âgés au moins de 21 ans.

D) les étudiants orphelins de père et de mère.

E) sous réserve que la situation de leurs parents ou de leur tuteur légal ne leur permette pas d'assurer leur accueil pendant les grandes vacances universitaires, les étudiants boursiers français qui ont bénéficié auparavant des mesures de l'aide sociale à l'enfance.

F) les étudiants boursiers réfugiés titulaires de la carte de réfugiés délivrée par l'OFPRA.

B-2.5.3. - Étudiants des Écoles nationales supérieures d'architecture de la région Île-de-France

Un complément de bourse est attribué aux étudiants des Écoles nationales supérieures d'architecture de

la région Île-de-France au titre de leurs frais de transports. Son montant est égal à celui versé aux étudiants des établissements placés sous la tutelle du ministère de l'Éducation nationale. Il n'est pas versé aux étudiants bénéficiaires d'une bourse à « taux zéro ».

B-3. - Recours

Le directeur de l'établissement notifie l'avis favorable ou défavorable de la commission locale des bourses. Cette notification devra préciser, en cas d'avis défavorable, le motif de celui-ci et indiquer les voies et délais de recours ouverts aux candidats.

B-3.1. - Procédure

Lorsqu'un candidat boursier conteste la décision prise suite à l'avis de la commission locale, le service des bourses de l'établissement devra l'informer plus amplement des raisons de refus de son dossier.

Tout candidat qui conteste une décision d'attribution de bourses sur critères sociaux peut demander une révision de son dossier par la commission nationale des bourses dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la décision.

Si le candidat décide de recourir à l'arbitrage de la Commission nationale, il devra transmettre au service des bourses son dossier accompagné des pièces suivantes :

- notification d'avis défavorable ;
- lettre indiquant clairement le ou les points contestés par le candidat ;
- en cas de dégradation de sa situation, une note émanant de l'assistante sociale du centre régional des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) résumant la situation sociale du candidat.

Les recours devront être adressés au ministère de la Culture et de la Communication (direction de l'architecture et du patrimoine) sous couvert du directeur de l'École nationale supérieure d'architecture qui émet obligatoirement un avis motivé accompagnant la transmission du recours.

B-3.2. - Commission nationale des bourses

La Commission nationale des bourses est composée de membres choisis au sein du ministère de tutelle et de personnalités extérieures.

Pour le ministère de tutelle :

- le sous-directeur chargé de l'enseignement de l'architecture, de la formation et de la recherche, président de la Commission nationale, ou son représentant ;
- le chef du bureau de l'enseignement ou son représentant ;
- le chef du bureau des Écoles nationales supérieures d'architecture ou son représentant ;
- le responsable du secteur « bourses - action sociale ».

Pour les personnalités extérieures :

- le directeur d'une École nationale supérieure d'architecture de la région Île-de-France ;
- le directeur d'une École nationale supérieure d'architecture en région ;
- le gestionnaire des bourses sur critères sociaux au sein d'une École nationale supérieure d'architecture d'Île-de-France ;
- le gestionnaire des bourses sur critères sociaux au sein d'une École nationale supérieure d'architecture en région ;
- un représentant du ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche ;
- l'assistante sociale d'une École nationale supérieure d'architecture ;
- un représentant des services fiscaux.

B-3.3. - Décisions

La Commission nationale dont le rôle est consultatif, examine chaque dossier et émet un avis sur chacun d'eux, à la majorité de ses membres. Une réponse sera donnée à chaque recours, qu'elle soit favorable ou non au candidat.

Les décisions prises après avis de la commission par l'autorité investie du pouvoir d'attribuer les aides en cause ont un caractère définitif, sauf en cas de recours formé auprès du tribunal administratif compétent.

Une décision d'attribution peut porter sur un, deux ou trois trimestres ou sur l'octroi d'une aide à caractère exceptionnel d'un montant choisi parmi les taux trimestriels de bourse en vigueur.

Chaque décision est notifiée personnellement au candidat, et une copie de celle-ci est transmise au directeur de l'établissement. Elle peut être contestée par voie de recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois.

Annexe I : évolution du coût de la vie mesurée par l'INSEE

Les ressources prises en compte pour le calcul du droit à bourse d'un étudiant au titre de l'année universitaire sont celles de l'avant-dernière année civile.

Toutefois conformément aux dispositions du paragraphe A-2.1.1.1. de la circulaire, en cas de diminution notable et durable des ressources familiales, les revenus de la dernière année civile, voire ceux de l'année en cours peuvent être retenus. Dans ce cas, il devra être tenu compte de l'évolution du coût de la vie mesurée par l'INSEE :

- en 1999 :	+ 0,5 %
- en 2000 :	+ 1,58 %
- en 2001 :	+ 1,26 %
- en 2002 :	+ 1,8 %
- en 2003 :	+ 1,8 %
- en 2004 :	+ 2 %
- en 2005 :	+ 1,8 %
- en 2006 :	+ 1,9 %

Annexe II : Calcul des points de charge

Le barème prévu au paragraphe A-2.1.2. de la circulaire est le suivant :

Charges de l'Étudiant

a) domicile familial :

- éloigné de 30 km à 249 km ou 4 zones carte orange pour les écoles de Paris intra-muros	2
- éloigné de plus de 250 km	+ 1

C'est l'éloignement entre le domicile des parents et l'école en France qui est pris en compte.

b) candidat atteint d'une incapacité permanente (non prise en charge à 100 % dans un internat) 2

c) candidat handicapé nécessitant l'aide d'une tierce personne 2

d) candidat pupille de la nation ou bénéficiaire d'une protection particulière 1

e) candidat marié dont les ressources du conjoint sont prises en compte (dans ce cas g) et h) ne seront pas pris en compte) 1

f) pour chaque enfant à charge du candidat 1

Charges de la famille (du seul foyer fiscal auquel est rattaché l'étudiant)

g) pour chaque enfant à charge, étudiant dans l'enseignement supérieur, à l'exclusion du candidat boursier 3

h) pour chaque autre enfant à charge à l'exclusion du candidat boursier 1

i) père ou mère élevant seul un ou plusieurs enfants 1

Arrêté n° 030 du 6 août 2007 portant classement au titre des monuments historiques de la chapelle des Pénitents Blancs à Aigues-Mortes (Gard).

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu l'arrêté en date du 6 décembre 1949 portant inscription de la chapelle des Pénitents Blancs, rue de la République à Aigues-Mortes (Gard) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites en date du 20 mars 2007 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 18 juin 2007 ;

Vu le procès-verbal de délibération de la Confrérie des Pénitents Blancs d'Aigues-Mortes, propriétaire, portant adhésion au classement en date du 30 mai 2007 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de la chapelle des Pénitents Blancs à Aigues-Mortes (Gard) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de la qualité de l'architecture intérieure du chœur agrandi en 1818 par l'architecte Charles Durand et abritant la toile monumentale du peintre Xavier Sigalon ainsi que de son témoignage de l'activité des confréries de pénitents,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est classée au titre des monuments historiques la chapelle des Pénitents Blancs située rue de la République sur la parcelle n° 1 d'une contenance de 4a 94ca figurant au cadastre section AB et appartenant à la Confrérie des Pénitents Blancs d'Aigues-Mortes depuis une date antérieure au 1^{er} janvier 1956.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté d'inscription au titre des monuments historiques du 6 décembre 1949 susvisé.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département, au maire et à l'association propriétaire, intéressés, qui seront responsables chacun en ce qui le concerne de son exécution.

Pour la ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrêté n° 031 du 6 août 2007 portant classement au titre des monuments historiques de l'église Notre-Dame-du-Hamel (Oise).

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu l'arrêté en date du 3 novembre 2000 portant inscription de l'église Notre-Dame-du-Hamel (Oise) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites en date du 29 juin 2000 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 19 mars 2007 ;

Vu la délibération du conseil municipal du Hamel, propriétaire, portant adhésion au classement lors de sa séance du 10 avril 2006 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de l'église Notre-Dame-du-Hamel (Oise) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de la grande richesse et de la variété de son histoire d'église de pèlerinage et de son architecture, attestée par les agrandissements successifs lui conférant densité et harmonie ainsi que son abondant mobilier liturgique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est classée l'église Notre-Dame-du-Hamel (Oise) située sur la parcelle n° 11 d'une contenance de 5a et 15ca figurant au cadastre section A et appartenant à la commune du Hamel depuis une date antérieure au 1^{er} janvier 1956.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté d'inscription au titre des monuments historiques du 3 novembre 2000 susvisé.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département et au maire du Hamel propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne de son exécution.

Pour la ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrêté n° 032 du 6 août 2007 portant classement au titre des monuments historiques du château de la Salvetat-Saint-Gilles (Haute-Garonne).

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu l'arrêté en date du 28 novembre 2006 portant inscription au titre des monuments historiques du château de la Salvetat-Saint-Gilles (Haute-Garonne) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de la région de Midi-Pyrénées en date du 29 juin 2006 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 18 juin 2007 ;

Vu la lettre d'adhésion au classement de M^{me} Andrée de Laburthe, de M^{lle} Martine de Laburthe, de M. Bernard de Laburthe, propriétaires, en date du 12 octobre 2006 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation du château de la Salvetat-Saint-Gilles (Haute-Garonne) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison du caractère exceptionnel de cet édifice qui conserve son caractère médiéval remodelé en demeure de la Renaissance et doté d'un ordonnancement XVIII^e siècle,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est classé, en totalité, le château de la Salvetat-Saint-Gilles (Haute-Garonne), y compris le

sol de la parcelle d'assiette, le fossé entourant la plate-forme avec ses aménagements défensifs ruinés et le pont d'accès, la parcelle de l'ancien jardin situé sur les parcelles n° 48 (château, plate-forme et ancienne basse-cour) d'une contenance de 39a 36ca, n^{os} 45 et 49 (fossé et pont d'accès) d'une contenance respective de 4ha 38a 96ca et de 23a 80ca, n° 135 (ancien jardin) d'une contenance de 2ha 4a 35ca et appartenant :

* En usufruit à M^{me} Andrée, Marie, Pierrette Marty, née à Toulouse (Haute-Garonne), le 8 juin 1935, pharmacienne, demeurant 1, place Jean-Jaurès à la Salvetat-Saint-Gilles (Haute-Garonne), épouse de M. Jean, Léon, Marie de Laburthe ;

* En nue-propriété à :

- M^{lle} Martine, Françoise, Marie de Laburthe, née à Toulouse (Haute-Garonne), le 27 juin 1960, célibataire, rédactrice, demeurant à Toulouse (31300) 33, rue Roquemaurel,

- M. Bernard, Maurice, André, Marie de Laburthe, né à Toulouse (Haute-Garonne), le 28 novembre 1963, célibataire, directeur technico-commercial, demeurant à Toulouse (31300) 33, rue Roquemaurel.

Tous trois en sont propriétaires :

* Pour M^{lle} Françoise de Laburthe et M. Bernard de Laburthe : par acte de donation passé devant M^e Paul Lavigne, notaire associé à Montastruc-la-Conseillère (Haute-Garonne), le 2 février 1994 et publié au 2^e bureau de la conservation des hypothèques de Toulouse (Haute-Garonne), le 21 février 1994, volume 1994P, n° 1784 ;

* Pour M^{me} Andrée Marty au surplus par acte de notoriété dressé par M^e Thierry Boyer, notaire associé à Montastruc-la-Conseillère (Haute-Garonne), le 23 juillet 1996, constatant dévolution successorale suite au décès à la Salvetat-Saint-Gilles (Haute-Garonne) en son domicile, le 17 janvier 1996, de sa mère M^{me} Marie, Antoinette Gaillard née à Toulouse (Haute-Garonne), le 7 mai 1906, en son vivant sans profession, veuve en uniques noces et non remariée de M. Maurice, Auguste, Marty.

Antérieurement, M^{me} Marie, Antoinette Gaillard était propriétaire du château de la Salvetat-Saint-Gilles (Haute-Garonne) pour l'avoir acquis de M^{lle} Marie, Madeleine, Marguerite Lacaze-Murat et de M. Guillaume, Bernard Lacaze-Murat aux termes d'un acte reçu par M^e Thoumazet, notaire à Lévis-sur-Save (Haute-Garonne), le 5 novembre 1960, publié au bureau des hypothèques de Toulouse, le 26 mai 1961, volume 5903, n° 5.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue et complète l'arrêté d'inscription au titre des monuments historiques du 28 novembre 2006, susvisé.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département, au maire et aux propriétaires, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour la ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrêté n° 033 du 9 août 2007 portant classement au titre des monuments historiques de l'église du prieuré Saint-Étienne-d'Allichamps, à Bruère-Allichamps (Cher).

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu l'arrêté en date du 9 février 1926 portant inscription au titre des monuments historiques de l'ancienne église de Bruère-Allichamps (Cher) ;

La commission régionale du patrimoine et des sites de la région Centre entendue en sa séance du 5 décembre 2006 ;

La Commission supérieure des monuments historiques entendue en sa séance du 13 mars 1995 ;

Vu la délibération du 10 octobre 2006 du conseil municipal de la commune de Bruère-Allichamps (Cher), propriétaire, portant adhésion au classement ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de l'église du prieuré Saint-Étienne-d'Allichamps, à Bruère-Allichamps (Cher), présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de la qualité exceptionnelle et de l'ancienneté de son architecture romane, de la finesse et de l'authenticité de son décor sculpté,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est classée en totalité au titre des monuments historiques l'église du prieuré Saint-Étienne-d'Allichamps, à Bruère-Allichamps (Cher), située au lieu-dit «Allichamps Domaine», sur la parcelle n° 29, d'une contenance de 4a 36ca, figurant au cadastre section ZE, et appartenant à la commune de Bruère-Allichamps (Cher), identifiée au répertoire SIREN sous le n° 329627-1179936032, par acte passé devant M^e André Rollin, notaire à Saint-Amand-Montrond (Cher) et M^e Claude Tardivaud, notaire à Chateaufort (Cher), le 31 janvier 1986, publié au bureau des hypothèques de Saint-Amand-Montrond (Cher), le 12 mars 1986, volume 1776, n° 28.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté d'inscription au titre des monuments historiques du 9 février 1926 susvisé.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département et au maire de la commune propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Pour le directeur de l'architecture et du patrimoine :
La sous-directrice adjointe,
Isabelle Maréchal

Arrêté n° 034 du 30 août 2007 portant classement au titre des monuments historiques de la maison romane et de la maison en pan de bois adossé du 17, rue de Sénarmont, à Dreux (Eure-et-Loir).

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 relatif à l'organisation et aux missions de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites en date du 5 décembre 2006 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 21 mai 2007 ;

Vu la lettre en date du 6 juillet 2007 de MM. Luc Bavent, Jean-Claude Ciblat représentants responsables

de la société civile immobilière Les Remparts, et M. Didier Liarsou représentant de la société civile immobilière Locappart 2000, propriétaires, portant accord au classement ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de la maison romane, 17, rue Sénarmont à Dreux (Eure-et-Loir) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en tant qu'elle constitue avec son remarquable décor sculpté un témoignage très important de construction des années 1140-1150 au nord de la Loire, et compte tenu également du lien étroit qui l'unit à la maison à pans de bois qui la prolonge à l'est et en commande l'accès.

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est classé au titre des monuments historiques en totalité l'ensemble immobilier situé au 17, rue de Sénarmont à Dreux (Eure-et-Loir), formé de la maison romane et de la maison à façade à pans de bois qui la prolonge à l'est, ainsi que le sol des parcelles sur lesquelles il est situé, à savoir les parcelles n^{os} 408 et 411, d'une contenance de 22a 31ca et 10ca, figurant au cadastre section AD.

Le bien immobilier a donné lieu à un état descriptif de division complété par un règlement de copropriété établi aux termes d'un acte reçu par M^e Martel, notaire associé de la société civile et professionnelle Bernard Martel, Charles Vignes, François Martel, à Choisy-Le-Roi (Val-de-Marne), le 8 octobre 1996, publié au bureau des hypothèques de Dreux (Eure-et-Loir), le 4 décembre 1996, volume 1996P, n^o 4243.

Les lots n^{os} 1 à 4 appartiennent à la société dénommée « société civile immobilière Les Remparts », dont la forme est celle d'une société civile au siège social situé à Dreux (Eure-et-Loir), 17, rue de Sénarmont, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Dreux (Eure-et-Loir) sous le n^o D 413 453 101, avec pour représentant responsable et gérant M. Jean-Claude Cibla, né à Marseille-en-Beauvaisis (Oise), le 2 décembre 1944, demeurant 5, rue Hippolyte-Lozier, à Nonancourt (27320).

La société civile immobilière Les Remparts en est propriétaire par acte de vente reçu devant la société civile professionnelle dénommée « Jean-Michel Normand, Michel Bresjanac, Gilles Savary de Beauregard, Jean-Claude Carel et Guy Chapelain, notaires associés » à Paris (75116), le 9 octobre 1997, publié au bureau des hypothèques de Dreux (Eure-et-Loir), le 25 novembre 1997, volume 1997P, n^o 4218.

Les lots n^{os} 1, 2 et 3 : caves au sous-sol comprennent respectivement les 5/1000^e des parties communes et de la propriété au sol.

Le lot n^o 4 : boutique au rez-de-chaussée comprend les 204/1000^e des parties communes et de la propriété au sol.

Le lot n^o 5 appartient à M. Luc Bernard Bavent, né le 17 décembre 1967 à Poissy (Yvelines), célibataire, domicilié 17, rue de Sénarmont à Dreux (Eure-et-Loir), par acte d'acquisition du 8 octobre 1996, dressé devant M^e Vignes, notaire associé à Choisy-Le-Roi (Val-de-Marne) et publié au bureau des hypothèques de Dreux (Eure-et-Loir), le 4 décembre 1996, volume 1996P, n^o 4247.

Le lot 5 : un logement au premier étage comprend les 150/1000^e des parties communes de la propriété du sol.

Les lots n^{os} 6, 7, 8, 9 et 10 appartiennent à la société dénommée « société civile immobilière Locappart 2000 », dont la forme est celle d'une société civile immobilière au siège social situé à Dreux (Eure-et-Loir), 17, rue de Sénarmont, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Dreux (Eure-et-Loir) sous le n^o D 431 285 832, ayant pour représentant responsable et gérant M. Didier, Frédéric Liarsou, né le 2 janvier 1971, à Figeac (Lot), demeurant à Dreux (Eure-et-Loir), 58, avenue Jean-Moulin. La société est propriétaire des biens immobiliers par acte de vente dressé devant M^e Regaud, notaire à Saint-Lubin-Des-Joncherets (Eure-et-Loir), le 26 juillet 2000, publié au bureau des hypothèques de Dreux (Eure-et-Loir), le 13 septembre 2000, volume 2000P, n^o 3740.

Le lot n^o 6 : logement de deux pièces au premier étage comprend les 165/1000^e des parties communes et de la propriété au sol.

Le lot n^o 7 : un studio au deuxième étage comprend les 115/1000^e des parties communes et de la propriété du sol.

Le lot n^o 8 : logement de deux pièces au deuxième étage comprend les 154/1000^e des parties communes et de la propriété au sol.

Le lot n^o 9 : studio au troisième étage comprend les 78/1000^e des parties communes et de la propriété au sol.

Le lot n^o 10 : studio au troisième étage comprend les 119/1000^e des parties communes et de la propriété au sol.

La parcelle AD 408 est issue de la division de AD 158 en AD 408 et AD 409 par acte du 3 octobre 1996 dressé devant M^e Lescuyer Chavasse, notaire à Dreux (Eure-et-Loir) ; publié au bureau des hypothèques de Dreux (Eure-et-Loir), les 19 novembre et 3 décembre 1996, volume 1996P, n^o 4005. Cet acte a donné lieu à

une attestation rectificative le 3 décembre 1996 devant M^e Lescuyer Chavasse, notaire à Dreux (Eure-et-Loir), publiée le 3 décembre 1996, volume 1996P, n° 4223.

La parcelle AD 411 est issue de la division de AD 384 en AD 410 et 411 suite à l'acte d'échange du 3 octobre 1996 entre la ville de Dreux (Eure-et-Loir) et la société civile immobilière Vouloir, dressé devant M^e Lescuyer Chavasse, notaire à Dreux (Eure-et-Loir), publié au bureau des hypothèques de Dreux (Eure-et-Loir), les 19 novembre et 3 décembre 1996, volume 1996P, n° 4005. Cet acte a donné lieu à une attestation rectificative le 3 décembre 1996 devant M^e Lescuyer Chavasse, notaire à Dreux (Eure-et-Loir), publiée le 3 décembre 1996, volume 1996P, n° 4223.

Art. 2. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 3. - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune, et aux propriétaires, qui sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour la ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Circulaire n° 2007-50 du 31 août 2007 relative aux conditions d'application du décret n° 2007-452 du 25 mars 2007 relatif aux secteurs sauvegardés.

Le ministre de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement durables

La ministre de la Culture et de la Communication
à

Messieurs les préfets de région (direction régionale des affaires culturelles)

Mesdames et messieurs les préfets de département (direction départementale de l'équipement et service départemental de l'architecture et du patrimoine)

NOR : DEVU0764889C

Le décret n° 2007-452 du 25 mars 2007, pris pour l'application de l'ordonnance n° 2005-864 du 28 juillet 2005, fixe les nouvelles conditions réglementaires de conduite et d'organisation des procédures relatives aux secteurs sauvegardés et aux plans de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV).

Les principales mesures introduites par ce décret sont les suivantes :

Déconcentration de l'instruction des PSMV

Le préfet de département conduit la totalité de la procédure d'instruction du PSMV. Il prend notamment,

par arrêté, les décisions de création du secteur sauvegardé ou de mise en révision du PSMV, ainsi que d'approbation du PSMV élaboré, révisé ou modifié. Il saisit, cependant, l'administration centrale pour recueillir, avant la création du secteur sauvegardé, puis sur le projet de PSMV élaboré ou révisé, l'avis de la Commission nationale des secteurs sauvegardés.

Élaboration conjointe du PSMV entre l'État et la collectivité territoriale compétente

Le préfet de département associe étroitement l'autorité décentralisée à la conduite de la procédure et recueille l'accord de cette autorité préalablement à tout acte de procédure. Dans ce cadre, la présidence de la commission locale du secteur sauvegardé revient désormais au maire (ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme) aux côtés duquel siège le préfet de département.

Pérennisation de la commission locale du secteur sauvegardé

Cette commission, qui conserve un rôle consultatif, assure dorénavant non seulement le suivi de l'établissement du PSMV, mais aussi, plus largement, celui de la mise en œuvre politique et opérationnelle du secteur sauvegardé et de l'application du PSMV. Il appartiendra au préfet de département de désigner le service déconcentré le mieux à même de mettre en œuvre, sous son autorité, la procédure d'instruction du PSMV et en particulier d'assurer le secrétariat de cette commission.

Décentralisation complète de la délivrance des autorisations de travaux

Le régime d'autorisation spéciale des travaux (AST) est supprimé. Les travaux antérieurement soumis à AST sont désormais soumis, selon les cas, à déclaration préalable, à permis de construire ou à permis d'aménager. Cette mesure étant d'application immédiate, le décret prévoit cependant des dispositions transitoires jusqu'au 1^{er} octobre 2007, date d'entrée en vigueur du nouveau régime d'application du droit des sols introduit par le décret n° 2007-18 du 5 janvier 2007.

Les demandes déposées avant le 1^{er} octobre doivent d'ores et déjà tenir compte des nouveaux champs d'application de la déclaration préalable et du permis de construire introduits par ce décret, mais l'instruction de ces demandes suit les dispositions encore en vigueur respectivement relatives à la déclaration de travaux (articles R. 422-3 et suivants du Code de l'urbanisme) et au permis de construire (articles R. 421-1-1 et suivants du même code).

Dans ce cadre rénové, une cohérence d'action de l'État doit être assurée :

- d'une part, à l'échelon national, en ce qui concerne la conduite de la politique de mise en œuvre des secteurs sauvegardés. À ce titre, les services centraux du ministère de la Culture et de la Communication devront être destinataires de la copie de chaque acte administratif et de procédure ainsi que respectivement de deux exemplaires, dont un reproductible, du dossier de projet de PSMV en vue de l'examen en Commission nationale des secteurs sauvegardés et d'un exemplaire authentifié du dossier d'approbation au terme de la procédure ;
- d'autre part, entre les services de l'État déconcentrés. En particulier, les opérations de secteurs sauvegardés doivent être conduites en parfaite coordination entre le préfet de région (DRAC), chargé de la programmation et de la maîtrise d'ouvrage de l'opération et le préfet de département (DDE ou SDAP), chargé de la procédure d'instruction du PSMV au titre du Code de l'urbanisme.

La Commission nationale des secteurs sauvegardés conserve un rôle déterminant et continue de se prononcer sur l'opportunité du secteur sauvegardé et sa délimitation, préalablement à la création, ainsi que sur le projet de PSMV élaboré ou révisé avant sa soumission à l'enquête publique.

Les dispositions du décret sont entrées en vigueur le 1^{er} avril 2007 et aucune disposition transitoire n'est prévue pour les PSMV dont l'instruction est en cours. Les procédures engagées doivent, par conséquent, se poursuivre selon les nouvelles dispositions à compter de cette date et les phases de la procédure accomplies précédemment, ne sont pas remises en cause.

Il convient, en particulier, de constituer ou de reconstituer la commission locale du secteur sauvegardé selon les nouvelles dispositions quelle que soit la procédure en cours (élaboration, révision ou modification) ; exception peut, cependant, être faite lorsque le stade de la procédure est postérieur à l'examen des résultats de l'enquête publique.

Lorsqu'aucune procédure n'est en cours, la constitution d'une nouvelle commission locale, en accord avec l'autorité décentralisée, peut s'avérer utile au regard de la nécessité de mettre rapidement en œuvre un suivi général permanent du secteur sauvegardé ou face à des difficultés d'application qui conduisent à envisager une procédure de modification ou de révision du PSMV. Dans le cadre de cette mission de suivi, il y aura lieu de réunir la commission au moins annuellement pour lui présenter un état des lieux du secteur sauvegardé et de l'application du PSMV et recueillir ses observations ou propositions.

La présente circulaire sera suivie d'une circulaire générale relative à l'exercice déconcentré de la mise en œuvre des secteurs sauvegardés et des PSMV.

Vous voudrez bien informer respectivement la direction générale de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction et la direction de l'architecture et du patrimoine, des difficultés éventuelles que pourraient poser l'application du décret et les instructions de la présente circulaire.

Pour le ministre de l'Écologie, du Développement
et de l'Aménagement durables :
Le directeur, adjoint au directeur général de l'urbanisme,
de l'habitat et de la construction,
Étienne Crépon,
Pour la ministre de la Culture et de la Communication :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

DIRECTION DES MUSÉES DE FRANCE

Arrêté du 21 août 2007 portant nomination de membres de la Commission nationale d'évaluation.

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, notamment son article L. 442-8 ;

Vu le décret n° 2002-628 du 25 avril 2002 pris pour l'application du Code du patrimoine, notamment ses articles 10, 11 et 12 ;

Vu l'arrêté du 20 mai 2003, modifié, portant désignation des membres de la Commission nationale d'évaluation ;

Sur la proposition du ministre de la Défense, en date du 20 juillet 2007,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est nommée membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation au titre des personnalités choisies pour leurs compétences scientifiques mentionnées au 2°) de l'article 12 du décret susvisé :

M^{me} Marie-Hélène Joly, conservatrice générale du patrimoine, adjointe au directeur de la mémoire, du patrimoine et des archives au ministère de la Défense.

Art. 2. - La directrice des musées de France est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Pour la ministre et par délégation :
La directrice des musées de France,
Francine Mariani-Ducray

Arrêté du 21 août 2007 portant nomination de membres de la Commission nationale d'évaluation.

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, notamment son article L. 442-8 ;

Vu le décret n° 2002-628 du 25 avril 2002 pris pour l'application du Code du patrimoine notamment ses articles 10, 11 et 12 ;

Sur proposition de l'Association générale des conservateurs des collections publiques,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont nommés membres de la Commission nationale d'évaluation au titre des professionnels mentionnés au 3°) de l'article 12 du décret susvisé :

- M. Christophe Vital, président de l'Association générale des conservateurs des collections publiques, conservateur en chef territorial du patrimoine, membre titulaire,

- M^{me} Estelle Fresneau, conservatrice territoriale du patrimoine, vice-présidente de l'Association générale des conservateurs des collections publiques, membre suppléant.

Art. 2. - La directrice des musées de France est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Pour la ministre et par délégation :
La directrice des musées de France,
Francine Mariani-Ducray

CENTRE NATIONAL DE LA CINÉMATOGRAPHIE

Décision du 17 juillet 2007 relative à la composition de la Commission du patrimoine cinématographique.

Vu le Code de l'industrie cinématographique, ensemble les textes pris pour son application ;

Vu le décret n° 69-675 du 19 juin 1969 relatif à la conservation des films par le Centre national de la cinématographie ;

Vu le décret du 24 juin 2005 portant nomination de la directrice générale du Centre national de la cinématographie ;

Vu les précédentes décisions du 18 juin 2003 et du 4 mars 2005,

Décide :

Article unique : Composition de la commission

L'article de 3 de la décision du 18 juin 2003 et l'article unique de la décision du 4 mars 2005 sont modifiés comme suit :

« La commission est composée de dix membres désignés par la directrice générale du Centre national de la cinématographie :

- un président nommé pour une durée de deux ans renouvelable par décision de la directrice générale du Centre national de la cinématographie ;
- le directeur général de la Cinémathèque française ou son représentant ;
- la directrice des collections des Archives françaises du film du CNC ou son représentant ;
- la déléguée générale de la cinémathèque de Toulouse ou son représentant ;
- six personnalités qualifiées nommées pour une durée de deux ans renouvelable par décision de la directrice générale du Centre national de la cinématographie. »

L'ensemble des autres dispositions énoncées par la décision du 18 juin 2003 demeure inchangé, y compris les dispositions relatives au quorum.

La directrice générale du Centre national de la cinématographie,
Véronique Cayla

Décision du 17 juillet 2007 portant nomination du président et des personnalités qualifiées de la Commission du patrimoine cinématographique.

Vu le Code de l'industrie cinématographique, ensemble les textes pris pour son application ;

Vu le décret n° 69-675 du 19 juin 1969 relatif à la conservation des films par le Centre national de la cinématographie ;

Vu le décret du 24 juin 2005 portant nomination de la directrice générale du Centre national de la cinématographie ;

Vu les décisions du 18 juin 2003, du 4 mars 2005 et du 17 juillet 2007 relatives au fonctionnement et à la composition de la Commission du patrimoine cinématographique,

Décide :

Art. 1^{er}. - Est nommé, pour une durée de deux ans renouvelable, président de la Commission du patrimoine cinématographique : M. Dominique Wallon.

Art. 2. - Sont nommés, pour une durée de deux ans renouvelable, en tant que personnalités qualifiées de la Commission du patrimoine cinématographique :

- M. Rithy Panh,

- M. Pierre Lhomme,
- M. Vincent Pinel,
- M. Bruno Deloye,
- M. Laurent Veray,
- M. Pierre Gras.

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La directrice générale du Centre national de la cinématographie,
Véronique Cayla

statut du Centre des monuments nationaux ;

Vu le décret du 12 avril 2005 portant nomination de M. Christophe Vallet dans les fonctions de président du Centre des monuments nationaux ;

Vu la décision n° ng/abf et adm du 15 mai 2004 portant délégation de signature ;

Vu la décision n° 1303/sj/ng/abf et adm 6-2004 du 1^{er} décembre 2004 et du 19 octobre 2004 portant délégation de signature à M. Antoine Lataste ;

Vu le budget de l'opération d'acquisition de compteurs automatiques de flux piétonniers sur les sentiers de 6 à 12 sites de Carnac,

Décide :

CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX

Décision n° DAF/SJ/160-2007 du 3 juillet 2007 portant délégation de signature.

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le Code du patrimoine, et notamment son article L. 141-1 ;

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 modifié portant

Art. 1^{er}. - Dans le cadre de l'opération susvisée, délégation de signature est donnée à M. Antoine Lataste, administrateur du site mégalithique de Carnac, à l'effet de signer les engagements juridiques de dépense dans le cadre du budget susvisé.

Art. 2. - La présente décision prend effet à compter de sa signature.

Le président du Centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet

Annexe

Carnac - Budget prévisionnel

Acquisition pour le site de Carnac de compteurs automatiques de flux piétonniers sur les sentiers de 6 à 12 sites

Chapitre budgétaire	Poste de dépense	Détail	MONTANT	
			HT euros	TTC euros
06952	1. Acquisition de compteurs de flux	Ménec est entrée	3216,00	3 846,34
		Ménec est sortie	1755,00	2 098,98
		Ménec est sentier	1527,00	1 826,29
		Kermario entrée	1755,00	2 098,98
		Kermario sortie	1755,00	2 098,98
		Kermario sentier	1527,00	1 826,29
		Kerlescan	1288,00	1 540,45
		Petit Ménec entrée	2532,00	3 028,27
		Petit Ménec vers RN	1755,00	2 098,98
		Géant du Manio	1830,00	2 188,68
		Toul Chignan	1288,00	1 540,45
		Kerzerho	2532,00	3 028,27
		ordinateur de poche pocket PC	298,00	356,41
		.../...		
	Total			
	TOTAL		23 058,00	27 577,37

À Carnac, le 3 juillet 2007

Le président du Centre des monuments nationaux,
Christophe Vallet

INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHES ARCHÉOLOGIQUES PRÉVENTIVES

Décision n° 2007/DG-029 du 10 juillet 2007 portant délégation de signature au directeur interrégional Grand Est-Nord de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP) et à ses principaux collaborateurs.

La directrice générale,

Vu le titre II du livre V du Code du patrimoine, et notamment ses articles L. 523-1 et suivants ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2002-90 du 16 janvier 2002 modifié portant statut de l'Institut national de recherches archéologiques préventives, et notamment son article 14, alinéa 2 ;

Vu le décret n° 2002-450 du 2 avril 2002 modifié portant dispositions applicables aux agents de l'Institut national de recherches archéologiques préventives ;

Vu le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive ;

Vu le décret du 6 décembre 2006 portant nomination de la directrice générale de l'Institut national de recherches archéologiques préventives,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation est donnée à M. Claude Gitta, directeur de l'interrégion Grand Est-Nord, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les projets d'opération ;
- les conventions relatives à la réalisation de diagnostic par l'établissement public, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-7 du Code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 200 000 euros HT ;
- les devis, contrats et marchés relatifs à la réalisation de fouilles par l'établissement public, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 200 000 euros HT ;
- les conventions de collaboration avec les responsables scientifiques d'opération désignés par l'État qui n'appartiennent pas au personnel de l'établissement, ainsi que les conventions avec les experts ou spécialistes nécessaires à la réalisation des opérations d'archéologie préventive ;

- les conventions-cadres et les conventions ponctuelles de coopération avec les collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales, hormis celles prévoyant le versement par l'établissement public de subventions ;

- les commandes, lettres de commandes, contrats ou marchés passés par l'INRAP pour répondre à ses propres besoins, et actes d'engagement juridique de dépenses, d'un montant inférieur à un seuil de 45 000 euros HT ;

- les ordres de service, les décisions de poursuivre, les bons de commande, et tous les actes d'exécution afférents aux marchés publics passés par l'INRAP pour répondre à ses propres besoins, notifiés et mis en œuvre par la direction interrégionale ;

- la certification du service fait ;

- les ordres de mission, à l'exception de ceux relatifs à un déplacement en dehors de la métropole, afférents aux agents de l'établissement public et aux responsables scientifiques extérieurs placés sous l'autorité du directeur de l'interrégion ;

- les demandes d'avance périodique, les demandes d'avance spécifique et les demandes d'avance conventionnelle sur frais de fonctionnement de chantiers et sur frais de déplacement, ainsi que les états de frais correspondants ou les demandes de remboursement hebdomadaires de frais, les ordres de service permanents et les ordres de service temporaires des personnes habilitées à intervenir sur un chantier d'opération archéologique ;

- les procès-verbaux de mise à disposition du terrain, les procès-verbaux de fin de chantier et les attestations d'accomplissement des prescriptions de diagnostic et de fouilles ;

- les copies certifiées conformes des pièces des dossiers relevant de la compétence de la direction de l'interrégion.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Claude Gitta, directeur de l'interrégion Grand Est-Nord, délégation est donnée à M^{me} Carla Prisciandaro, adjoint-administrateur auprès du directeur de l'interrégion Grand Est-Nord, à l'effet de signer au nom du directeur de l'interrégion Grand Est-Nord, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, tous les actes visés à l'article 1^{er}.

Art. 3. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Claude Gitta, directeur de l'interrégion Grand Est-Nord et de M^{me} Carla Prisciandaro, adjoint-administrateur auprès du directeur de l'interrégion Grand Est-Nord, délégation est donnée à M. Benjamin Pira, contrôleur de gestion de l'interrégion Grand Est-Nord, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, les actes suivants :

- les projets d'opération dont le budget associé est inférieur à 200 000 euros ;
- les commandes, lettres de commandes, contrats ou marchés passés par l'INRAP pour répondre à ses propres besoins, et actes d'engagement juridique de dépenses, d'un montant inférieur à un seuil de 45 000 euros HT ;
- les ordres de service, les décisions de poursuivre, les bons de commande, et tous les actes d'exécution afférents aux marchés publics passés par l'INRAP pour répondre à ses propres besoins, notifiés et mis en œuvre par la direction interrégionale ;
- la certification du service fait ;
- les ordres de mission temporaire, à l'exception de ceux relatifs à un déplacement en dehors de la métropole, afférents aux agents de l'établissement public bénéficiant d'une résidence d'affectation dans l'interrégion ;
- les demandes d'avance périodique, les demandes d'avance spécifique et les demandes d'avance conventionnelle sur frais de fonctionnement de chantiers et sur frais de déplacement, ainsi que les états de frais correspondants ou les demandes de remboursement hebdomadaires de frais, les ordres de service permanents et les ordres de service temporaires des personnes habilitées à intervenir sur un chantier d'opération archéologique ;
- les procès-verbaux de mise à disposition du terrain, les procès-verbaux de fin de chantier et les attestations d'accomplissement des prescriptions de diagnostic et de fouilles ;
- les copies certifiées conformes des pièces des dossiers relevant de la compétence de la direction de l'interrégion.

Art. 4. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Claude Gitta, directeur de l'interrégion Grand Est-Nord et de M^{me} Carla Prisciandaro, adjoint-administrateur auprès du directeur de l'interrégion Grand Est-Nord, délégation est donnée à M. Laurent Gebus et à M. Alain Koehler, tous deux adjoints scientifiques et techniques auprès du directeur de l'interrégion Grand Est-Nord, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de leurs attributions respectives, les conventions relatives à la réalisation de diagnostic par l'établissement public, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-7 du Code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 200 000 euros HT.

Art. 5. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Claude Gitta, directeur de l'interrégion Grand Est-

Nord, de M^{me} Carla Prisciandaro, adjoint-administrateur auprès du directeur de l'interrégion Grand Est-Nord et de M. Benjamin Pira, contrôleur de gestion, délégation est donnée à M. Laurent Gebus et à M. Alain Koehler, tous deux adjoints scientifiques et techniques auprès du directeur de l'interrégion Grand Est-Nord, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de leurs attributions respectives, les actes suivants :

- les projets d'opération dont le budget associé est inférieur à 200 000 euros ;
- les commandes, lettres de commandes, contrats ou marchés passés par l'INRAP pour répondre à ses propres besoins, et actes d'engagement juridique de dépenses, d'un montant inférieur à un seuil de 45 000 euros HT ;
- les ordres de service, les décisions de poursuivre, les bons de commande, et tous les actes d'exécution afférents aux marchés publics passés par l'INRAP pour répondre à ses propres besoins, notifiés et mis en œuvre par la direction interrégionale ;
- les ordres de mission temporaire, à l'exception de ceux relatifs à un déplacement en dehors de la métropole, afférents aux agents de l'établissement public bénéficiant d'une résidence d'affectation dans l'interrégion ;
- les demandes d'avance périodique, les demandes d'avance spécifique et les demandes d'avance conventionnelle sur frais de fonctionnement de chantiers et sur frais de déplacement, ainsi que les états de frais correspondants ou les demandes de remboursement hebdomadaires de frais, les ordres de service permanents et les ordres de service temporaires des personnes habilitées à intervenir sur un chantier d'opération archéologique ;
- les procès-verbaux de mise à disposition du terrain, les procès-verbaux de fin de chantier et les attestations d'accomplissement des prescriptions de diagnostic et de fouilles ;
- les copies certifiées conformes des pièces des dossiers relevant de la compétence de la direction de l'interrégion.

Art. 6. - La directrice générale de l'Institut national de recherches archéologiques préventives est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur le site Internet de l'institut.

La directrice générale de l'Institut national de recherches
archéologiques préventives,
Nicole Pot

Décision n° 2007/DG-066 du 16 août 2007 portant délégation de signature au directeur interrégional Rhône-Alpes-Auvergne de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP) et à ses principaux collaborateurs.

La directrice générale,

Vu le titre II du livre V du Code du patrimoine, et notamment ses articles L. 523-1 et suivants ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2002-90 du 16 janvier 2002 modifié portant statut de l'Institut national de recherches archéologiques préventives, et notamment son article 14, alinéa 2 ;

Vu le décret n° 2002-450 du 2 avril 2002 modifié portant dispositions applicables aux agents de l'Institut national de recherches archéologiques préventives ;

Vu le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive ;

Vu le décret du 6 décembre 2006 portant nomination de la directrice générale de l'Institut national de recherches archéologiques préventives,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation est donnée à M. Laurent Pelletier, directeur de l'interrégion Rhône-Alpes-Auvergne, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les projets d'opération ;
- les conventions relatives à la réalisation de diagnostic par l'établissement public, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-7 du Code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 200 000 euros HT ;
- les devis, contrats et marchés relatifs à la réalisation de fouilles par l'établissement public, passés avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 200 000 euros HT ;
- les conventions de collaboration avec les responsables scientifiques d'opération désignés par l'État qui n'appartiennent pas au personnel de l'établissement, ainsi que les conventions avec les experts ou spécialistes nécessaires à la réalisation des opérations d'archéologie préventive ;
- les conventions-cadres et les conventions ponctuelles de coopération avec les collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales, hormis celles

prévoyant le versement par l'établissement public de subventions ;

- les commandes, lettres de commandes, contrats ou marchés passés par l'INRAP pour répondre à ses propres besoins, et actes d'engagement juridique de dépenses, d'un montant inférieur à un seuil de 45 000 euros HT ;
- les ordres de service, les décisions de poursuivre, les bons de commande, et tous les actes d'exécution afférents aux marchés publics passés par l'INRAP pour répondre à ses propres besoins, notifiés et mis en œuvre par la direction interrégionale ;
- la certification du service fait ;
- les ordres de mission, à l'exception de ceux relatifs à un déplacement en dehors de la métropole, afférents aux agents de l'établissement public et aux responsables scientifiques extérieurs placés sous l'autorité du directeur de l'interrégion ;
- les demandes d'avance périodique, les demandes d'avance spécifique et les demandes d'avance conventionnelle sur frais de fonctionnement de chantiers et sur frais de déplacement, ainsi que les états de frais correspondants ou les demandes de remboursement hebdomadaires de frais, les ordres de service permanents et les ordres de service temporaires des personnes habilitées à intervenir sur un chantier d'opération archéologique ;
- les procès-verbaux de mise à disposition du terrain, les procès-verbaux de fin de chantier et les attestations d'accomplissement des prescriptions de diagnostic et de fouilles ;
- les copies certifiées conformes des pièces des dossiers relevant de la compétence de la direction de l'interrégion.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Laurent Pelletier, directeur de l'interrégion Rhône-Alpes-Auvergne, délégation est donnée à M^{me} Claudine Huboud-Péron, adjoint-administrateur auprès du directeur de l'interrégion Rhône-Alpes-Auvergne, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, tous les actes visés à l'article 1^{er}.

Art. 3. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Laurent Pelletier, directeur de l'interrégion Rhône-Alpes-Auvergne, et de M^{me} Claudine Huboud-Péron, adjoint-administrateur auprès du directeur de l'interrégion Rhône-Alpes-Auvergne, délégation est donnée à M^{me} Magali Rolland et à M. Gérard Vernet, tous deux adjoints scientifiques et techniques auprès du directeur de l'interrégion Rhône-Alpes-Auvergne, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de leurs attributions respectives, tous les actes visés à l'article 1^{er}.

Art. 4. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Laurent Pelletier, directeur de l'interrégion Rhône-Alpes-Auvergne, et de M^{me} Claudine Huboud-Péron, adjoint-administrateur auprès du directeur de l'interrégion Rhône-Alpes-Auvergne et de M^{me} Magali Rolland, adjoint scientifique et technique auprès du directeur de l'interrégion Rhône-Alpes-Auvergne, délégation est donnée à M. Pierre Jacquet, chargé d'une mission de suppléance temporaire d'adjoint scientifique et technique auprès du directeur de l'interrégion Rhône-Alpes-Auvergne jusqu'au 31 décembre 2007, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, tous les actes visés à l'article 1^{er}.

Art. 5. - La directrice générale de l'Institut national de recherches archéologiques préventives est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur le site Internet de l'institut.

La directrice générale de l'Institut national de recherches
archéologiques préventives,
Nicole Pot

du Louvre ;

Vu la décision n° DFJ/2007/03 du 19 février 2007 portant délégation de signature,

Décide :

Art. 1^{er}. - L'article 2 de la décision portant délégation de signature en date du 19 février 2007 est ainsi modifié :

« En cas d'absence ou d'empêchement de M. Didier Selles, délégation de signature est donnée à M. Hervé Barbaret, administrateur général adjoint, pour tous actes et décisions afférents aux attributions du président de l'établissement énumérés aux points 2, 4, 5, 6, et 7 de l'article 19 du décret n° 92-1338 susvisé ».

Art. 2. - L'administrateur général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le président-directeur du musée du Louvre,
Henri Loyrette

MUSÉE DU LOUVRE

Décision n° DFJ/2007/09 du 11 juin 2007 modifiant la décision n° DFJ/2007/03 portant délégation de signature.

Le président-directeur du musée du Louvre,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général de la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 modifié portant création de l'établissement public du musée du Louvre, et notamment ses articles 19 et 19-1 ;

Vu le décret du 29 mars 2007 portant nomination du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2003-1097 du 18 novembre 2003 portant délégation, pour certains corps de fonctionnaires du ministère de la Culture et de la Communication, d'actes de gestion au profit du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 2003 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion des personnels des corps de catégories A, B et C au président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu la décision du président-directeur du 2 mai 2002 modifiée portant organisation des services du musée

Décision n° DFJ/2007/10 du 27 juillet 2007 portant intérim de M. Didier Selles, administrateur général de l'établissement public du musée du Louvre.

Le président-directeur du musée du Louvre,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général de la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 modifié portant création de l'établissement public du musée du Louvre, et notamment ses articles 19 et 19-1 ;

Vu le décret n° 2003-1097 du 18 novembre 2003 portant délégation, pour certains corps de fonctionnaires du ministère de la Culture et de la Communication, d'actes de gestion au profit du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret du 29 mars 2007 portant nomination du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 2003 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion des personnels des corps de catégories A, B et C au président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu la décision du président-directeur du 2 mai 2002 modifiée portant organisation des services du musée du Louvre ;

Vu la décision du 29 février 2007 portant délégation de signature,

Décide :

Art. 1^{er}. - En l'absence de M. Didier Selles, administrateur général, son intérim est assuré par M. Hervé Barbaret, administrateur général adjoint, pour la période du 31 juillet au 19 août 2007 inclus.

Du 20 au 26 août inclus, l'intérim de M. Didier Selles, administrateur général, est assuré par M^{me} Carole Étienne-Boisseau, directrice des ressources humaines et du développement social.

Art. 2. - L'administrateur général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le président-directeur du musée du Louvre,
Henri Loyrette

Décision n° DFJ/2007/11 du 16 août 2007 instituant une régie d'avances auprès du département des antiquités orientales du musée du Louvre en vue d'une campagne de fouilles en Syrie.

Le président-directeur du musée du Louvre,

Vu la loi n° 63-156 du 23 février 1963 portant loi de finances pour 1963, et notamment son article 60 ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général de la comptabilité publique, et notamment les articles 18, 166 et 173 ;

Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976 ;

Vu le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 modifié relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 modifié portant création de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 1992 relatif aux conditions dans lesquelles les directeurs d'établissements publics nationaux peuvent instituer des régies d'avances et des régies de recettes ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 modifié fixant le taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et le montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu l'arrêté du 4 juin 1996 modifié relatif au montant par opération des dépenses de matériel et de fonctionnement payables par l'intermédiaire d'un régisseur d'avances ;

Vu l'arrêté du 13 janvier 1997 modifié relatif au montant par opération des dépenses d'intervention et subventions payables par l'intermédiaire d'un régisseur d'avances ;

Vu l'instruction codificatrice n° 05-042-M9-R du 30 septembre 2005 sur les régies de recettes et d'avances des établissements publics nationaux et des établissements publics locaux d'enseignement,

Décide :

Art. 1^{er}. - Il est créé une régie d'avances auprès du département des antiquités orientales de l'établissement public du musée du Louvre, en vue d'une campagne de fouilles en Syrie réalisée dans le cadre d'une coopération internationale.

Le régisseur d'avances est autorisé à payer, en France et à l'étranger, les dépenses prévues par l'article 10 du décret du 20 juillet 1992 modifié susvisé, soit :

- les dépenses de matériel et de fonctionnement, dans la limite de 2 000 euros (deux-mille euros) par opération ;
- la rémunération des personnels payés sur une base horaire ou à la vacation, y compris les charges sociales y afférentes, dès lors que ces rémunérations n'entrent pas dans le champ d'application du décret n° 65-845 du 4 octobre 1965 ;
- les secours urgents et exceptionnels ;
- les frais de mission et de stage, y compris les avances sur ces frais ;
- tout autre dépense nécessaire au bon fonctionnement du service situé à l'étranger ;
- les dépenses d'intervention et subventions, dans la limite de 1 500 euros (mille-cinq-cent euros) par opération.

Art. 2. - Jusqu'au 31 décembre 2007, le montant de l'avance consentie au régisseur est fixé à 6 000 euros (six-mille euros).

À compter du 1^{er} janvier 2008, le montant de l'avance est fixé à 8 750 euros (huit-mille-sept-cent-cinquante euros).

Art. 3. - Le régisseur est tenu de constituer le cautionnement prévu par la réglementation.

Il percevra l'indemnité de responsabilité correspondant au montant de l'avance.

Art. 4. - Cette décision prendra effet à compter du 3 septembre 2007 et prendra fin le 31 décembre 2009.

Art. 5. - L'administrateur général, sous l'autorité duquel est placé le régisseur, et l'agent comptable sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le président-directeur du musée du Louvre,
Henri Loyrette
Visa de l'agent comptable, le 24 juillet 2007,
Louis Pacaud
Visa du contrôleur général économique et financier,
André Mollo

Décision n° DFJ/2007/12 du 16 août 2007 nommant un régisseur d'avances auprès du département des antiquités orientales du musée du Louvre en vue d'une campagne de fouilles en Syrie.

Le président-directeur,

Vu la décision du 16 août 2007 portant institution d'une régie d'avances auprès du département des antiquités orientales du musée du Louvre en vue d'une campagne de fouilles en Syrie,

Décide :

Art. 1^{er}. - M^{me} Sophie Cluzan, conservateur au département des antiquités orientales, est nommée régisseur d'avances auprès de l'établissement public du musée du Louvre à compter du 3 septembre 2007 et jusqu'au 31 décembre 2009, avec pour mission de procéder exclusivement aux opérations relatives à la campagne de fouilles menée par le musée du Louvre en Syrie.

Art. 2. - M^{me} Sophie Cluzan, les mandataires qu'elle serait amenée à désigner en qualité de régisseur ainsi que les agents placés sous son autorité ne pourront en aucun cas faire usage, au titre des opérations réalisées dans le cadre de la régie, d'une délégation de signature du président-directeur, en sa qualité d'ordonnateur principal.

Art. 3. - M^{me} Sophie Cluzan devra, aux termes de la réglementation en vigueur à ce jour, constituer un cautionnement de 760 euros (sept-cent-soixante euros) avant d'entrer en fonction.

Le montant du cautionnement sera porté à 1 220 euros (mille-deux-cent-vingt euros) à compter du 1^{er} janvier 2008.

Art. 4. - M^{me} Sophie Cluzan percevra, aux termes de la réglementation en vigueur, une indemnité de responsabilité annuelle fixée à 140 euros

(cent-quarante euros) *au prorata* de la durée de fonctionnement de la régie, jusqu'au 31 décembre 2007.

À compter du 1^{er} janvier 2008, M^{me} Sophie Cluzan percevra, aux termes de la réglementation en vigueur, une indemnité de responsabilité annuelle fixée à 160 euros (cent-soixante euros) *au prorata* de la durée de fonctionnement de la régie.

Art. 5. - M^{me} Sophie Cluzan est, conformément à la réglementation en vigueur, pécuniairement responsable de la conservation des fonds, valeurs et pièces comptables qu'elle a reçus, ainsi que de l'exactitude des décomptes de liquidation qu'elle a effectués.

Art. 6. - M^{me} Sophie Cluzan ne devra pas payer de dépenses relatives à des charges autres que celles énumérées dans l'acte constitutif visé en tête de la présente décision, sous peine d'être constituée comptable de fait et de s'exposer aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du nouveau Code pénal.

Art. 7. - M^{me} Sophie Cluzan devra présenter ses registres, fonds, valeurs et états justificatifs de stocks aux agents de contrôle qualifiés. Elle devra rendre compte à l'agent comptable au moins une fois par mois de l'ensemble des opérations qu'elle aura effectuées ainsi que de la situation de ses stocks de valeurs.

Art. 8. - L'administrateur général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le président-directeur du musée du Louvre,
Henri Loyrette
Visa de l'agent comptable, le 24 juillet 2007,
Louis Pacaud

ÉCOLE DU LOUVRE

Décision du 13 août 2007 portant délégation de signature.

Le directeur de l'École du Louvre,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général de la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 97-1085 du 25 novembre 1997 relatif à l'École du Louvre, et notamment son article 20 ;

Vu le décret du 12 septembre 2002 portant nomination du directeur de l'École du Louvre ;

Vu la décision du 16 février 2005 portant délégation de signature ;

Vu la décision du 2 janvier 2007 relative à la délégation de signature du directeur ;

Considérant le recrutement de M. Florent Chardonnet, en remplacement de M^{me} Mireille Faton aux fonctions de chef du service administratif et financier,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M. Jacques Ballu, à M. Florent Chardonnet, chef du service administratif et financier, pour tous actes et décisions afférents aux attributions du directeur de l'école énumérées aux points 2 et 5 de l'article 20 du décret n° 97-1085 susvisé.

Art. 2. - Le secrétaire général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le directeur de l'École du Louvre,
Philippe Durey

MUSÉE ET DOMAINE NATIONAL DE VERSAILLES

Décision du 5 juillet 2007 portant désignation d'un représentant du président de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles.

Le président,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 95-463 du 27 avril 1995 modifié portant création de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles ;

Vu le Code des marchés publics (décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006) et notamment son article 21 ;

Vu le décret du 6 juin 2007 portant nomination de M. Jean-Jacques Aillagon en qualité de président de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles,

Décide :

Art. 1^{er}. - Pendant l'absence de M. Daniel Sancho, directeur du patrimoine, M^{me} Isabelle Masseteau, chef du bureau des marchés à la direction du patrimoine, est désignée comme représentant du président de

l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles, à l'occasion des commissions d'appel d'offres organisées par la direction du patrimoine, du 9 au 27 juillet 2007.

Art. 2. - La présente décision prend effet à compter du 9 juillet 2007 et s'applique jusqu'au 27 juillet 2007.

Le président du musée et du domaine national de Versailles,
Jean-Jacques Aillagon

Décision n° 2007-7 du 9 juillet 2007 portant délégations de signature.

Le président,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 95-463 du 27 avril 1995 modifié portant création de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant Code des marchés publics ;

Vu le décret du 6 juin 2007 portant nomination de M. Jean-Jacques Aillagon en qualité de président de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles ;

Vu la décision de la présidente de l'établissement public en date du 16 juillet 2004 portant nomination de M. Jean-Manuel Alliot en qualité de chef du service des équipements techniques ;

Vu la décision de la présidente de l'établissement public en date du 17 octobre 2005 portant nomination de M. Daniel Sancho en qualité de directeur du patrimoine de l'établissement public ;

Vu la décision du président de l'établissement public n° 2007-4 du 6 juin 2007 portant délégation de signature,

Décide :

Art. 1^{er}. - Pendant l'absence de M. Daniel Sancho, directeur du patrimoine, délégation de signature est donnée à M. Jean-Manuel Alliot, chef du service des équipements techniques, à l'effet de signer, du 9 au 27 juillet 2007, au nom du président de l'établissement public, tous actes et décisions entrant dans le cadre des attributions du directeur du patrimoine :

- les engagements financiers ;
- tous les actes pris en cours de passation et d'exécution des marchés publics en application des lois et règlements régissant les marchés publics ;
- la certification du service fait ;
- les actes d'ordonnancement de dépenses ou de recettes ;
- les certificats administratifs ;

à l'exception :

- des commandes, contrats et conventions ;
- des convocations aux commissions d'appel d'offres des marchés publics relevant de la compétence de la direction du patrimoine ;
- de la décision fixant le choix de l'attributaire et la signature du marché public pour les marchés publics pour lesquels un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé à la publication antérieurement au 1^{er} septembre 2006.

Art. 2. - Pendant l'absence de M. Daniel Sancho, directeur du patrimoine, délégation de signature est donnée à M^{me} Isabelle Masseteau, chef du bureau des marchés à la direction du patrimoine, à l'effet de signer, du 9 au 27 juillet 2007, au nom du président de l'établissement public, les convocations aux commissions d'appel d'offres des marchés publics relevant de la compétence de la direction du patrimoine.

Art. 3. - La présente décision prend effet à compter du 9 juillet 2007 et s'applique jusqu'au 27 juillet 2007.

Le président du musée et du domaine national de Versailles,
Jean-Jacques Aillagon

Décision n° 2007-8 du 10 août 2007 portant délégations de signature.

Le président,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 95-463 du 27 avril 1995 modifié portant création de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant Code des marchés publics ;

Vu le décret du 6 juin 2007 portant nomination de M. Jean-Jacques Aillagon en qualité de président de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles ;

Vu l'arrêté du 31 juillet 2007 portant nomination de M. Denis Berthomier en qualité d'administrateur général de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles ;

Vu la décision de la présidente de l'établissement public du 3 mars 2006 portant nomination de M. Mikaël Hautchamp en qualité d'adjoint à l'administrateur général de l'établissement public ;

Vu la décision du président de l'établissement public n° 2007-4 du 6 juin 2007 portant délégations de signature,

Décide :

Art. 1^{er}. - 1) Délégation de signature est donnée à M. Denis Berthomier, administrateur général, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions et au nom du président de l'établissement public, tous actes et décisions entrant dans le cadre des compétences de ce dernier, telles qu'elles sont définies à l'article 18-1 du décret du 27 avril 1995 modifié visé ci-dessus, à l'exception :

- du choix des attributaires et de la signature des marchés publics pour lesquels un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé à la publication antérieurement au 1^{er} septembre 2006 ;
- de la représentation de l'établissement public en justice ;
- des compétences relatives à la création des régies d'avances et régies de recettes ;
- de l'attribution et de la révocation des logements de fonction ;
- des nominations aux postes d'encadrement ;
- des affectations des agents d'encadrement ;
- de l'attribution des locaux administratifs des agents.

2) En cas d'absence ou d'empêchement de M. Denis Berthomier, administrateur général, la délégation de signature qui lui est consentie est exercée, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, par M. Mikaël Hautchamp, adjoint à l'administrateur général.

Art. 2. - La présente décision annule et remplace l'article 2 de la décision n° 2007-4 du 6 juin 2007 portant délégation de signature.

Elle prend effet à compter de sa signature.

Le président du musée et du domaine national de Versailles,
Jean-Jacques Aillagon

DOCUMENTS SIGNALÉS

Direction des Archives de France

Instruction DPACI/RES/2007/012 du 13 juillet 2007. Traitement des demandes de décorations des personnels militaires non-officiers et militaires du rang âgés de plus de 90 ans.

Instruction DPACI/RES/2007/13 du 18 juillet 2007. Partenariat entre la direction des Archives de France et les CCI/CRCI.

Note d'information DITN/RES/2007/005 du 23 juillet 2007. Audit de l'archivage dans les ministères.

Note d'information DITN/RES/2007/006 du 23 juillet 2007. Records management et gestion des archives courantes et intermédiaires dans le secteur public.

Note d'information DITN/RES/2007/007 du 27 juillet 2007. Normes de description archivistique, état de la question.

Note d'information DITN/RES/2007/008 du 30 juillet 2007. Indexation, état de la question.

Instruction DITN/DP/BAGD/2007/002 du 31 juillet 2007. Diffusion des publications des services d'archives (réactualisation de la note AD/DEP/632 du 24 mars 1997).

(Ces documents sont disponibles à la direction des Archives de France et/ou sur www.archivesdefrance.culture.gouv.fr)

Mesures d'information

Relevé de textes parus au *Journal officiel*

JUILLET

J.O n° 151 du 1^{er} juillet 2007

Premier ministre

Texte n° 1 Arrêté du 19 juin 2007 pris pour l'application du dernier alinéa de l'article 11 du décret n° 99-945 du 16 novembre 1999 modifié portant statut particulier du corps des administrateurs civils.

Culture et communication

Texte n° 12 Arrêté du 5 avril 2007 portant agrément en qualité d'opérateur d'archéologie préventive du pôle d'archéologie préventive de la communauté d'agglomération de Metz métropole.

Économie, finances et emploi

Texte n° 26 Avis relatif à l'instruction de projets de normes (dont Information et communication : Enregistrement, Technologies de l'information).

J.O n° 153 du 4 juillet 2007

Culture et communication

Page 11366 Décret n° 2007-1059 du 3 juillet 2007 modifiant le décret n° 90-66 du 17 janvier 1990 pris pour l'application de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 et fixant les principes généraux concernant la diffusion des œuvres cinématographiques et audiovisuelles par les éditeurs de services de télévision.

Conventions collectives

Page 11368 Arrêté du 20 juin 2007 portant extension d'un accord régional (Poitou-Charentes) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

Page 11370 Arrêté du 22 juin 2007 portant extension d'une annexe à la convention collective nationale de l'édition (n° 2121).

Page 11371 Arrêté du 22 juin 2007 portant élargissement d'un accord régional (Aquitaine), conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture, au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

J.O n° 154 du 5 juillet 2007

Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Page 11450 Décret du 3 juillet 2007 portant reconnaissance d'une association comme

établissement d'utilité publique (Comité de liaison des associations historiques et archéologiques et de sauvegarde du patrimoine de l'Entre-deux-Mers).

Économie, finances et emploi

Page 11452 Arrêté du 8 juin 2007 fixant les modalités spéciales d'exercice du contrôle économique et financier de l'État sur la société Cité de la musique, salle Pleyel.

Culture et communication

Page 11463 Arrêté du 20 juin 2007 refusant le certificat prévu à l'article L. 111-2 du code du patrimoine (tapisserie de la IX^e série, composée de six pièces, de la huitième tenture de *l'Histoire de Don Quichotte*).

Page 11466 Arrêté du 28 juin 2007 portant nomination à la commission paritaire des publications et agences de presse (M^{mes} Geneviève Cavazzi, Anne Doucelin, et M. Michel Nouaillas).

Enseignement supérieur et recherche

Page 11465 Liste des élèves de l'École spéciale d'architecture ayant obtenu à la première et à la deuxième session 2006 le diplôme d'architecte de cet établissement.

Page 11457 Arrêté du 21 juin 2007 fixant la liste des diplômes au moins équivalents au master pris en application du 2° de l'article R. 311-32 du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Conventions collectives

Page 11467 Arrêté du 20 juin 2007 portant extension d'un accord régional (Bretagne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

Page 11467 Arrêté du 20 juin 2007 portant extension d'un accord régional (Centre) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

Page 11468 Arrêté du 20 juin 2007 portant extension d'un accord régional (Basse-Normandie) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

Page 11471 Arrêté du 21 juin 2007 portant élargissement d'avenants à un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

Page 11472 Arrêté du 21 juin 2007 portant élargissement d'un accord régional (Franche-Comté) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

Page 11472 Arrêté du 21 juin 2007 portant élargissement d'un accord régional (Nord - Pas-de-Calais) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

Page 11475 Arrêté du 22 juin 2007 portant extension d'un avenant à un accord national professionnel conclu dans le secteur de l'audiovisuel.

Page 11476 Arrêté du 22 juin 2007 portant élargissement d'un accord régional (Alsace) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

Page 11476 Arrêté du 22 juin 2007 portant élargissement d'un accord régional (Lorraine) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

Page 11476 Arrêté du 22 juin 2007 portant élargissement d'un accord régional (Rhône-Alpes) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

Page 11479 Arrêté du 26 juin 2007 portant élargissement d'un accord régional (Picardie) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

Page 11480 Arrêté du 27 juin 2007 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale des employés de l'édition de musique (n° 1194).

Page 11480 Arrêté du 27 juin 2007 portant extension d'un avenant à un accord national professionnel conclu dans le secteur de l'édition phonographique.

Page 11480 Arrêté du 27 juin 2007 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale des cadres et agents de maîtrise de l'édition de musique (n° 1016).

Page 11481 Arrêté du 27 juin 2007 portant extension d'un accord régional (Pays de la Loire) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

Avis de concours et de vacance d'emplois

Texte n° 141 Avis de vacance d'un emploi de directeur de projet au ministère de la Culture et de la Communication.

Avis divers

Page 11511 Avis n° 2007-10 de la Commission consultative des trésors nationaux du 13 juin 2007

(tapisserie de la IX^e série, composée de six pièces, de la huitième tenture de *l'Histoire de Don Quichotte*).

J.O n° 155 du 6 juillet 2007

Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Texte n° 12 Arrêté du 19 juin 2007 fixant la liste des concours et les règles de composition et de fonctionnement des commissions d'équivalences de diplômes pour l'accès aux concours de la fonction publique territoriale.

Premier ministre

Texte n° 42 Arrêté du 5 juillet 2007 portant nomination des personnalités qualifiées appelées à siéger au comité du service public de la diffusion du droit par l'Internet (MM. Baïssus Jean-Marc, Dupichot Philippe, Gasnault Jean, M^{me} Maximin Annie et M. Silber Georges-André).

Culture et communication

Texte n° 76 Arrêté du 25 juin 2007 portant attribution de la médaille d'honneur des sociétés musicales et chorales.

J.O n° 156 du 7 juillet 2007

Enseignement supérieur et recherche

Texte n° 27 Arrêté du 19 juin 2007 autorisant Sciences'Com de Nantes à délivrer un diplôme visé par la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche intitulé « diplôme de management de la communication et des médias ».

Budget, comptes publics et fonction publique

Texte n° 38 Arrêté du 5 juin 2007 portant modification du nombre de postes ouverts au concours d'accès au cadre d'emplois des conservateurs territoriaux du patrimoine (session 2007).

Culture et communication

Texte n° 76 Décret du 5 juillet 2007 portant nomination du président de l'établissement public du musée d'Orsay (M. Lemoine Serge).

Texte n° 77 Décret du 5 juillet 2007 portant nomination du président de l'établissement public du musée des arts asiatiques Guimet (M. Jarrige Jean-François).

Texte n° 78 Arrêté du 26 juin 2007 portant nomination des membres de la Commission nationale d'équivalence compétente à l'égard de l'insertion dans le cursus des études conduisant à des diplômes nationaux préparés dans les écoles nationales, régionales et municipales d'art habilitées par la ministre chargée de la culture.

Commission nationale de l'informatique et des libertés

Texte n° 82 Décision du 20 juin 2007 relative à la composition et au fonctionnement de la commission d'appel d'offres permanente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

J.O n° 157 du 8 juillet 2007

Texte n° 1 Décret du 7 juillet 2007 relatif à la composition du Gouvernement.

J.O n° 158 du 10 juillet 2007**Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales**

Texte n° 4 Arrêté du 26 juin 2007 portant interdiction de vente aux mineurs d'une revue.

J.O n° 159 du 11 juillet 2007**Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales**

Texte n° 3 Arrêté du 21 juin 2007 fixant le programme de l'épreuve facultative d'admission relative au traitement automatisé de l'information des concours pour le recrutement des agents territoriaux du patrimoine de 1^{re} classe.

Texte n° 5 Arrêté du 25 juin 2007 approuvant des modifications apportées au titre et aux statuts d'une fondation reconnue d'utilité publique (Fondation Musée Schlumberger).

Défense

Texte n° 19 Arrêté du 25 juin 2007 fixant le nombre de places offertes au titre de l'année 2008 aux concours d'admission au stage de formation des chefs de musique militaire et des chefs de musique des armées.

Culture et communication

Texte n° 25 Arrêté du 2 juillet 2007 portant transfert de propriété de biens au profit d'une collectivité territoriale conformément à l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (Clamecy).

Texte n° 26 Arrêté du 2 juillet 2007 portant transfert de propriété de biens au profit d'une collectivité territoriale conformément à l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (Beaune).

Texte n° 82 Arrêté du 4 juillet 2007 portant nomination au cabinet de la ministre.

Budget, comptes publics et fonction publique

Texte n° 29 Arrêté du 27 juin 2007 portant application de l'article D. 1617-23 du Code général des collectivités territoriales relatif à la dématérialisation des opérations en comptabilité publique.

Enseignement supérieur et recherche

Texte n° 76 Arrêté du 11 juin 2007 portant nomination des représentants de l'administration au comité technique paritaire central du Centre technique du livre de l'enseignement supérieur.

J.O n° 160 du 12 juillet 2007**Affaires étrangères et européennes**

Texte n° 4 Arrêté du 29 juin 2007 modifiant l'arrêté du 3 janvier 2000 portant institution d'une régie de

recettes et d'une régie d'avances auprès du centre culturel français d'Alger (Algérie).

Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Texte n° 1 Arrêté du 26 juin 2007 portant interdiction de vente aux mineurs d'une revue.

Enseignement supérieur et recherche

Texte n° 19 Arrêté du 19 juin 2007 portant définition et fixant les conditions de délivrance d'une option « arts du verre et du cristal » au diplôme des métiers d'art « décor architectural ».

Texte n° 81 Arrêté du 15 juin 2007 portant nomination du directeur de l'École supérieure d'audiovisuel (M. Chapouille Guy).

Culture et communication

Texte n° 28 Arrêté du 21 juin 2007 fixant la liste des professions prises en compte pour le classement dans le corps des chefs de travaux d'art régi par le décret n° 92-260 du 23 mars 1992 portant création du corps des chefs de travaux d'art du ministère chargé de la culture et fixant les dispositions statutaires applicables à ce corps.

Texte n° 29 Arrêté du 21 juin 2007 fixant la liste des professions prises en compte pour le classement dans le corps des inspecteurs et conseillers de la création, des enseignements artistiques et de l'action culturelle régi par le décret n° 2002-1318 du 31 octobre 2002 portant statut particulier du corps des inspecteurs et conseillers de la création, des enseignements artistiques et de l'action culturelle.

Texte n° 30 Arrêté du 21 juin 2007 fixant la liste des professions prises en compte pour le classement dans le corps des conservateurs du patrimoine relevant du décret n° 90-404 du 16 mai 1990 portant statut particulier du corps des conservateurs du patrimoine. Texte n° 92 Arrêté du 28 juin 2007 portant nomination des pensionnaires de l'Académie de France à Rome au titre de l'année 2007.

Premier ministre

Texte n° 41 Arrêté du 18 juin 2007 portant titularisation (architectes et urbanistes de l'État).

Texte n° 42 Arrêté du 25 juin 2007 portant inscription au titre de l'année 2007 à un tableau d'avancement et promotion (administrateurs civils) (pour la culture : M. Arnaud Roffignon).

Conventions collectives

Texte n° 104 Arrêté du 2 juillet 2007 portant extension d'un accord régional (Corse) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

Texte n° 109 Arrêté du 3 juillet 2007 portant extension d'un accord régional (Languedoc-Roussillon) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

J.O n° 161 du 13 juillet 2007**Culture et communication**

Texte n° 48 Arrêté du 28 juin 2007 portant attribution à titre de dotation au profit du Centre des monuments nationaux d'un ensemble immobilier domanial dénommé « Grotte de Pair-non-Pair », sis à Prignac-et-Marcamps (Gironde).

Texte n° 49 Arrêté du 2 juillet 2007 portant attribution à titre de dotation d'ensembles immobiliers domaniaux.

Premier ministre

Texte n° 50 Arrêté du 18 juin 2007 portant inscription au titre de l'année 2007 à un tableau d'avancement et promotion (architectes et urbanistes de l'État).

J.O n° 162 du 14 juillet 2007**Présidence de la République**

Texte n° 2 Décret du 13 juillet 2007 portant promotion à l'Ordre national de la Légion d'honneur.

Texte n° 3 Décret du 13 juillet 2007 portant promotion et nomination à l'Ordre national de la Légion d'honneur.

Culture et communication

Texte n° 39 Arrêté du 2 juillet 2007 portant attribution à titre de dotation au profit du Centre des monuments nationaux d'un ensemble immobilier domanial dénommé « Château comtal, remparts et lices de Carcassonne » sur la commune de Carcassonne (Aude).

Texte n° 40 Arrêté du 2 juillet 2007 portant attribution à titre de dotation au profit du Centre des monuments nationaux d'un ensemble immobilier domanial dénommé « Abbaye du Thoronet » sur la commune du Thoronet (Var).

Texte n° 41 Arrêté du 2 juillet 2007 portant attribution à titre de dotation au profit du Centre des monuments nationaux d'un ensemble immobilier domanial dénommé « Château de Salses » sis à Salses-le-Château (Pyrénées-Orientales).

Enseignement supérieur et recherche

Texte n° 74 Arrêté du 3 juillet 2007 portant nomination au conseil d'administration de l'École nationale des chartes.

J.O n° 163 du 17 juillet 2007**Culture et communication**

Texte n° 48 Arrêté du 28 juin 2007 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Bénin, cinq siècles d'art royal*, au musée du quai Branly).

Texte n° 49 Arrêté du 2 juillet 2007 portant attribution à titre de dotation au profit du Centre des monuments nationaux d'un ensemble immobilier domanial dénommé « Palais du Tau », sis à Reims (Marne).

Texte n° 50 Arrêté du 2 juillet 2007 portant attribution à titre de dotation au profit du Centre des monuments

nationaux d'un ensemble immobilier domanial dénommé « Château de Carrouges », sis à Carrouges et à Saint-Martin-des-Landes (Orne).

Budget, comptes publics et fonction publique

Texte n° 51 Arrêté du 2 juillet 2007 portant approbation du compte financier 2006 de l'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique.

J.O n° 164 du 18 juillet 2007**Premier ministre**

Texte n° 45 Arrêté du 16 juillet 2007 portant réintégration (Cour des comptes : M. Henri Paul).

Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Texte n° 52 Arrêté du 15 mai 2007 portant inscription sur une liste d'aptitude (conservateurs territoriaux de bibliothèques).

Texte n° 53 Arrêté du 21 mai 2007 portant inscription sur une liste d'aptitude (conservateurs territoriaux du patrimoine).

Culture et communication

Texte n° 93 Arrêté du 9 juillet 2007 portant nomination à la commission prévue à l'article 15 du décret n° 2006-1067 du 25 août 2006 pris pour application de l'article 80 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (M. Boucher Julien).

J.O n° 165 du 19 juillet 2007**Culture et communication**

Texte n° 40 Arrêté du 18 juin 2007 fixant au titre de l'année 2007 le nombre de postes offerts aux concours pour le recrutement de conservateurs stagiaires du patrimoine.

Texte n° 41 Arrêté du 28 juin 2007 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Gabriel de Saint-Aubin*, au musée du Louvre).

Texte n° 42 Arrêté du 2 juillet 2007 portant attribution à titre de dotation d'un ensemble immobilier domanial (Le Bourg Ouest).

Texte n° 43 Arrêté du 2 juillet 2007 portant attribution à titre de dotation d'un ensemble immobilier domanial (Chareil-Cintrat).

Texte n° 44 Arrêté du 2 juillet 2007 portant attribution à titre de dotation d'ensembles immobiliers domaniaux (Bouches-du-Rhône).

Texte n° 127 Décret du 18 juillet 2007 portant nomination au conseil d'administration de la Cité des sciences et de l'industrie (M. d'Aubert François).

Texte n° 128 Arrêté du 19 juin 2007 portant inscription sur une liste d'aptitude (conservateurs généraux du patrimoine).

Texte n° 129 Arrêté du 4 juillet 2007 portant nomination (directeur du musée Hébert : M^{me} Julia Isabelle).

Texte n° 130 Arrêté du 4 juillet 2007 portant nomination à la commission pour l'expansion de la presse française à l'étranger (M. Barry Simon).

Texte n° 131 Décision du 22 juin 2007 portant nomination à la commission prévue à l'article 26 du décret n° 99-130 du 24 février 1999 modifié relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique (M. Rogard Pascal).

Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Texte n° 70 Arrêté du 27 novembre 2006 portant inscription sur une liste d'aptitude (conservateur territorial du patrimoine : M^{me} Perraudin Rita).

Texte n° 71 Arrêté du 28 novembre 2006 portant inscription sur une liste d'aptitude (conservateur territorial de bibliothèques : M^{me} Delache Marie-Cécile).

J.O n° 166 du 20 juillet 2007

Culture et communication

Texte n° 21 Arrêté du 2 juillet 2007 portant attribution à titre de dotation d'un ensemble immobilier domanial à Villeneuve (Puy-de-Dôme).

Texte n° 22 Arrêté du 2 juillet 2007 portant attribution à titre de dotation d'un ensemble immobilier domanial à Bussy-le-Grand (Côte-d'Or).

Texte n° 23 Arrêté du 2 juillet 2007 portant attribution à titre de dotation d'un ensemble immobilier domanial (Abbaye de Cluny).

Texte n° 24 Arrêté du 6 juillet 2007 portant attribution à titre de dotation d'un ensemble immobilier domanial à Saint-Pierre (Eure-et-Loir).

Texte n° 61 Arrêté du 9 juillet 2007 portant nomination du président de la commission de récolement des dépôts d'œuvres d'art (M. Bady Jean-Pierre).

Texte n° 62 Arrêté du 9 juillet 2007 portant nomination du secrétaire général de la commission de récolement des dépôts d'œuvres d'art (M. Preschez Philippe).

Texte n° 63 Décision du 4 juillet 2007 portant nomination à la commission prévue par la décision réglementaire n° 51 du 10 juillet 1964 (M. Clemente Jacques).

Texte n° 121 Avis d'appel au mécénat d'entreprise pour l'acquisition par l'État d'un tableau de Nicolas Poussin, *La Fuite en Égypte* (dite *Au voyageur couché*), présentant un intérêt majeur pour le patrimoine national, dans le cadre de l'article 238 bis 0 A du Code général des impôts.

J.O n° 167 du 21 juillet 2007

Culture et communication

Texte n° 37 Arrêté du 21 juin 2007 portant appel à candidatures pour les nouveaux albums des jeunes architectes et paysagistes (session 2007-2008).

Texte n° 38 Arrêté du 2 juillet 2007 portant attribution à titre de dotation d'un ensemble immobilier domanial (Tumulus de Barnenez).

Texte n° 39 Arrêté du 2 juillet 2007 portant transfert de propriété de biens au profit d'une collectivité territoriale conformément à l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (Brive-la-Gaillarde).

Texte n° 40 Arrêté du 6 juillet 2007 portant attribution à titre de dotation d'un ensemble immobilier domanial (Maison de Georges Clemenceau).

Texte n° 85 Arrêté du 20 juin 2007 portant inscription sur une liste d'aptitude (conservateurs du patrimoine : M^{mes} Cahn Isabelle, Cueille Sophie et M. Roumegoux Yves).

J.O n° 168 du 22 juillet 2007

Avis divers

Texte n° 40 Vocabulaire du pétrole et du gaz (liste de termes, expressions et définitions adoptés).

Texte n° 41 Vocabulaire du génie civil (liste de termes, expressions et définitions adoptés).

J.O n° 169 du 24 juillet 2007

Culture et communication

Texte n° 39 Arrêté du 15 juin 2007 portant attribution à titre de dotation au profit du Centre des monuments nationaux d'un ensemble immobilier domanial dénommé « Château d'Azay-le-Rideau » sis à Azay-le-Rideau et à Cheillé (Indre-et-Loire).

Conventions collectives

Texte n° 106 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Basse-Normandie) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Texte n° 107 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Bretagne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Texte n° 108 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Corse) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Texte n° 109 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Poitou-Charentes) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Texte n° 110 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Provence-Alpes-Côte d'Azur) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

J.O n° 170 du 25 juillet 2007

Culture et communication

Texte n° 35 Arrêté du 6 juillet 2007 portant attribution à titre de dotation au profit du Centre des monuments nationaux d'un ensemble immobilier domanial

dénommé « Citadelle de Montdauphin », sis à Montdauphin (Hautes-Alpes).

Texte n° 36 Arrêté du 6 juillet 2007 portant attribution à titre de dotation au profit du Centre des monuments nationaux d'un ensemble immobilier domanial dénommé « Château d'Oiron », sis à Oiron (Deux-Sèvres).

Texte n° 76 Arrêté du 28 juin 2007 portant nomination au Conseil national des villes et pays d'art et d'histoire (M^{me} Arnaud Marie-Paule).

Budget, comptes publics et fonction publique

Texte n° 37 Arrêté du 29 juin 2007 fixant le pourcentage et les éléments de rémunération pris en compte pour le maintien partiel de la rémunération de certains agents non titulaires accédant à un corps relevant du décret n° 94-1016 du 18 novembre 1994 fixant les dispositions statutaires communes applicables à divers corps de catégorie B.

Enseignement supérieur et recherche

Texte n° 62 Décret du 23 juillet 2007 portant nomination d'un professeur associé au Collège de France (M^{me} Mnouchkine Ariane).

Avis divers

Texte n° 118 Avis relatif à un renouvellement de licence d'agence de mannequins (M. Pignard de Marthod Jean-François, SARL JFPM Représentation).

Texte n° 118 Avis relatif à un renouvellement de licence d'agence de mannequins (M^{me} Cros-Coitton Nathalie, agence Nathalie).

J.O n° 171 du 26 juillet 2007

Enseignement supérieur et recherche

Texte n° 31 Arrêté du 27 juin 2007 relatif à la procédure d'inscription sur les listes de qualification aux fonctions de maître de conférences du Muséum national d'histoire naturelle ou de professeur du Muséum national d'histoire naturelle (année 2008).

Budget, comptes publics et fonction publique

Texte n° 46 Arrêté du 26 avril 2007 portant ouverture de concours externe, interne et 3^e concours d'accès au cadre d'emplois des assistants territoriaux spécialisés d'enseignement artistique (session 2008).
Texte n° 48 Arrêté du 29 juin 2007 fixant le pourcentage et les éléments de rémunération pris en compte pour le maintien partiel de la rémunération de certains agents non titulaires accédant à un corps soumis aux dispositions du décret n° 2006-1827 du 23 décembre 2006 relatif aux règles du classement d'échelon consécutif à la nomination dans certains corps de catégorie A de la fonction publique de l'État.

Conventions collectives

Texte n° 105 Arrêté du 12 juillet 2007 modifiant l'arrêté du 26 juin 2007 portant élargissement d'un accord régional (Bourgogne) conclu dans le cadre de la convention

collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

J.O n° 172 du 27 juillet 2007

Culture et communication

Texte n° 33 Arrêté du 2 juillet 2007 fixant la liste des organisations syndicales aptes à désigner des représentants du personnel au comité technique paritaire de l'Institut national d'histoire de l'art et le nombre de sièges attribués à chacune d'elles.

Texte n° 85 Décret du 25 juillet 2007 portant nomination du président de la Cité des sciences et de l'industrie (M. d'Aubert François).

Conventions collectives

Texte n° 87 Arrêté du 16 juillet 2007 portant extension d'un avenant à un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

Texte n° 93 Arrêté du 16 juillet 2007 portant élargissement d'un accord régional (Champagne-Ardenne), conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

Texte n° 102 Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale des cadres et agents de maîtrise de l'édition de musique.

J.O n° 173 du 28 juillet 2007

Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Texte n° 10 Arrêté du 4 juillet 2007 portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

Culture et communication

Texte n° 45 Arrêté du 12 juillet 2007 modifiant l'arrêté du 22 mars 1999 pris pour l'application des dispositions du chapitre III du titre III du décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique et concernant le soutien financier sélectif à la production et à la préparation des œuvres cinématographiques de longue durée.

Texte n° 122 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

Texte n° 123 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

Texte n° 124 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

Texte n° 125 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

Texte n° 126 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

Conventions collectives

Texte n° 133 Arrêté du 16 juillet 2007 modifiant l'arrêté du 19 mars 2007 portant extension d'un accord

interbranche et de son avenant conclus dans les secteurs du spectacle vivant, des loisirs, du cinéma, de l'audiovisuel, de la publicité et de la distribution directe.

Texte n° 144 Arrêté du 20 juillet 2007 portant élargissement d'un accord régional (Auvergne), conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

Texte n° 145 Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale des employés de l'édition de musique.

Avis divers

Texte n° 181 Avis relatif à l'attribution d'agrément d'une agence de mannequins (agence Exception).

Texte n° 183 Avis relatif à la composition de la Chambre nationale de discipline des architectes.

J.O n° 175 du 31 juillet 2007

Économie, finances et emploi

Texte n° 16 Arrêté du 29 juin 2007 fixant la liste des professions prises en compte pour le classement dans le corps des ingénieurs économistes de la construction relevant du décret n° 98-898 du 8 octobre 1998 portant statut particulier du corps des ingénieurs économistes de la construction et du corps des ingénieurs des services culturels et du patrimoine.

Conventions collectives

Texte n° 83 Arrêté du 23 juillet 2007 portant extension d'avenants à la convention collective nationale de l'édition (n° 2121).

Avis de concours et de vacance d'emplois

Texte n° 102 Avis de vacance d'emplois de direction (sous-directeur des affaires financières et générales du ministère de la Culture et de la Communication).

Texte n° 102 Avis de vacance d'emplois de direction (délégué adjoint à la délégation aux arts plastiques).

AOÛT

J.O n° 176 du 1^{er} août 2007

Texte n° 1 Loi n° 2007-1147 du 31 juillet 2007 de règlement du budget de l'année 2006.

Premier ministre

Texte n° 25 Arrêté du 20 juillet 2007 relatif à une situation administrative (administrateurs de la ville de Paris) (M. Zivie David, en position de détachement auprès du ministère de la Culture et de la Communication).

Texte n° 28 Arrêté du 30 juillet 2007 portant réintégration (Cour des comptes) (M. Geoffroy Philippe, en détachement auprès du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris).

Culture et communication

Texte n° 66 Arrêté du 13 juillet 2007 portant nomination à la commission de sélection chargée de donner un avis sur les candidatures au grade d'inspecteur général de l'administration des affaires culturelles (M. Olivier Patrick).

Texte n° 67 Arrêté du 24 juillet 2007 portant nomination du chef du département des antiquités grecques, étrusques et romaines du musée du Louvre (M. Martinez Jean-Luc).

Conventions collectives

Texte n° 77 Arrêté du 24 juillet 2007 portant extension de la convention collective nationale de la production audiovisuelle (deux annexes) et d'un avenant (n° 2642).

J.O n° 177 du 2 août 2007

Enseignement supérieur et recherche

Texte n° 31 Arrêté du 23 juillet 2007 fixant les modalités d'organisation du concours externe et du concours interne de recrutement de magasiniers des bibliothèques principaux de 2^e classe.

Culture et communication

Texte n° 37 Arrêté du 16 juillet 2007 portant attribution à titre de dotation au profit du Centre des monuments nationaux d'un ensemble immobilier domanial dénommé « Donjon et Sainte-Chapelle du château de Vincennes » sis à Vincennes (Val-de-Marne).

Texte n° 38 Arrêté du 18 juillet 2007 portant attribution à titre de dotation au profit du Centre des monuments nationaux d'un ensemble immobilier domanial dénommé « Maison d'Ernest Renan » sis à Tréguier (Côtes-d'Armor).

Texte n° 39 Arrêté du 20 juillet 2007 refusant le certificat prévu à l'article L. 111-2 du Code du patrimoine (dessin de Pablo Picasso, *Portrait de Berthe Weill*).

J.O n° 178 du 3 août 2007

Culture et communication

Texte n° 58 Arrêté du 11 juillet 2007 fixant les modalités d'organisation des concours de recrutement dans le grade d'adjoint technique de 1^{re} classe d'accueil, de surveillance et de magasinage du ministère de la Culture.

Justice.

Texte n° 86 Arrêté du 19 juillet 2007 portant mise à disposition (Conseil d'État) (M. Henrard Olivier, mis à disposition de la ministre de la Culture et de la Communication).

Conventions collectives

Texte n° 115 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Languedoc-Roussillon), conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

J.O n° 179 du 4 août 2007**Culture et communication**

Texte n° 40 Décision du 1^{er} juin 2007 portant délégation de signature (Centre national de la cinématographie).

Conseil supérieur de l'audiovisuel

Texte n° 103 Décision n° 2007-478 du 24 juillet 2007 fixant les modalités et le calendrier de l'extension de la couverture en télévision numérique terrestre des services de télévision mentionnés à l'article 97 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication.

Avis divers

Texte n° 123 Avis relatif à l'instruction de projets de normes (dont Information et communication : Télécommunications).

J.O n° 181 du 7 août 2007**Culture et communication**

Texte n° 56 Arrêté du 19 juillet 2007 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *L'Art des frères d'Amboise : les chapelles de Gaillon et de l'hôtel de Cluny*, au musée de la Renaissance - château d'Écouen puis au musée départemental des antiquités de la Seine-Maritime à Rouen).

Texte n° 57 Arrêté du 19 juillet 2007 relatif à l'insaisissabilité d'un bien culturel (exposition *Alexandre Charpentier (1856-1909) Naturalisme et art nouveau*, au musée d'Orsay à Paris).

Texte n° 58 Arrêté du 20 juillet 2007 fixant le programme de la première épreuve écrite d'admissibilité du concours externe d'accès au corps des conservateurs du patrimoine pour l'année 2008.

Texte n° 59 Arrêté du 24 juillet 2007 portant création d'une commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage.

Texte n° 135 Décret du 3 août 2007 portant nomination de professeurs des Écoles nationales supérieures d'architecture.

Texte n° 136 Arrêté du 20 juillet 2007 portant nomination (membres du jury et des correcteurs spécialisés des concours d'accès au corps des conservateurs du patrimoine).

Texte n° 137 Arrêté du 24 juillet 2007 portant nomination de membres de la Commission nationale de la sécurité dans le spectacle vivant et enregistré (M^{mes} Chaumont Sophie, Amiard Aurélie et M. Dominique Legrand).

Conventions collectives

Texte n° 141 Arrêté du 24 juillet 2007 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises de logistique de communication écrite directe (n° 1611).

Avis divers

Texte n° 150 Avis relatif à l'instruction de projets de normes (dont Information et communication : Technologies de l'information ; Télécommunications).

J.O n° 182 du 8 août 2007**Enseignement supérieur et recherche**

Texte n° 31 Arrêté du 10 juillet 2007 autorisant au titre de l'année 2007 l'ouverture et fixant le nombre d'emplois d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'assistant des bibliothèques de classe exceptionnelle.

Texte n° 32 Arrêté du 10 juillet 2007 fixant au titre de l'année 2007 le nombre d'emplois offerts au concours pour le recrutement de conservateurs stagiaires.

Texte n° 122 Arrêté du 19 juillet 2007 portant nomination au conseil scientifique de l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques.

Culture et communication

Texte n° 49 Arrêté du 25 juillet 2007 refusant le certificat prévu à l'article L. 111-2 du Code du patrimoine (ensemble d'ouvrages et de documentation ayant appartenu à Vassily Kandinsky [1866-1944]).

Budget, comptes publics et fonction publique

Texte n° 50 Arrêté du 29 juin 2007 modifiant l'arrêté du 30 mars 2007 fixant la liste des professions prises en compte pour le classement dans les corps relevant du décret n° 2005-1215 du 26 septembre 2005 portant dispositions statutaires communes applicables aux corps des attachés d'administration et à certains corps analogues.

Texte n° 51 Arrêté du 13 juillet 2007 portant désignation de l'autorité chargée du contrôle financier sur l'établissement public de maîtrise d'ouvrage des travaux culturels (EMOC).

Texte n° 56 Arrêté du 26 juillet 2007 relatif aux modalités d'exercice du contrôle financier sur le Centre technique du livre.

Texte n° 57 Arrêté du 26 juillet 2007 relatif aux modalités d'exercice du contrôle financier sur la Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg.

Texte n° 61 Arrêté du 26 juillet 2007 relatif aux modalités d'exercice du contrôle financier sur l'École nationale supérieure de la nature et du paysage de Blois.

Texte n° 62 Arrêté du 26 juillet 2007 relatif aux modalités d'exercice du contrôle financier sur l'École nationale supérieure des arts et techniques du théâtre.

Travail, relations sociales et solidarité

Texte n° 115 Arrêté du 19 juillet 2007 portant nomination à la commission de gestion de la caisse de retraites des personnels de l'Opéra national de Paris (M. Frydman Patrick).

Texte n° 116 Arrêté du 19 juillet 2007 portant nomination à la commission de gestion de la caisse de retraites des personnels de l'Opéra national de Paris (M. Thiellay Jean-Philippe).

Conventions collectives

Texte n° 150 Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises de communication écrite directe.

Texte n° 154 Avis relatif à l'élargissement d'un avenant à un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Avis de concours et de vacance d'emplois

Texte n° 167 Avis de vacance d'un emploi de chef de projet « modernisation des achats » au ministère de la Culture et de la Communication.

Avis divers

Texte n° 174 Avis n° 2007-12 de la Commission consultative des trésors nationaux (représentation, réalisée par Pablo Picasso (1881-1973) vingt ans après leur rencontre, de Berthe Weill, l'un de ses premiers marchands, qui a joué un rôle majeur dans le développement de l'École de Paris).

Texte n° 175 Avis n° 2007-16 de la Commission consultative des trésors nationaux (ensemble d'ouvrages et de documentation ayant appartenu à Vassily Kandinsky [1866-1944]).

J.O n° 183 du 9 août 2007

Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Texte n° 9 Arrêté du 27 juillet 2007 approuvant une modification des statuts portant sur le transfert du siège d'une association reconnue d'utilité publique (Union des femmes artistes musiciennes).

Éducation nationale

Texte n° 29 Arrêté du 29 juin 2007 fixant la liste des certificats d'aptitude professionnelle dénommés « métiers d'art ».

Culture et communication

Texte n° 40 Arrêté du 12 juillet 2007 portant fixation du taux de la redevance d'archéologie préventive.

Texte n° 41 Décision du 18 juillet 2007 modifiant la décision du 5 octobre 2005 portant délégation de signature (direction de l'administration générale).

Texte n° 42 Décision du 24 juillet 2007 portant délégation de signature (direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles).

Texte n° 43 Décision du 26 juillet 2007 portant délégation de signature (direction du développement des médias).

Budget, comptes publics et fonction publique

Texte n° 98 Arrêté du 17 juillet 2007 portant nomination de l'agent comptable de l'École nationale supérieure

d'art de Cergy (M^{lle} Benyayer Sarah).

Texte n° 99 Arrêté du 17 juillet 2007 portant nomination de l'agent comptable de l'établissement public du Grand Palais des Champs-Élysées (M. Menou Christian).

J.O n° 184 du 10 août 2007

Économie, finances et emploi

Texte n° 9 Arrêté du 4 juillet 2007 portant révision de l'arrêté du 8 septembre 2003 relatif au titre professionnel de peintre en décors.

Texte n° 62 Arrêté du 31 juillet 2007 portant attribution de licences d'agent artistique et transferts de siège.

Culture et communication

Texte n° 49 Arrêté du 6 août 2007 autorisant l'ouverture au titre de l'année 2007 de concours pour le recrutement de techniciens d'art (femmes et hommes) du ministère de la Culture et de la Communication.

Texte n° 81 Arrêté du 31 juillet 2007 portant nomination au conseil scientifique de l'Institut national du patrimoine (M^{me} Fresneau Estelle).

Texte n° 82 Arrêté du 31 juillet 2007 portant nomination (département des antiquités égyptiennes du musée du Louvre : M^{me} Andreu-Lanoë Guillemette).

Texte n° 83 Arrêté du 31 juillet 2007 portant nomination à l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles (M. Berthomier Denis).

Texte n° 84 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Texte n° 55 Arrêté du 27 mars 2007 portant inscription sur une liste d'aptitude (conservateur du patrimoine : M. Remy Jean-Luc).

J.O n° 185 du 11 août 2007

Texte n° 2 Loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités.

Texte n° 4 Loi n° 2007-1201 du 10 août 2007 autorisant l'approbation des amendements à la constitution et à la convention de l'Union internationale des télécommunications, adoptés à Marrakech le 18 octobre 2002.

Culture et communication

Texte n° 72 Arrêté du 20 juillet 2007 modifiant l'arrêté du 17 décembre 1992 fixant la liste des établissements ou services dans lesquels peuvent être créés des emplois de conservateur territorial du patrimoine et de conservateur en chef territorial du patrimoine.

Texte n° 73 Arrêté du 1^{er} août 2007 modifiant l'arrêté du 19 janvier 2004 relatif aux conditions d'admission des élèves, à la durée des études, aux modalités des examens et d'attribution des diplômes de l'École nationale supérieure des métiers de l'image et du son.

Texte n° 74 Décision du 8 août 2007 portant délégation de signature (direction des musées de France).

Texte n° 110 Arrêté du 1^{er} août 2007 portant nomination à la commission du contrôle des recettes et de la réglementation prévue à l'article 13 du Code de l'industrie cinématographique (M. Goldsmith Frédéric).

Enseignement supérieur et recherche

Texte n° 98 Arrêté du 27 juillet 2007 fixant la liste des candidats admis ou figurant sur les listes complémentaires à l'issue des concours d'entrée de l'École nationale des chartes en 2007.

Budget, comptes publics et fonction publique

Texte n° 111 Arrêté du 5 juillet 2007 portant nomination de l'agent comptable du groupement d'intérêt public « Réseau régional de télécommunication à haut débit région Centre » (RECIA) (M. Kuzbyt Stéphane).

J.O n° 187 du 14 août 2007

Culture et communication

Texte n° 40 Arrêté du 16 juillet 2007 portant attribution à titre de dotation au profit du Centre des monuments nationaux d'un ensemble immobilier domanial dénommé « Maison de George Sand » sis à Nohant-Vic (Indre).
Texte n° 83 Arrêté du 1^{er} août 2007 portant nomination de la directrice générale du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou (M^{me} Saal Agnès).

Conseil supérieur de l'audiovisuel

Texte n° 93 Avis n° 2007-7 du 17 juillet 2007 sur le projet de règlement relatif aux conditions d'accès aux stades des représentants des entreprises d'information écrite ou audiovisuelle pendant la Coupe du monde de rugby 2007.

J.O n° 188 du 15 août 2007

Économie, finances et emploi

Texte n° 18 Arrêté du 1^{er} août 2007 relatif à l'organisation de l'examen de conférencier national.

Culture et communication

Texte n° 35 Arrêté du 17 juillet 2007 autorisant l'ouverture au titre de l'année 2007 de deux concours (externe et interne) pour le recrutement de techniciens d'art (femmes et hommes) du ministère de la Culture et de la Communication.

Texte n° 57 Arrêté du 18 juillet 2007 portant habilitation à procéder à la restauration de biens faisant partie des collections des musées de France au titre de l'article 13 (3°) du décret n° 2002-628 du 25 avril 2002.

J.O n° 189 du 17 août 2007

Éducation nationale

Texte n° 17 Arrêté du 24 juillet 2007 fixant les programmes d'enseignement des langues et cultures de l'Antiquité en classes de seconde, première et terminale des séries générales et technologiques.

Culture et communication

Texte n° 53 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

Avis de concours et de vacance d'emplois

Texte n° 75 Avis de vacance d'emplois de directeur régional des affaires culturelles (Auvergne, Haute-Normandie, Lorraine, Poitou-Charentes).

Texte n° 76 Avis de vacance d'emplois de directeur régional des affaires culturelles (Bourgogne, Centre, Nord-Pas-de-Calais).

J.O n° 190 du 18 août 2007

Culture et communication

Texte n° 75 Arrêté du 8 août 2007 portant nomination au conseil d'administration de l'École nationale supérieure de la photographie (M. Éveno Bertrand, M^{me} Gili Marta et M. Hébel François).

Texte n° 76 Arrêté du 8 août 2007 portant nomination du président du conseil d'administration de l'École nationale supérieure de la photographie (M. Éveno Bertrand).

J.O n° 191 du 19 août 2007

Conseil supérieur de l'audiovisuel

Texte n° 13 Arrêté du 1^{er} août 2007 portant modification de l'arrêté du 23 novembre 1993 instituant une régie de recettes et une régie d'avances auprès du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Avis divers

Texte n° 35 Avis relatif à l'instruction de projets de normes (dont Information et communication : Ingénierie du logiciel).

Texte n° 37 Avis relatif à l'homologation et à l'annulation de normes (dont Information et communication : Information et documentation).

J.O n° 192 du 21 août 2007

Écologie, développement et aménagement durables

Texte n° 1 Décret n° 2007-1222 du 20 août 2007 relatif aux règles d'urbanisme applicables dans le périmètre de l'opération d'intérêt national de La Défense.

Texte n° 3 Arrêté du 20 août 2007 pris pour l'application de l'article R. 111-24-2 du Code de l'urbanisme.

Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Texte n° 27 Arrêté du 22 juin 2007 portant inscription sur une liste d'aptitude (conservateur territorial de bibliothèques : M^{me} Montel Roselyne).

Avis divers

Texte n° 72 Avis relatif à l'instruction de projets de normes (dont Information et communication : Interface audionumérique ; Télécommunications).

J.O n° 193 du 22 août 2007

Texte n° 1 Loi n° 2007-1223 du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat.

Texte n° 3 Décision n° 2007-555 DC du Conseil constitutionnel du 16 août 2007 (loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat).

Texte n° 4 Saisine du Conseil constitutionnel en date du 2 août 2007 présentée par au moins soixante députés, en application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution, et visée dans la décision n° 2007-555 DC.

Texte n° 5 Observations du Gouvernement sur le recours dirigé contre la loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat.

Culture et communication

Texte n° 75 Décret n° 2007-1245 du 20 août 2007 modifiant le décret n° 90-404 du 16 mai 1990 portant statut particulier du corps des conservateurs du patrimoine.

Texte n° 76 Décret n° 2007-1246 du 20 août 2007 modifiant le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 modifié portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'État relevant du régime général des retraites.

Texte n° 77 Arrêté du 20 août 2007 fixant l'échelonnement indiciaire du corps des conservateurs et conservateurs généraux du patrimoine.

Budget, comptes publics et fonction publique

Texte n° 78 Décret n° 2007-1247 du 20 août 2007 modifiant le décret n° 84-588 du 10 juillet 1984 relatif aux instituts régionaux d'administration.

Texte n° 79 Décret n° 2007-1248 du 20 août 2007 modifiant le décret n° 2002-1247 du 4 octobre 2002 relatif à l'indemnité représentative de sujétions spéciales et de travaux supplémentaires attribuée aux agents du corps des conducteurs automobiles et chefs de garage.

Texte n° 80 Rapport relatif au décret n° 2007-1249 du 21 août 2007 portant transfert de crédits (dont Programme 175 : Patrimoine).

Texte n° 81 Décret n° 2007-1249 du 21 août 2007 portant transfert de crédits (dont Programme 175 : Patrimoine).

Texte n° 86 Arrêté du 7 août 2007 modifiant l'arrêté du 14 janvier 2002 fixant les montants de référence de l'indemnité d'administration et de technicité.

Texte n° 87 Arrêté du 20 août 2007 modifiant l'arrêté du 4 octobre 2002 fixant les montants de l'indemnité représentative de sujétions spéciales et de travaux supplémentaires des conducteurs automobiles et chefs de garage.

Justice

Texte n° 116 Arrêté du 16 août 2007 portant nomination au conseil des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques (M. Seurin Michel).

J.O n° 194 du 23 août 2007**Écologie, développement et aménagement durables**

Texte n° 33 Arrêté du 3 août 2007 autorisant l'ouverture de concours pour le recrutement dans le corps interministériel des chargés d'études documentaires.

Enseignement supérieur et recherche

Texte n° 54 Arrêté du 2 août 2007 autorisant l'ouverture de concours pour le recrutement de magasiniers des bibliothèques.

Texte n° 94 Décret du 21 août 2007 portant approbation de l'élection à l'Académie des beaux-arts de M. Wagnier Régis.

Texte n° 95 Décret du 21 août 2007 portant approbation de l'élection à l'Académie des beaux-arts de M^{me} Terziev Brigitte.

Texte n° 97 Décret du 21 août 2007 portant nomination d'un directeur d'études à l'École pratique des hautes études (M. Rocher Alain).

Culture et communication

Texte n° 60 Arrêté du 18 juillet 2007 modifiant l'arrêté du 24 octobre 2002 fixant la liste des immeubles bâtis et non bâtis sur lesquels le service national des travaux assure des missions de maîtrise d'ouvrage en application de l'arrêté du 3 mai 2002 relatif au service national des travaux.

Texte n° 104 Décret du 21 août 2007 portant nomination du président du conseil d'administration du Conservatoire national supérieur de musique de Lyon (M. Goudineau Daniel).

Texte n° 105 Arrêté du 6 juillet 2007 portant nomination au comité d'hygiène et de sécurité central de l'Institut national de recherches archéologiques préventives.

Texte n° 106 Arrêté du 18 juillet 2007 portant habilitation à procéder à la restauration de biens faisant partie des collections des musées de France au titre de l'article 13 (3°) du décret n° 2002-628 du 25 avril 2002.

Texte n° 107 Arrêté du 22 juillet 2007 portant nomination au comité de rémunération du ministère de la Culture et de la Communication (MM. Hébert Jean-François, Olivier Patrick et Lagrave Michel).

Texte n° 108 Arrêté du 2 août 2007 portant nomination au conseil d'administration du Conservatoire national supérieur de musique de Lyon.

Texte n° 109 Arrêté du 3 août 2007 portant nomination du secrétaire général de l'Académie de France à Rome (M. Laurent François).

Texte n° 110 Arrêté du 6 août 2007 portant nomination au conseil d'administration de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles (M^{me} Saule Béatrix et M. Rondot Bertrand).

Texte n° 111 Arrêté du 10 août 2007 portant nomination à la commission spécialisée de terminologie et de néologie au ministère de la Culture et de la Communication.

Budget, comptes publics et fonction publique

Texte n° 62 Arrêté du 26 juillet 2007 fixant les règles de saisine, de fonctionnement et de composition des commissions instituées pour la fonction publique de l'État dans chaque ministère ou établissement public de l'État, à La Poste et auprès des préfets de région ou des recteurs d'académie, et chargées de se prononcer sur les demandes d'équivalence de diplômes pour l'accès aux concours de la fonction publique de l'État ouverts aux titulaires d'un diplôme ou titre spécifique portant sur une spécialité de formation précise.

Texte n° 63 Arrêté du 26 juillet 2007 fixant la liste des corps auxquels les dispositions du décret n° 2007-196 du 13 février 2007 relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique ne sont pas applicables.

Texte n° 64 Arrêté du 1^{er} août 2007 fixant le nombre de postes offerts aux trois concours spéciaux d'accès aux instituts régionaux d'administration organisés au titre de l'année 2007 en vue du recrutement de fonctionnaires chargés du traitement de l'information (formation du 1^{er} mars 2008 au 31 août 2009) (dont 2 postes d'attachés d'administration du ministère de la Culture et de la Communication).

J.O n° 195 du 24 août 2007**Budget, comptes publics et fonction publique**

Texte n° 55 Décret n° 2007-1262 du 21 août 2007 définissant certaines exonérations du droit annuel de francisation et de navigation.

Texte n° 56 Rapport relatif au décret n° 2007-1263 du 21 août 2007 portant annulation de crédits (pour la culture : Programme 175 « Patrimoines »).

Texte n° 57 Décret n° 2007-1263 du 21 août 2007 portant annulation de crédits (pour la culture : Programme 175 « Patrimoines »).

J.O n° 196 du 25 août 2007**Culture et communication**

Texte n° 23 Arrêté du 10 août 2007 portant inscription de sociétés de perception et de répartition de droits sur la liste mentionnée à l'article R. 122-6 du Code de la propriété intellectuelle.

Texte n° 24 Arrêté du 13 août 2007 relatif à l'élection des représentants du personnel au conseil d'administration de l'établissement public de la porte Dorée-Cité nationale de l'histoire de l'immigration.

Texte n° 58 Décret du 23 août 2007 portant nomination au conseil d'administration de l'Opéra national de Paris (M. Rouillier Quentin).

Texte n° 59 Décision du 20 juillet 2007 portant nomination à la commission prévue à l'article 26 du décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique.

Budget, comptes publics et fonction publique

Texte n° 25 Arrêté du 26 juillet 2007 fixant les équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique subordonnés à la possession de diplômes ou titres sanctionnant un niveau d'études déterminé relevant d'une formation générale ou de plusieurs spécialités de formation.

Conseil supérieur de l'audiovisuel

Texte n° 115 Délibération n° 2007-167 du 24 juillet 2007 relative à la numérotation des services de télévision dans les offres de programmes des distributeurs de services sur des réseaux de communications électroniques n'utilisant pas des fréquences assignées par le Conseil supérieur de l'audiovisuel.

J.O n° 197 du 26 août 2007**Premier ministre**

Texte n° 1 Arrêté du 24 août 2007 portant modification du tableau national de répartition des bandes de fréquences.

Travail, relations sociales et solidarité

Texte n° 15 Décret n° 2007-1271 du 24 août 2007 relatif au suivi médical et au pécule des enfants employés dans les spectacles, la publicité et la mode, au suivi médical des mannequins et modifiant le Code du travail (deuxième partie : Décrets en Conseil d'État).

Conseil supérieur de l'audiovisuel

Texte n° 67 Décision n° 2007-539 du 24 juillet 2007 modifiant et complétant la décision n° 2004-250 du 8 juin 2004 et fixant le calendrier de mise en service de fréquences attribuées à des services de télévision à caractère national diffusés par voie hertzienne terrestre en mode numérique.

Texte n° 103 Décision n° 2007-637 du 24 juillet 2007 complétant les modalités de programmation du temps d'émission accordé aux organisations syndicales et professionnelles représentatives à l'échelle nationale pour l'année 2007.

Texte n° 105 Avis n° 2007-8 du 24 juillet 2007 relatif au projet de modification n° 6 du tableau national de répartition des fréquences radioélectriques.

Autorité de régulation des communications électroniques et des postes

Texte n° 106 Avis n° 2007-0665 du 24 juillet 2007 sur le projet d'arrêté portant modification du tableau national de répartition des bandes de fréquences.

J.O n° 198 du 28 août 2007**Budget, comptes publics et fonction publique**

Texte n° 17 Arrêté du 19 juillet 2007 portant règlement de comptabilité au ministère du Budget, des Comptes publics et de la Fonction publique pour la désignation

d'ordonnateurs secondaires et leurs délégués relevant du ministère chargé de la culture sur les opérations du compte d'affection spéciale « gestion du patrimoine immobilier de l'État ».

Culture et communication

Texte n° 45 Décret du 27 août 2007 portant cessation de fonctions d'une directrice de l'administration centrale (M^{me} Marigeaud Martine).

J.O n° 199 du 29 août 2007

Économie, finances et emploi

Texte n° 10 Arrêté du 30 juillet 2007 portant création d'un traitement automatisé d'informations individuelles relatif à une enquête sur l'utilisation de l'information dans la vie quotidienne à La Réunion.

Culture et communication

Texte n° 44 Arrêté du 26 juillet 2007 portant renouvellement de l'habilitation d'un centre à dispenser la formation conduisant au diplôme d'État de professeur de danse (Rosella Hightower).

Budget, comptes publics et fonction publique

Texte n° 45 Décret n° 2007-1276 du 27 août 2007 relatif aux comptables commis d'office pour la reddition des comptes des comptables publics et assimilés.

Texte n° 46 Décret n° 2007-1277 du 27 août 2007 relatif à la rétribution des comptables commis d'office pour la reddition des comptes des comptables publics et assimilés.

Texte n° 51 Arrêté du 23 août 2007 relatif à l'organisation de la formation initiale au sein des instituts régionaux d'administration.

Enseignement supérieur et recherche

Texte n° 81 Arrêté du 30 juillet 2007 portant attribution du diplôme d'archiviste paléographe.

J.O n° 200 du 30 août 2007

Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Texte n° 6 Décret du 28 août 2007 portant reconnaissance d'une fondation comme établissement d'utilité publique (Fondation des architectes de l'urgence).

Texte n° 8 Décret du 28 août 2007 portant reconnaissance d'une fondation comme établissement d'utilité publique (Fondation Radio Espérance).

Culture et communication

Texte n° 17 Arrêté du 26 juillet 2007 portant renouvellement de l'habilitation d'un centre à dispenser la formation conduisant au diplôme d'État de professeur de danse (CREPS de Montpellier).

Texte n° 18 Arrêté du 26 juillet 2007 portant renouvellement de l'habilitation d'un centre à

dispenser la formation conduisant au diplôme d'État de professeur de danse (CESMD de Toulouse).

Texte n° 19 Arrêté du 26 juillet 2007 portant renouvellement de l'habilitation d'un centre à dispenser la formation conduisant au diplôme d'État de professeur de danse (Rencontres internationales de la danse).

Texte n° 20 Arrêté du 26 juillet 2007 portant renouvellement de l'habilitation d'un centre à dispenser la formation conduisant au diplôme d'État de professeur de danse (Studio Harmonic).

Texte n° 21 Arrêté du 26 juillet 2007 portant renouvellement de l'habilitation d'un centre à dispenser la formation conduisant au diplôme d'État de professeur de danse (Scène Formations).

Texte n° 22 Arrêté du 26 juillet 2007 portant renouvellement de l'habilitation d'un centre à dispenser la formation conduisant au diplôme d'État de professeur de danse (Centre de formation EPSÉDANSE).

Texte n° 104 Arrêté du 26 juillet 2007 portant dispense du diplôme d'État de professeur de danse au titre de la renommée particulière et/ou de l'expérience confirmée en matière d'enseignement de la danse (Alvarado Iliana, Chanut Olivier, Goss Peter et Lormeau Jean-Yves).

Avis divers

Texte n° 150 Avis relatif à l'instruction de projets de normes (dont Information et communication : Interface de commande commune des produits audio et vidéo numériques disposés en réseaux ; Équipements audio et audiovisuels ; Réseaux résidentiels multimédia).

J.O n° 201 du 31 août 2007

Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Texte n° 8 Arrêté du 27 juillet 2007 portant habilitation d'un bureau de vérification pour l'application du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les chapiteaux, tentes et structures recevant du public.

Affaires étrangères et européennes

Texte n° 9 Décision du 6 août 2007 fixant la répartition des emplois du réseau culturel et de coopération.

Culture et communication

Texte n° 35 Arrêté du 13 août 2007 portant attribution à titre de dotation d'ensembles immobiliers domaniaux (pour le Centre des monuments nationaux : château d'Assier, château de Castelnau-Bretenoux et château de Montal).

Texte n° 36 Arrêté du 13 août 2007 portant attribution à titre de dotation de divers ensembles immobiliers domaniaux (pour le Centre des monuments nationaux : grottes de Combarelles, grotte de la mairie et villa gallo-romaine de Montcaret).

Texte n° 66 Arrêté du 29 août 2007 portant cessation de fonctions, nomination et détachement (administration centrale : M^{me} Fagart Catherine).

Premier ministre

Texte n° 41 Arrêté du 22 août 2007 relatif à une situation administrative (inspection générale des finances) (M^{lle} Sueur Catherine : administratrice générale adjointe au musée du Louvre).

Justice

Texte n° 54 Arrêté du 1^{er} août 2007 portant nomination à la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence (M^{me} Arquie Magalie).

Conventions collectives

Texte n° 76 Avis relatif à l'extension d'un avenant à un accord national professionnel applicable aux artistes-interprètes pour leurs prestations de doublage, commentaire ou narration.

Réponses aux questions écrites

SÉNAT

JO S n° 31 du 2 août 2007

Réponse aux questions de :

- M. Michel Moreigne sur le **fonds** du site de Paris des **Archives nationales** et la **protection** du patrimoine écrit.
(Question n° 139-28.06.2007).
- M. Bernard Piras sur l'inscription de l'**hôtel Lutétia**

à l'**inventaire supplémentaire** des monuments historiques.
(Question n° 419-05.07.2007).

JO S n° 34 du 30 août 2007

Réponse à la question de :

- M. Bernard Piras sur le **changement de statut des conférenciers des musées nationaux**.
(Question n° 418-05.07.2007).

DIVERS

Annexe de l'arrêté du 2 juillet 2007 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au *JO* n° 159 du 11 juillet 2007).

Liste des biens transférés à la ville de Beaune

Direction des musées de France :

Musée du Louvre, département des antiquités égyptiennes

INV. ÉTAT	INV. MUSÉE	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
ME 310 ; N 3468	D. 07.1.4	Oushebt de femme ; momiforme	calcaire blanc, inscriptions en noir	H. : 22,7 ; L. : 7,6 ; P. : 8	1907	récolé-vu
ME 370 ; 3620	D. 07.1.25	Oushebt de Khonsoumes, momiforme	bois polychrome ; fond blanc et jaune, inscriptions noires et rouges	H. : 13 ; L. : 4,5 ; P. : 3,3	1907	récolé-vu
ME 371 ; 3487	D. 07.1.26	Oushebt de Khonsoumes, prêtre d'Amon ; momiforme	bois polychrome ; fond blanc et jaune, inscriptions noires et rouges	H. : 13,8 ; L. : 4 ; P. : 2,5	1907	récolé-vu
ME 388 ; E 2665	D. 07.1.31	Corde	alfa (?)	H. : 2,5 ; L. : 290 ; P. : 5,5	1907	récolé-vu
ME 399	D. 07.1.35	Scarabée funéraire	faïence bleue	H. : 1,2 ; L. : 4,6 ; P. : 6,2	1907	récolé-vu

Musée du Louvre, département des peintures

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
RF 971 ; CI 842	Anonyme (Crète ou France ?, xv ^e s. ou xvi ^e s. ; Italie, xvii ^e s. ?)	Croix vivante	peinture à l'huile ; bois	H. : 126 ; L. : 97	1896	récolé-vu
RF 986 ; CI 870 a	Anonyme, école flamande, xvi ^e s.	Scènes de la Passion : Christ aux outrages, Portement de Croix	peinture ; bois	H. : 74 ; L. : 28	1896	récolé-vu
RF 987 ; CI 870 b	Anonyme, école flamande, xvi ^e s.	Scènes de la Passion : Descente de Croix, le Christ aux limbes	peinture ; bois	H. : 74 ; L. : 28	1896	récolé-vu
RF 1017 ; CI. 11916	Anonyme, école flamande xv ^e -xvi ^e s.	Jésus devant Pilate	peinture à l'huile ; bois	H. : 107 ; L. : 45	1896	récolé-vu
RF 1018 ; CI. 11917	Anonyme, école flamande, xv ^e -xvi ^e s.	La Résurrection du Christ	peinture à l'huile ; bois	H. : 107 ; L. : 44	1896	récolé-vu
INV 8279	Anonyme ; Verdier François (d'après)	Junon et Iris	peinture à l'huile ; toile	H. : 112 ; L. : 97	1876	récolé-vu
INV 2671 ; LP 3794	Bodem André-Joseph	Herminie et Vaffrin secourant Tancrede	peinture à l'huile ; toile	H. : 180 ; L. : 120	1872	récolé-vu

Délégation aux arts plastiques :
Fonds national d'art contemporain

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
FNAC PFH-3486	Anonyme ; Gérard François (d'ap.)	Portrait de Charles X en costume de sacre	peinture à l'huile ; toile	H. : 100 ; L. : 81	1827	récolé-vu
FNAC FH 865-36	Billotte Léon-Joseph	Aquaforiste aiguisant sa pointe	peinture à l'huile ; bois	H. : 40,5 ; L. : 32,5	1865	récolé-vu
FNAC FH 863-24	Bluhm Alexandre	Un groupe de chênes dans la forêt de Fontainebleau	peinture à l'huile ; toile	H. : 85 ; L. : 131	1863	récolé-vu
FNAC PFH-1424	Bouton Charles-Marie	Devant la prison	peinture à l'huile ; toile	H. : 41 ; L. : 33	1862	récolé-vu
FNAC 339	Bouval Maurice	Les Raisins	plâtre	H. : 299 ; L. : 75 ; P. : 88	1895	récolé-vu
FNAC 105	Cabet Paul	1871	plâtre	H. : 125 ; L. : 66 ; P. : 100	1879	récolé-vu
FNAC PFH-1050	Castan Gustave-Eugène	Soleil couchant en hiver	peinture à l'huile ; toile	H. : 88,5 ; L. : 147	1874	récolé-vu
FNAC 873	Cesbron Charles	Le Cloître	peinture à l'huile ; toile	H. : 119 ; L. : 103	1901	récolé-vu
FNAC FH 861-46	Clerget Hubert	L'Abside de l'église Notre-Dame de Dijon	aquarelle sur papier	H. : 71 ; L. : 49	1865	récolé-vu
FNAC FH 861-47	Clerget Hubert	Vue du grand canal à Venise	aquarelle sur papier	H. : 59 ; L. : 93	1865	récolé-vu
FNAC FH 861-48	Clerget Hubert	Vue générale d'Auxerre	aquarelle sur papier	H. : 42 ; L. : 53	1865	récolé-vu
FNAC PFH-1126	Dussauce Auguste	Groupe de gibier en forêt de Fontainebleau	peinture à l'huile ; toile	H. : 117 ; L. : 89,5	1857	récolé-vu
FNAC PFH-1127	Girard Pierre	Paysage ; Vaches au bois	peinture à l'huile ; toile	H. : 130 ; L. : 160	1849	récolé-vu
FNAC PFH-1423	Hurtrel Arsène, Charles, Narcisse	Le Petit Savoyard	peinture à l'huile ; toile	H. : 89,5 ; L. : 69,5	1856	récolé-vu
FNAC PFH-1051	Jeanron Philippe, Auguste	Le Port de Wimereux, vue du fort de la Rochette	peinture à l'huile ; toile	H. : 130,5 ; L. : 195	1858	récolé-vu
FNAC PFH-1129	Lecomte-Vernet Charles Émile Hippolyte	Les Contes de la reine de Navarre	peinture à l'huile ; toile	H. : 151,5 ; L. : 186,5	1859	récolé-vu
FNAC 1978	Lemaître Adrien	Paris vu des hauteurs de Clamart	peinture à l'huile ; toile	H. : 33 ; L. : 46	1909	récolé-vu
FNAC 1325	Merwart Paul	Portrait de M ^{me} de Wert	pastel sur papier	H. : 73 ; L. : 54,5	1889	récolé-vu
FNAC FH 867-191	Michaud Hippolyte	La Mansarde	peinture à l'huile ; toile	H. : 212 ; L. : 300	1867	récolé-vu
FNAC PFH-506	Nanteuil Célestin, Nanteuil-Lebeuf Célestin François (dit)	Le Dernier soleil	peinture à l'huile ; toile	H. : 98 ; L. : 130,5	1870	récolé-vu
FNAC FH 864-237	Nemoz Jean-Baptiste, Augustin	Avant le crime	peinture à l'huile ; toile	H. : 200,5 ; L. : 153	1864	récolé-vu
FNAC 1274	Pelecier Marie-Charles	Scène d'intérieur breton	peinture à l'huile ; toile	H. : 46 ; L. : 55	1904	récolé-vu
FNAC 802	Perrandeau Charles	C'était mon dernier !	peinture à l'huile ; toile	H. : 164,5 ; L. : 212	1886	récolé-vu
FNAC PFH-1130	Préault Antoine-Augustin	L'Ondine	bronze	H. : 153 ; L. : 166 ; P. : 77,5	1874	récolé-vu
FNAC 216	Regamey Félix, Élie	Sadi Carnot, Président de la République	fusain et sanguine sur papier	H. : 61 ; L. : 50,5	1896	récolé-vu
FNAC PFH-1131	Richomme Jules	Agar et Abraham	peinture à l'huile ; toile	H. : 133,5 ; L. : 106,5	1848	récolé-vu
FNAC FH 866-257	Roy Félix	Une partie de kadoet à Briec (Finistère)	peinture à l'huile ; toile	H. : 75 ; L. : 99	1866	récolé-vu
FNAC 1728	Zakarian Zacharie	Fromage et figues	peinture à l'huile ; toile	H. : 32 ; L. : 41,5	1892	récolé-vu

Annexe de l'arrêté du 2 juillet 2007 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au *J.O n° 159* du 11 juillet 2007).

Liste des biens transférés à la ville de Clamecy

Direction des musées de France :

Musée du Louvre, département des peintures

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
RF 999 ; CI 863	Anonyme, Flandres, début xvii ^e s.	Pilate se lavant les mains	peinture ; bois	H. : 63 ; L. : 24	1896	récolé-vu
INV 191 ; MR 112	L'Albane, Albani Francesco (dit)	Annonciation	peinture à l'huile ; cuivre	H. : 35 ; L. : 27	1895	récolé-vu
INV 6773 ; C 54	Monsiau Nicolas-André	Établissement de l'ordre de Saint-Bruno à Paris	peinture à l'huile ; toile	H. : 130 ; L. : 98	1876	récolé-vu

Chalcographie du Louvre

INV. MUSÉE	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
CG 344	Jacquet Achille ; Dubois Paul (d'après)	Guerriers gaulois	gravure	H. : 71, 8 ; L. : 52, 4	1879	récolé-vu
CG 530	Laurent Henri ; Poussin Nicolas (d'après)	Moïse sauvé des eaux	gravure	H. : 63 ; L. : 88, 6	1879	récolé vu

Délégation aux arts plastiques :

Fonds national d'art contemporain

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
FNAC 2015	Delahaye Ernest-Jean	Le Méridien de Paris, bal d'enfants moulin de la Galette ; Montmartre	peinture à l'huile ; toile	H. : 82 ; L. : 36	1909	récolé-vu
FNAC 1918	Delestre Eugène	Genévriers à Margnant (Creuse)	peinture à l'huile ; toile	H. : 87 ; L. : 70	1909	récolé-vu
FNAC PFH-4054 (1)	Deveaux Jacques-Martial ; Raphaël (d'après)	La Vierge de Foligno ; La Madone de Foligno	gravure	H. : 71,7 ; L. : 53,5	1879	récolé-vu
FNAC 457	Dieterle Pierre Georges	Après l'orage, Yport (Seine-Inférieure)	peinture à l'huile ; toile	H. : 145 ; L. : 200	1884	récolé-vu
FNAC 137	Duvent Charles	Soir ; Jeunes bretonnes au bord de la mer à Plouharlance	peinture à l'huile ; toile	H. : 113 ; L. : 150	1895	récolé-vu
FNAC 690	Gosselin Charles	Entre Dieppe et Pourville	peinture à l'huile ; toile	H. : 74 ; L. : 94	1886	récolé-vu
FNAC 1106	Guillaumot-Adam Émilie	Inquiétude ; Jeune Bretonne priant	pastel sur papier	H. : 59 ; L. : 80	1898	récolé-vu
FNAC PFH-4191	Jacquet Jules ; Le Sueur Eustache (d'après)	Saint-Bruno en prière	burin sur papier	H. : 71,7 ; L. : 52,3	1879	récolé-vu
FNAC PFH-5219 (1)	Martinet Achille ; Le Sueur Eustache (d'après)	Prédication de Saint-Paul à Éphèse	burin sur papier	H. : 61,5 ; L. : 50	1879	récolé-vu
FNAC 9 ; FNAC 71	Oudine Eugène André	André Dupin, dit Dupin aîné, jurisconsulte	taille ; marbre	H. : 90 ; L. : 75 ; P. : 40	1891	récolé-vu
FNAC PFH-2877 (17)	Ringel d'Illzach Jean-Désiré	Ludovic Halévy de l'Académie Française	bronze	D. : 18	1891	récolé-vu
FNAC PFH-2877 (14)	Ringel d'Illzach Jean-Désiré	Francisque Sarcey journaliste	bronze	D. : 18	1891	récolé-vu
FNAC PFH-2877 (12)	Ringel d'Illzach Jean-Désiré	Victor Hugo	bronze	D. : 18	1891	récolé-vu
FNAC PFH-2877 (11)	Ringel d'Illzach Jean-Désiré	Jules Grévy Président de la République française	bronze	D. : 18	1891	récolé-vu
FNAC PFH-2877 (10)	Ringel d'Illzach Jean-Désiré	Léon Gambetta	bronze	D. : 18	1891	récolé-vu
FNAC PFH-2877 (13)	Ringel d'Illzach Jean-Désiré	Alexandre Falguière	bronze	D. : 18	1891	récolé-vu
FNAC PFH-2877 (16)	Ringel d'Illzach Jean-Désiré	Eugène Labiche de l'Académie Française	bronze	D. : 18	1891	récolé-vu
FNAC PFH-2877 (15)	Ringel d'Illzach Jean-Désiré	François Jules Édmond Got	bronze	D. : 18	1891	récolé-vu
FNAC 721	Suchetet Auguste	Buste de Carlotta Grisi	plâtre	H. : 92 ; L. : 71 ; P. : 42	1895	récolé-vu
FNAC PFH-1174	Vidal-Navatel (Vidal Louis, dit)	Chien lévrier	plâtre	H. : 83 ; L. : 95 ; P. : 33	1874	récolé-vu
FNAC 1279	Vigoureux Philippe ; Véronèse (d'après)	Portrait de jeune femme	peinture à l'huile ; toile	H. : 119 ; L. : 96	1903	récolé-vu

Annexe de l'arrêté du 2 juillet 2007 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au *JO n° 167* du 21 juillet 2007).

Liste des biens transférés à la ville de Brive-la-Gaillarde

Délégation aux arts plastiques :

Fonds national d'art contemporain

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
FNAC 2596	Biessy Marie-Gabriel	La Famille	peinture à l'huile ; toile	H. : 100 ; L. : 210	1909	récolé-vu
FNAC FH 864-15	Bouchard Pierre ; Flandrin Hippolyte (d'après)	L'Empereur Napoléon III, portrait à mi-corps	peinture à l'huile ; toile	H. : 130 ; L. : 98	1865	récolé-vu
FNAC FH 867-42	Cheyssial Louise ; Murillo (d'après)	La naissance de la Vierge	peinture à l'huile ; toile		1868	récolé-vu
FNAC 1005	Constantin Marie ; Corrège (d'après)	Le Sommeil d'Antiope	peinture à l'huile ; toile	H. : 187 ; L. : 132	1898	récolé-vu
FNAC FH 869-143	Fohr (M ^{lle}) ; Winterhalter (d'après)	L'Impératrice Eugénie, portrait à mi-corps	peinture à l'huile ; toile	H. : 135 ; L. : 100	1869	récolé-vu
FNAC 1259	Gasperi Raphaël	Étang de Granges, environs de Brive	peinture à l'huile ; toile	H. : 80 ; L. : 126	1904	récolé-vu
FNAC 1650	Houssaye Frédéric	Flûteuse	cire	H. : 29 ; L. : 21	1896	récolé-vu
FNAC 351	Mousset Pierre-Joseph	La Nuit qui vient	peinture à l'huile ; toile	H. : 245 ; L. : 120	1898	récolé-vu
FNAC 1174	Renoux Ernest, Jules	En été	peinture à l'huile ; toile	H. : 118 ; L. : 100	1902	récolé-vu
FNAC 163	Scherrer Jean-Jacques	Assassinat du maréchal Brune	peinture à l'huile ; toile	H. : 290 ; L. : 370	1881	récolé-vu

Annexe de l'arrêté du 12 juillet 2007 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au *J.O n° 207* du 7 septembre 2007).

Liste des biens transférés à la ville de Honfleur

Direction des musées de France :

Musée du Louvre, département des Peintures

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
INV 2553 ; LP 3458	Bertin Jean-Victor	Paysage ; Vue prise sur les bords du lac de Viterbe	peinture à l'huile ; toile	H. : 52 ; L. : 73	1872	récolé vu
INV 3669 ; LP 5211	Danvin Victor-Marie-Félix	La Chapelle de Saint-Pierre dans l'abbaye de Jumièges	peinture à l'huile ; toile	H. : 90 ; L. : 150	1876	récolé vu
INV 1324 ; B 267	Heemskerck Egbert van	Intérieur de tabagie	peinture à l'huile ; bois	H. : 59 ; L. : 83	1872	récolé vu
INV 8414 ; B 1029	Reichenbach Ludovika ; Vestier Antoine (d'après)	Tête de femme	peinture à l'huile ; toile	H. : 76 ; L. : 60 (ovale)	1872	récolé vu

Délégation aux arts plastiques :

Fonds national d'art contemporain

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
FNAC 627	Belhomme Alfred ; Mercié Marius-Jean-Antonin (d'après)	Vénus au bain	peinture à l'huile ; toile	H. : 100 ; L. : 73	1897	récolé-vu
FNAC 1332	Belon José	Les Fiancés	peinture à l'huile ; toile	H. : 72 ; L. : 100	1902	récolé-vu
FNAC 1235	Cartier Karl	Un coin de Boulogne-sur-Mer	peinture à l'huile ; toile	H. : 130 ; L. : 240	1889	récolé-vu
FNAC PFH-2024	Dubourg Louis-Alexandre	Fenaison aux environs de Villerville (Calvados)	peinture à l'huile ; toile	H. : 45 ; L. : 66	1874	récolé-vu
FNAC PFH-2023	Dubourg Louis-Alexandre	Vue de la jetée d'Honfleur	peinture à l'huile ; toile	H. : 50 ; L. : 78	1871	récolé-vu

FNAC FH 860-110	Gallier Achille-Gratien ; Gellée Claude, dit Le Lorrain (d'après)	Paysage	peinture à l'huile ; toile	H. : 101 ; L. : 125	1869	récolé-vu
FNAC PFH-2022	Gautier Armand-Désiré	Poissons ; nature morte	peinture à l'huile; toile	H. : 81 ; L. : 142	1871	récolé-vu
FNAC 1535	Koenig Jules-Raymond ; Titien (d'après)	L'Homme au gant	peinture à l'huile ; toile	H. : 100 ; L. : 90	1903	récolé-vu
FNAC 664	Larche Numa	Un bord de quai	peinture à l'huile ; toile	H. : 177 ; L. : 253	1886	récolé-vu
FNAC 1022	Moulin Joseph ; Muenier Jules-Alexis (d'après)	Le Catéchisme	peinture à l'huile ; toile	H. : 65 ; L. : 85	1897	récolé-vu
FNAC 868-271	Olivie Léon ; Flandrin (d'après)	Portrait en pied de l'empereur Napoléon III	peinture à l'huile ; toile		1869	récolé-vu
FNAC FH 868-324	Thiollet Alexandre	Vente de poissons sur la plage de Grandcamp	peinture à l'huile ; toile	H. : 62 ; L. : 117,5	1868	récolé-vu
FNAC 869-395	Vollier Nicolas-Victor ; Winterhalter Franz-Xaver (d'après)	Portrait a mi-corps de l'impératrice Eugénie	peinture à l'huile ; toile		1869	récolé-vu

Annexe de l'arrêté du 12 juillet 2007 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au *J.O n° 207* du 7 septembre 2007).

Liste des biens transférés à la ville de Lisieux

Délégation aux arts plastiques :

Fonds national d'art contemporain

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
FNAC 2104	Bunny Rupert	Rayon de soleil	peinture à l'huile, carton	H. : 85 ; L. : 63	1907	récolé vu
FNAC FH 869-81	Coessin de la Fosse Charles	Ariane abandonnée	peinture à l'huile, toile	H. : 179 ; L. : 105	1869	récolé vu
FNAC FH 866-79	Coessin de la Fosse Charles	Thésée	peinture à l'huile, toile	H. : 254 ; L. : 155	1866	récolé vu
FNAC PFH-2010	Colin Paul-Alfred	La Ferme Groult à Criquebœuf	peinture à l'huile, toile	H. : 150 ; L. : 220	1875	récolé vu
FNAC PFH-2009	Piestre Fernand, Cormon (dit)	Les Noces des Nibelungen	peinture à l'huile, toile	H. : 160 ; L. : 215	1874	récolé vu
FNAC PFH-2093	Couder Louis	Le Serment de Louis-Philippe	peinture à l'huile, toile	H. : 80 ; L. : 120	1833	récolé vu
FNAC PFH-2008	Dagnan Isidore	Paysage, vue d'Avignon	peinture à l'huile, toile	H. : 77 ; L. : 111	1846	récolé vu
FNAC PFH-2215	Dubufe Édouard	Tobie	peinture à l'huile, toile	H. : 290 ; L. : 239	1841	récolé vu
FNAC PFH-2007	Duval-Lecamus Pierre	Les Bains de Trouville	peinture à l'huile, toile	H. : 72,5 ; L. : 98	1851	récolé vu
FNAC PFH-3249	Étienne John	L'Assaut d'Alexandrie	plâtre	H. : 185 ; L. : 480	1838	récolé vu
FNAC 503	Faivre Léon-Maxime	Dernière victoire	peinture à l'huile, toile	H. : 320 ; L. : 240	1880	récolé vu
FNAC PFH-2091	Flandrin Hippolyte-Jean	Jésus-Christ et les petits enfants	peinture à l'huile, toile	H. : 326 ; L. : 440	1840	récolé vu
FNAC PFH-2003	Gosse Nicolas-Louis	Hennuyer, évêque de Lisieux, refusant de livrer aux soldats de Charles IX les huguenots réfugiés chez lui lors de la Saint-Barthélémy	peinture à l'huile, toile	H. : 197 ; L. : 262	1835	récolé vu
FNAC PFH-2216	Gué Jean-Marie Oscar	Louis de Bourbon I ^{er} , Prince de Condé, devant la cour de François II	peinture à l'huile, toile	H. : 228 ; L. : 332	1842	récolé vu
FNAC PFH-2094	Hesse Nicolas-Auguste	La République	peinture à l'huile, toile	H. : 253 ; L. : 160	1849	récolé vu
FNAC PFH-2002	Jacqueme A, Winterhalter (d'après)	Le Roi Louis-Philippe	peinture à l'huile, toile	H. : 230 ; L. : 150	1840	récolé-vu
FNAC 1742	Jourdain Francis	Nature morte	peinture à l'huile, toile	H. : 73 ; L. : 92	1907	récolé vu
FNAC 1563	Karowski Adrien	Faïences et citrons	peinture à l'huile, toile	H. : 55 ; L. : 70	1907	récolé vu
FNAC FH 868-223	La Rochoinoire Émile de	Jeune taureau de la vallée d'Auge	peinture à l'huile, toile	H. : 138 ; L. : 200	1898	récolé vu

FNAC PFH-2005	Lanouë Hippolyte	Une vue de Capri	peinture à l'huile, toile	H. : 115 ; L. : 160	1849	récolé vu
FNAC PFH-2004	Laure Jean	Milton aveugle dictant «Le Paradis perdu» à sa fille	peinture à l'huile, toile	H. : 149 ; L. : 210	1849	récolé vu
FNAC 1948	Lepère Auguste	Retour de l'école, Vendée	peinture à l'huile, toile	H. : 110 ; L. : 170	1907	récolé vu
FNAC PFH-2095	Martinet Louis	Fleurs et fruits	peinture à l'huile, toile	H. : 90 ; L. : 60	1857	récolé vu
FNAC PFH-3259	Pradier James	Les Renommées	plâtre	H. : 200 ; L. : 200	1838	récolé-vu
FNAC 2649	Rame Jules	Au pays de Bray	peinture à l'huile, toile	H. : 95 ; L. : 142	1909	récolé vu
FNAC 786	Rooke Henri	Sur la falaise, vaches normandes	peinture à l'huile, toile	H. : 193 ; L. : 301	1886	récolé vu
FNAC PFH-3253	Seurre Aimé	La Bataille d'Aboukir	plâtre	H. : 200 ; L. : 446	1838	récolé-vu
FNAC FH 863-238	Thirion Eugène	La Mort de Sainte-Marie l'Égyptienne	peinture à l'huile, toile	H. : 198 ; L. : 295	1865	récolé vu
FNAC 1333	Weisz Adolphe	La Fiancée, costume slave	peinture à l'huile, toile	H. : 210 ; L. : 120	1890	récolé vu

Annexe de l'arrêté du 24 août 2007 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au *J.O n° 207* du 7 septembre 2007).

Liste des biens transférés à la Ville de Louviers

Direction des Musées de France :

Musée du Louvre, département des peintures

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
INV 2504 ; L 3596	Benoist Marie-Guilhelmine, née Delaville-Leroux	La Lecture de la Bible	peinture à l'huile ; toile	H. : 130 ; L. : 98	1876	récolé-vu
INV 3187	Champmartin Charles-Émile, Callande de Champmartin	Aristée et Protée	peinture à l'huile ; toile	H. : 217 ; L. : 176	1872	récolé-vu
INV 4557	Franck Philippe	Hylas et les nymphes du fleuve Ascanius	peinture à l'huile ; toile	H. : 258 ; L. : 328	1872	récolé-vu

Délégation aux arts plastiques :

Fonds National d'Art Contemporain

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
FNAC 336	Callot Georges	Le crépuscule	peinture à l'huile ; toile	H. : 148 ; L. : 223	1884	récolé-vu
FNAC 210	Doyen Gustave	Baigneuse	peinture à l'huile ; toile	H. : 162 ; L. : 101,5	1882	récolé-vu
FNAC 109	Durand Ludovic-Eugène	L'Exilé	taille ; marbre	H. : 139 ; L. : 82 ; P. : 114	1879	récolé-vu
FNAC 573	Gosselin Charles	Le Château d'Arques	peinture à l'huile, toile	H. : 157, 5 ; L. : 130,5	1886	récolé-vu
FNAC 4 ; FNAC 1402	La Touche Gaston	Première communion	peinture à l'huile ; toile	H. : 136 ; L. : 118,5	1894	récolé-vu
FNAC PFH-43	Moyse Édouard	Les hérétiques devant l'Inquisition à Séville en 1481	peinture à l'huile ; toile	H. : 189,5 ; L. : 135,5	1874	récolé-vu

Extrait - Document communicable sur demande adressée au siège de l'Inrap

MARCHÉS PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

Institut national de recherches archéologiques préventives
Direction de l'administration et des finances
Service des achats et des marchés publics
7, rue de Madrid
75008 Paris
Tél : 0140088093

FOURNITURE D'UN SERVICE DE MESSAGERIE ÉLECTRONIQUE

N° de marché

0	7	9	S	E	0	2	1
---	---	---	---	---	---	---	---

Acte d'Engagement

Extrait - Document communicable sur demande adressée au siège de l'Inrap

Fourniture d'un service de messagerie électronique.

ACTE D'ENGAGEMENT

Identification du Pouvoir Adjudicateur :

Institut national de recherches archéologiques préventives

Objet du marché :

Fourniture d'un service de messagerie électronique. France entière

Mode de Passation et forme de marché:

MARCHE PUBLIC sur APPEL D'OFFRES OUVERT passé en application des articles 33 alinéa 3 et 57 à 59 et de l'article 77-I du Code des marchés publics.

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 109 du Code des marchés publics :

Par délégation : Le Service des Achats et marchés

Ordonnateur :

Madame la Directrice Générale : N. POT

Comptable public assignataire des paiements :

M. l'Agent Comptable

Extrait - Document communicable sur demande adressée au siège de l'Inrap

Fourniture d'un service de messagerie électronique.

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER : CONTRACTANT	4
ARTICLE 2 : PRIX	4
ARTICLE 3 : DELAIS D'EXÉCUTION	5
ARTICLE 4 : PAIEMENT	6
ARTICLE 5 : NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	6

Extrait - Document communicable sur demande adressée au siège de l'Inrap

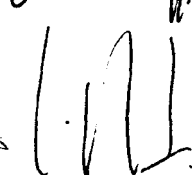
Fourniture d'un service de messagerie électronique.

ENGAGEMENT DU CANDIDAT

Fait en un seul original
A Paris
Le 22 juillet 2007

Signature du candidat
Porter la mention manuscrite
Lu et approuvé

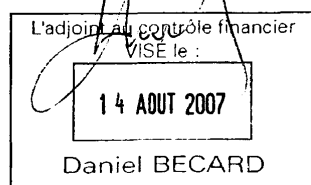
Emmanuel REVEL
Directeur Commercial
Agence Entreprises Paris

Lu et approuvé


France Télécom
Société Entreprises Paris
75006 PARIS CEDEX 08

VISA DU CONTROLEUR FINANCIER DÉCONCENTRÉ

A Paris
Le 14 août 2007



ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR

Est acceptée la présente offre⁵ pour valoir
acte d'engagement

A Paris
Le 14/08/07

Le pouvoir adjudicateur habilité par un
décret du 6 décembre 2006

Par Délégation
La Directrice
de l'Administration et des Finances
Christiane BERTHOT

⁵ Préciser la ou les variantes à retenir dans ce marché

Règlement de visite des Galeries nationales du Grand Palais.

Art. 1^{er}. - Le présent règlement est applicable aux visiteurs des Galeries nationales du Grand Palais, établissement géré par la Réunion des musées nationaux ainsi que, sans préjudice des dispositions particulières qui peuvent leur être notifiées :

- 1) aux personnes ou groupements autorisés à utiliser certains locaux pour des réunions, réceptions, conférences, films ou cérémonies diverses.
- 2) à toute personne étrangère au service, présente dans l'établissement pour des motifs professionnels.

Titre 1 : Accès des Galeries nationales du Grand Palais

Art. 2. - Sous réserve des dispositions de l'article 42 ci-dessous, les Galeries nationales du Grand Palais sont ouvertes tous les jours sauf le mardi et certaines fêtes légales fixées par la RMN. Les horaires d'ouverture au public sont de 10 h jusqu'à 20 h, le mercredi jusqu'à 22 h. L'administrateur général de la RMN peut décider la mise en place de nocturnes supplémentaires ou d'ouvertures anticipées, en fonction des expositions programmées. Le détail des horaires de chaque exposition est disponible aux comptoirs d'information.

Art. 3. - Le conseil d'administration de la RMN fixe le montant du droit d'entrée et les conditions dans lesquelles certains visiteurs peuvent bénéficier de la gratuité ou d'une réduction de tarif.

Ces informations sont affichées près des caisses et disponibles aux comptoirs d'information.

Art. 4. - L'entrée et la circulation dans les espaces d'expositions pendant les heures d'ouverture au public sont subordonnées à la possession d'un titre d'accès en cours de validité :

- billet délivré par une caisse des Galeries nationales du Grand Palais ou par un revendeur habilité ;
- carte Sésame ;
- titre justifiant de la gratuité ;
- laissez-passer établi par une autorité habilitée ;
- badge permanent ou temporaire délivré par les Galeries nationales du Grand Palais ou une autorité habilitée.

Les visiteurs ne doivent pas se dessaisir de ce titre, sa présentation pouvant leur être demandée à tout moment.

Art. 5. - Les fauteuils roulants sont admis dans les salles d'exposition. Ne sont pas admis les landaus et

les poussettes pour enfants sauf sur décision de l'administrateur des GNGP ou de son représentant en fonction de l'affluence des expositions, ainsi que les porte-bébés dorsaux avec armature métallique non protégée.

Les usagers de fauteuils roulants doivent utiliser les ascenseurs ou les monte-charges en compagnie d'un accompagnateur, l'usage des escalators étant prohibé.

L'établissement décline toute responsabilité pour les dommages causés à des tiers par ces véhicules ou causés par leurs occupants. Par ailleurs, des visites hors présence du grand public sont possibles et peuvent être organisées sur demande pour les visiteurs à mobilité réduite.

Art. 6. - Il est interdit d'introduire dans l'établissement des objets qui, par leur destination ou leurs caractéristiques, présentent un risque pour la sécurité des personnes, des œuvres ou du bâtiment, et notamment :

- des armes et munitions ;
- des substances explosives, inflammables ou volatiles ;
- des objets dangereux, nauséabonds, excessivement lourds ou encombrants ;
- des œuvres d'art et objets d'antiquité ;
- des animaux, à l'exception des chiens accompagnant les visiteurs non-voyants (qui doivent préalablement aviser l'administration des GNGP).

Art. 7. - Pour des motifs de sécurité, le personnel peut être amené à demander aux visiteurs d'ouvrir sacs ou paquets et d'en présenter le contenu à l'entrée ou à la sortie, comme en tout endroit de l'établissement.

Art. 8. - Le refus de déférer aux dispositions des articles 6 et 7 ci-dessus entraîne l'interdiction d'accès ou l'éviction immédiate de l'établissement.

Art. 9. - La vente des billets est suspendue 45 minutes avant la fermeture des Galeries nationales du Grand Palais. Les mesures d'évacuation des salles commencent environ 15 minutes avant la fermeture.

Titre 2 : Vestiaire

Art. 10. - Un vestiaire est mis gratuitement à la disposition des visiteurs pour y déposer, en échange d'une contremarque, vêtements, bagages, et autres objets dans les conditions et sous les réserves visées à l'article 11. Des fauteuils roulants et des porte-bébés sont mis à la disposition du public en échange d'une pièce d'identité.

Art. 11. - L'accès aux salles d'exposition aux heures d'ouverture au public est subordonné au dépôt obligatoire :

- des chaises pliantes à l'exception des cannes-sièges ;
- des cannes dont le bout n'est pas protégé ; toutefois les béquilles et les cannes munies d'un embout sont autorisées pour les personnes âgées ou à mobilité réduite ;
- des parapluies sauf s'ils peuvent être contenus pliés dans un vêtement ou un sac à main et sauf si, munis d'un embout, ils sont utilisés par des personnes âgées ou à mobilité réduite ;
- de tous les objets pointus, tranchants ou contondants ;
- des porte-bébés dorsaux à armature métallique ;
- des valises, serviettes, sac à provisions et autres sacs, à l'exception des pochettes et petits sacs à dos tenant lieu de sac à main et à la condition qu'ils soient portés à la main ;
- des bagages, sacs à dos et paquets d'une dimension ajoutée (longueur + largeur + profondeur) supérieure à 115 cm ;
- des reproductions d'œuvres d'art et moulages ;
- des instruments de musique ;
- des matériels photographiques, cinématographiques, audiovisuels, informatiques et de téléphonie (éteints) ;
- des aliments et boissons s'ils sont emballés (les aliments non emballés ne sont autorisés ni dans les salles, ni au vestiaire) ;
- des sacs en papier ou en plastique non transparent et non ignifugé (ils pourront être échangés contre des sacs de la RMN).

Art. 12. - Les préposés reçoivent les dépôts dans la limite des capacités du vestiaire ; ils peuvent refuser des objets dont la présence ne leur paraît pas compatible avec la sécurité ou la bonne tenue de l'établissement.

Art. 13. - Ne doivent pas être déposés au vestiaire :

- les sommes d'argent, les titres et les papiers d'identité ;
- les chèquiers et les cartes de crédits ;
- les objets de valeur, à l'exception de ceux déposés contre une décharge de responsabilité.

Les dépôts effectués en méconnaissance du présent article se feraient aux risques et périls du déposant.

Art. 14. - En cas de perte, vol ou dégradation d'un objet déposé au vestiaire en application des articles 10 et 11, il est alloué au déposant un dédommagement conformément aux règles établies par le conseil d'administration de la Réunion des

musées nationaux. La direction de l'établissement décline toute responsabilité pour les vols d'objets non déposés au vestiaire.

Art. 15. - Tout dépôt au vestiaire doit être retiré le jour même avant la fermeture de l'établissement. Les objets non retirés à la fermeture sont considérés comme des objets trouvés.

Art. 16. - Les objets trouvés dans l'établissement, qu'ils soient non retirés avant la fermeture de l'établissement ou trouvés dans les salles, sont versés aux comptoirs d'accueil où ils sont entreposés aux GNGP pendant une durée maximale de 1 mois. Après ce délai, ils sont transférés à la préfecture de police - service des objets trouvés - 36, rue des Morillons - 75015 Paris.

Art. 17. - Les denrées périssables et objets sans valeur sont détruits chaque soir, après la fermeture. Les bagages ou colis fermés, abandonnés dans l'établissement hors du vestiaire et paraissant présenter un danger pour la sécurité de l'établissement pourront être détruits sans délai ni préavis par les services compétents.

Titre 3 : Comportement général des visiteurs

Art. 18. - Une parfaite correction notamment dans les tenues vestimentaires (pas de torse nu, ni de pieds nus...) est exigée de toute personne présente dans l'établissement.

Art. 19. - Il est interdit d'effectuer toute action portant atteinte à la sécurité des œuvres et aux bonnes conditions de visite et notamment :

- de toucher aux œuvres et au décor ;
- de franchir les barrières et dispositifs destinés à contenir le public ;
- d'examiner les œuvres à la loupe ;
- d'utiliser des aides visuelles telles que jumelles, longue vue monoculaire, etc ;
- de porter un enfant sur ses épaules ;
- d'effectuer des transactions financières dans l'enceinte de l'établissement hors caisses, comptoirs et espaces commerciaux ;
- de s'appuyer sur les vitrines, les socles et autres éléments de présentation ;
- d'apposer des graffitis, inscriptions, marques ou salissures en tout endroit de l'établissement ;
- de se livrer à des courses, bousculades, glissades ou escalades ;
- de fumer ;
- de manger ou de boire en dehors de la cafétéria ;
- de jeter à terre des papiers ou détritrus, de jeter ou coller de la gomme à mâcher ;

- de gêner les autres visiteurs par toute manifestation bruyante notamment par l'écoute d'appareils à transistor et l'utilisation d'appareils téléphoniques portables ;
- d'abandonner, même quelques instants, des objets personnels ;
- de s'allonger sur les banquettes ou par terre ;
- de manipuler sans motif un boîtier d'alarme incendie ou des moyens de secours (extincteur, robinet d'incendie armé, colonne humide, etc) ;
- de procéder à des quêtes dans l'enceinte de l'établissement et devant les différents accès ainsi que de s'y livrer à tout commerce, publicité, propagande ou racolage ;
- de gêner la circulation des visiteurs et d'entraver les passages et issues notamment en s'asseyant sur les marches des escaliers.

Les interdictions portées aux points 1 à 4 du présent article peuvent faire l'objet de dérogations individuellement consenties par l'administrateur des GNGP, notamment en faveur des personnes non-voyantes ou mal-voyantes.

Art. 20. - Les visiteurs sont tenus de déférer aux injonctions qui leur sont adressées par le personnel des Galeries nationales du Grand Palais pour des motifs de service. La méconnaissance des prescriptions du présent règlement expose le contrevenant à l'expulsion de l'établissement et le cas échéant, à des poursuites judiciaires.

Art. 21. - Un registre est à la disposition des visiteurs aux comptoirs d'information, pour qu'ils puissent librement y exprimer leurs commentaires.

Titre 4 : Dispositions relatives aux groupes

Art. 22. - Les visites de groupe ne sont admises qu'après inscription et confirmation préalable au comptoir d'accueil des groupes. Elles se font sous la conduite d'un des responsables désigné ci-après :

- les commissaires d'expositions ;
- les conservateurs des musées nationaux, classés ou contrôlés, ainsi que tout conservateur de musée titulaire d'une carte professionnelle délivrée ou reconnue par le ministère de la Culture et de la Communication ;
- dans le cadre de leurs fonctions, les chargés de mission et les conférenciers des musées nationaux ;
- les conférenciers nationaux titulaires de la carte professionnelle de conférencier national ;
- les guides-interprètes titulaires de la carte professionnelle de guide, ainsi que les guides auxiliaires porteurs d'une autorisation préfectorale en cours de validité ;

- les membres de l'enseignement conduisant leurs élèves ;
- les personnes individuellement autorisées par l'administrateur général de la RMN.

Le responsable de groupe s'engage à faire respecter l'ensemble du présent règlement et la discipline du groupe. Pour les groupes scolaires, il est exigé un accompagnateur pour 8 élèves (pour les classes des écoles maternelles jusqu'à la 6^e) et un accompagnateur pour 15 élèves (au delà de la 6^e). L'effectif de chaque groupe ne peut excéder 30 personnes. En cas de constitution de groupe non autorisé, les agents chargés de la surveillance invitent ces visiteurs à se disperser.

Art. 23. - Lors de certaines expositions, il est proposé aux groupes de visiteurs des conférences accompagnées de projections de diapositives dans les salles prévues à cet effet. À l'issue de ces conférences, les personnes composant le groupe peuvent visiter l'exposition individuellement, sur présentation d'un titre d'accès en cours de validité.

Art. 24. - Les groupes doivent obligatoirement réserver un horaire de visite. Aucune visite de groupe ne sera autorisée dans les Galeries nationales du Grand Palais le dimanche. L'admission des groupes dans les salles d'exposition se fait sur présentation au contrôle d'un badge d'autorisation de visite pour l'ensemble du groupe et d'un titre de droit d'entrée pour chaque membre du groupe.

Art 24 bis. - Les groupes et leur guide sont dans l'obligation d'être équipés d'un système d'audiophone fourni par les Galeries nationales du Grand Palais.

Art. 25. - Les visiteurs en groupe ne doivent en aucun cas gêner les autres visiteurs. Chaque membre du groupe demeure à proximité du responsable.

Art. 26. - L'administrateur des GNGP peut à tout moment restreindre les conditions habituelles d'accès de visite des groupes en fonction notamment de l'importance de la fréquentation de l'exposition présentée.

Art. 27. - Le non respect des articles du titre 4 expose le contrevenant à l'interdiction de réserver à nouveau une visite en groupe.

Titre 5 : Prises de vue, enregistrements, copies, enquêtes

Art. 28. - Toutes les prises de vues sont interdites dans les salles d'exposition pendant les heures d'ouverture au public.

Art. 29. - Les tournages de films, prises de vues et enregistrements d'émissions radiophoniques et de télévision ne peuvent se faire qu'en dehors des heures d'ouverture ; ils sont soumis à une réglementation particulière fixée par le conseil d'administration de la RMN et nécessitent une autorisation de l'administrateur général de la RMN ou de son représentant. Le paiement des taxes correspondantes, sera perçu avant le tournage des films et prises de vues.

Art. 30. - Les journalistes peuvent être autorisés par la Réunion des musées nationaux à photographier certaines œuvres. La liste des œuvres interdites est transmise aux journalistes qui en font la demande.

Art. 31. - Les installations et équipements techniques ne peuvent être ni photographiés, ni filmés, ni enregistrés.

Art. 32. - Tout enregistrement ou prise de vues dont le personnel pourrait faire l'objet nécessite, outre l'autorisation de l'administrateur des GNGP, l'accord des intéressés.

Art. 33. - L'exécution des copies d'œuvres présentées dans les salles d'exposition est interdite.

Art. 34. - Toute enquête, tout sondage d'opinion auprès des visiteurs doivent être soumis à une autorisation préalable des services compétents de la Réunion des musées nationaux.

Titre 6 : Sécurité des personnes, des œuvres et du bâtiment

Art. 35. - Les visiteurs s'abstiennent de tout acte susceptible de menacer la sécurité des personnes et des biens. Tout accident, malaise d'une personne ou événement anormal sont immédiatement signalés à un agent de surveillance.

Art. 36. - En cas d'accident ou de malaise, les victimes sont traitées conformément aux règlements en vigueur à la brigade des sapeurs pompiers de Paris ; il est interdit de déplacer le malade ou l'accidenté, de le faire boire ou de lui administrer un médicament quelconque avant l'arrivée des secours. Si parmi les visiteurs un médecin, un infirmier ou un secouriste sur

justification de sa qualité intervient, il demeure auprès du malade ou de l'accidenté jusqu'à son évacuation ; il est invité à laisser son nom et son adresse à l'agent de surveillance présent sur les lieux.

Art. 37. - En présence d'un début d'incendie, le plus grand calme doit être observé. Si l'évacuation du bâtiment est nécessaire, il y est procédé dans l'ordre et la discipline sous la conduite du personnel, conformément aux consignes reçues par ce dernier.

Art. 38. - En cas d'accident ou de dommage matériel, un constat est établi par les agents des Galeries nationales du Grand Palais qui en ont été témoins. Pour être instruite, toute déclaration ou demande de réparation devra être adressée par écrit à l'administrateur des GNGP accompagnée de tous justificatifs nécessaires à l'évaluation du dommage.

Art. 39. - Tout enfant égaré est confié à un agent de surveillance qui le conduit au comptoir d'information.

Art. 40. - Sauf cas de force majeure, aucune œuvre exposée ne peut être enlevée ou déplacée en présence du public pendant les heures d'ouverture des Galeries nationales du Grand Palais. Tout visiteur qui serait témoin de l'enlèvement d'une œuvre est habilité à donner l'alerte et à intervenir spontanément. Conformément à l'article 223-6 (omission de porter secours) du Code pénal, chacun est tenu de prêter main-forte au personnel des Galeries nationales du Grand Palais lorsque le concours des visiteurs est requis.

Art. 41. - En cas de tentative de vol dans les salles d'exposition, des dispositions d'alerte sont prises, comportant notamment la fermeture des accès et le contrôle des sorties.

Art. 42. - En cas d'affluence excessive, de troubles, de grèves et de toute situation de nature à compromettre la sécurité des personnes ou des biens, il peut être procédé à la fermeture des Galeries nationales du Grand Palais à tout moment de la journée ou à la modification des horaires d'ouverture. L'administrateur des GNGP prend toute mesure imposée par les circonstances.

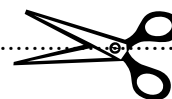
Art. 43. - Le présent règlement est porté à la connaissance du public par tous les moyens appropriés.

Liste des dérogations au délai prévu par l'article 89 de la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle (conformément au décret n° 2000-1137 du 24 novembre 2000) accordées entre juin et août 2007 à des œuvres cinématographiques par le ministre chargé de la culture.

Titre du visa	N° du visa	Date	Éditeur	Date de dérogation
Trois mousquetaires (Les)	114.786 ..	03-11-2006 ..	I.D.E	01-06-2007
2h37	116.711 ..	01-03-2007 ..	Snd	06-06-2007
To : Two thirt 7				
Madame Irma	111.498 ..	23-11-2006 ..	Studio Canal Vidéo	06-06-2007
Ne le dis à personne	113.177 ..	18-10-2006 ..	Europacorp Diffusion	06-06-2007
Prestige (Le)	116.568 ..	07-11-2006 ..	Warner Home Vidéo	06-06-2007
To : The prestige				
Happy feet	116.748 ..	30-11-2006 ..	Warner Home Vidéo	06-06-2007
Intouchable (L')	113.977	03-11-06	Pyramide Vidéo	07-06-2007
Infiltrés (Les)	116.781 ..	29-11-2006 ..	TF1 Vidéo	07-06-2007
To : The departed				
Saw III	116.511 ..	21-11-2006 ..	Metropolitan Filmexport	07-06-2007
Déjà vu	116.743 ..	05-12-2006 ..	Buena Vista Home Entertainment ..	13-06-2007
Jeunesse comme aucune autre (Une)	116.410 ..	17-11-2006 ..	Cdiscount	14-06-2007
To : Close to home				
Hors de prix	111.453 ..	12-12-2006 ..	TF1 Vidéo	14-06-2007
Mauvaise foi	106.562 ..	14-09-2006 ..	Studio Canal Vidéo	18-06-2007
The last show	116.420 ..	18-10-2006 ..	Bac Films	19-06-2007
To : A prairie home companion				
Eragon	116.424 ..	14-12-2006 ..	Twentieth Century Fox	20-06-2007
Franklin et le trésor du lac	113.862 ..	07-12-2006 ..	Studio Canal Vidéo	20-06-2007
Citadelle assiégée (La)	112.934 ..	05-05-2006 ..	TF1 Vidéo	21-06-2007
Lièvre de Vatanen (Le)	109.019 ..	07-12-2006 ..	Gaumont Vidéo	27-06-2007
Coast guards	116.567 ..	21-11-2006 ..	Snd	27-06-2007
To : The guardian				
The holiday	116.795 ..	15-12-2006 ..	Universal Pictures Vidéo	27-06-2007
Transe	112.073 ..	26-10-2006 ..	Cdiscount	28-06-2007
To : Transe				
Labyrinthe de Pan (Le)	116.017 ..	11-10-2006 ..	Wild Side Vidéo	03-07-2007
To : Pans Labyrinth				
Bad times	115.524 ..	31-10-2006 ..	Snd	04-07-2007
To : Harsh times				
Je pense à vous	109.172 ..	06-11-2006 ..	France Télévisions Distribution	04-07-2007
Comme tout le monde	112.171 ..	17-05-2006 ..	France Télévisions Distribution	04-07-2007
The fountain	116.833 ..	27-12-2006 ..	TF1 Vidéo	05-07-2007
Mon meilleur ami	109.138 ..	30-10-2006 ..	Wild Side Vidéo	10-07-2007
Serpent (Le)	115.208 ..	10-01-2007 ..	Wild Side Vidéo	10-07-2007
Arthur et les minimoyes	111.103 ..	04-12-2006 ..	Europacorp Diffusion	11-07-2007
The Grudge 2	114.627 ..	27-12-2006 ..	Metropolitan Filmexport	12-07-2007
Fur : Un portrait imaginaire de Diane Arbus	116.771 ..	08-01-2007 ..	Metropolitan Filmexport	12-07-2007
To : An imaginary portrait of Diane Arbus				
Terre de sang	111.561 ..	28-01-2005 ..	Vent d'Ouest Production	15-07-2007
Congorama	112.296 ..	20-10-2006 ..	Ugc Ph	17-07-2007
Truands	106.009 ..	01-12-2006 ..	Studio Canal Vidéo	17-07-2007
Cashback	115.976 ..	22-12-2006 ..	Gaumont Vidéo	17-07-2007
History boys	116.544 ..	07-12-2006 ..	Twentieth Century Fox	18-07-2007
To : The history boys				

Flûte enchantée (La)	116.542 ..	07-11-2006 ..	France Télévisions Distribution	19-07-2007
To : The magic flute				
Sexy dance	116.408 ..	03-10-2006 ..	Universal Pictures Vidéo	24-07-2007
To : Step up				
Pars vite et reviens tard	108.057 ..	11-01-2007 ..	Gaumont Vidéo	24-07-2007
Snow cake	116.834 ..	04-01-2007 ..	MK2	31-07-2007
Mon frère se marie	113.236 ..	19-01-2007 ..	Cdiscount	31-07-2007
Borat	116.230 ..	23-02-2007 ..	Twentieth Century Fox	01-08-2007
Blood diamond	116.962 ..	22-01-2007 ..	Warner Home Vidéo	01-08-2007
Idlewild gangster club	116.912 ..	04-01-2007 ..	Universal Pictures Vidéo	08-08-2007
Exes	113.562 ..	13-04-2006 ..	Wild Side Vidéo	08-08-2007
Massacre à la tronçonneuse : Le commencement	116.627 ..	02-03-2007 ..	Metropolitan Filmexport	08-08-2007
To : The texas chainsaw massacre : The beginning				
Little children	116.656 ..	22-01-2007 ..	Metropolitan Filmexport	08-08-2007
Illusionniste (L')	115.210 ..	08-01-2007 ..	Metropolitan Filmexport	08-08-2007
To : The Illusionist				
Île aux trésors (L')	113.816 ..	29-12-2006 ..	TFI Vidéo	09-08-2007
Bobby	117.148 ..	23-01-2007 ..	TFI Vidéo	09-08-2007
Hollywoodland	116.951 ..	03-01-2007 ..	Buena Vista Home Entertainment ..	14-08-2007
The good german	116.961 ..	07-02-2007 ..	Warner Home Video	16-08-2007
Môme (La)	111.803 ..	29-01-2007 ..	TFI Vidéo	16-08-2007
Ambitieux (Les)	112.504 ..	02-01-2007 ..	France Télévisions Distribution	17-08-2007
Pom le poulain	110.142 ..	30-10-2006 ..	France Télévisions Distribution	16-08-2007
Juste une fois	116.024 ..	19-02-2007 ..	Gaumont Vidéo	21-08-2007
To : Sleeping dogs lie				
Nue propriété	115.083 ..	2-10-2006 ..	Cdiscount	21-08-2007
Une grande année	116.503 ..	09-11-2006 ..	Twentieth Century Fox	22-08-2007
To : A good year				
Pingpong	116.723 ..	14-12-2006 ..	Arte France Développement	22-08-2007
Stick It	116.151 ..	19-03-2007 ..	Studio Canal Vidéo	27-08-2007
Petit monde de Charlotte (Le)	116.965 ..	23-01-2007 ..	Paramount Home Entertainment	28-08-2007
To : Charlotte's web				
Ferme en folie (La)	116.324 ..	24-11-2006 ..	Paramount Home Entertainment	28-08-2007
To : Barnyard				
Azul	117.144 ..	19-02-2007 ..	MK2	29-08-2007
To : Azul Oscuro casi negro				
Dernier roi d'Écosse (Le)	116.960 ..	29-01-2007 ..	Twentieth Century Fox	29-08-2007
To : The last king of Scotland				
Lettres d'Iwo Jima	117.111 ..	20-02-2007 ..	Warner Home Vidéo	29-08-2007
To : Letters from Iwo Jima				
Danse avec lui	114.468 ..	16-01-2007 ..	Studio Canal Vidéo	30-08-2007
Inland empire	116.933 ..	24-01-2007 ..	StudioCanal Vidéo	30-08-2007

Bulletin officiel



Coupon d'abonnement (1)

Nom, prénom :
(ou service destinataire)

Pour un renouvellement, n° d'abonné :

Adresse complète :

Adresse de livraison (si différente) :

Téléphone :

Profession (2) :

Nombre d'abonnements souhaités : x 50€ = pour l'année

Date et signature (3).

(1) À retourner au ministère de la Culture et de la Communication, D A G, Centre de documentation juridique et administrative, 182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1. Le règlement établi à l'ordre du régisseur d'avances et de recettes du ministère de la Culture et de la Communication est à envoyer au ministère de la Culture et de la Communication, D A G, Bureau du fonctionnement des services, **Mme Christine Sosson**, 182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1.

(2) S'il y a lieu, pour les particuliers.

(3) Pour les services, nom et qualités du souscripteur et griffe de l'établissement.